

(N° 136.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1946-1947.

SÉANCE DU 18 JUIN 1947.

Rapport de la Commission des Affaires Etrangères chargée d'examiner le projet de loi contenant le budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1947.

(Voir les nos 4-VI, 85, 116, 170 (session de 1946-1947) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 5, 6, 11 et 13 février 1947); no 93 (session de 1946-1947) du Sénat.)

Présents : MM. GILLON, président; BALTUS, CRAPS, le comte D'ASPREMONT-LYNDEN, DE LA VALLÉE POUSSIN, MERTENS, MOREAU DE MELEN, le baron NOTHOMB, VAN OVERBERGH, VAN ROOSBROECK, VAN ZEELAND, VOS et ROLIN, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — LA SITUATION POLITIQUE GÉNÉRALE.

Depuis que le budget des Affaires Etrangères pour l'exercice 1947 a été voté par la Chambre, la situation internationale a continué à évoluer de façon peu satisfaisante.

La Conférence de Moscou s'est terminée sans que, sur aucun point important, un accord ait été réalisé entre les Ministres des Affaires Etrangères des principales Puissances. Nous ne rechercherons pas les causes ni les responsabilités de cet échec. Il n'est pas fait, en tous cas, pour nous persuader de l'excellence de la méthode suivie, notamment en ce qui concerne la mise à l'écart des représentants ou des experts des Puissances secondaires.

Inutile de détailler les difficultés qui résulteront de cette carence au cours des prochains mois. Non seulement l'Allemagne demeurera économiquement divisée, plaçant les Puissances assurant l'occupation des régions occidentales dans le dilemme ou de favoriser son rééquipement économique dans toute la mesure requise pour les besoins de la population qui s'y trouve concentrée en surnombre, ou de continuer à supporter la charge économique et financière de leur ravitaillement. D'autre part, on doit craindre la recrudescence en Allemagne de propagandes rivales d'inspiration étrangère et l'exploitation de cette rivalité par les éléments les moins sains de la population.

Ailleurs, dans le monde, le Gouvernement des Etats-Unis commente la garantie qu'il apporte à l'indépendance de la Grèce et de la Turquie dans des termes exprimant à l'égard de l'U.R.S.S. une défiance caractérisée.

Parallèlement, le fonctionnement des Nations Unies s'avère difficile; l'U.R.S.S. demeure absente de la plupart des organisations techniques de coopération et le Conseil de Sécurité est plus que jamais bloqué par l'exercice du droit de veto.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que, de toutes parts, des voix autorisées s'élèvent pour dénoncer la vanité des efforts d'asseoir la sécurité sur une organisation mondiale et la nécessité de remplacer ou de doubler celle-ci par une union restreinte Européenne ou Atlantique.

Votre Commission ne cache pas l'appréhension que lui cause toute conception de l'espèce qui tend à consacrer et à stabiliser la scission du monde en deux blocs inspirés chacun par une préoccupation de sécurité mais dont l'antagonisme risque de conduire le monde tôt ou tard à une nouvelle conflagration.

Il n'y a heureusement actuellement aucune nécessité de se résigner à ces solutions de défaite et de désespoir. Le souvenir vivace des souffrances supportées, des efforts poursuivis en commun pour la libération du monde de la plus abjecte oppression autant que l'esprit de compréhension et la volonté de progrès imposent bien plutôt à nos représentants de continuer en toute objectivité, indépendance, et bonne foi leur action pour la concorde et la justice internationale. Aucun effort ne doit être épargné pour vaincre les méfiances et rétablir la coopération avec tout le fair play et la générosité désirables. A vrai dire, il ne s'agit pas seulement de dissiper les craintes réciproques pesant actuellement sur les opinions publiques des grands pays d'Est et d'Ouest, craintes que l'anarchie et le mystère régnant en matière d'armements nationaux ne peuvent que développer — il s'agit également de vaincre les hésitations marquées par trop de Gouvernements à l'égard de l'autorité internationale. Ils répugnent à lui reconnaître un pouvoir de décision dans les affaires pouvant les intéresser. Or, sans s'attarder aux programmes ambitieux d'instauration de fédération mondiale ou de Gouvernement superétatique, il convient de souligner qu'il n'y a pas d'organisation effective possible tant que certains pays prétendront demeurer juges en leur propre cause ou qu'ils se réserveront le contrôle de l'application dans chaque cas des attributions de compétence qu'ils auront été amenés à consentir à un organe international.

Ainsi obstinément fidèle aux causes de l'universalisme, de l'organisation internationale et de la solidarité interalliée, votre Commission n'entend nullement renoncer de ce fait aux accords particuliers ou régionaux de quelque nature qu'ils soient qui s'inscriraient dans le cadre général de la Charte.

Aussi a-t-elle chaleureusement applaudi au Pacte de Dunkerque, prélude d'une coopération plus étroite entre pays d'Europe occidentale à laquelle notre pays aura certes grand profit à participer. A raison de l'intérêt indirect que ce document présente pour notre pays, votre Commission a cru utile d'en publier le texte en annexe au présent rapport. (Annexe n° 7.)

Afin toutefois de souligner le caractère non exclusif des rapprochements dictés ainsi par le régionalisme, votre Commission a tenu également à ce que soient reproduits en annexe les traités franco-soviétique et anglo-soviétique, encore que ce dernier soit venu à expiration et doive être renouvelé. (Annexes 8 et 9.)

2. — POSITION BELGE A L'ÉGARD DE L'ALLEMAGNE.

Devant les instances de votre Commission, le Gouvernement a bien voulu autoriser la publication, d'une part, des accords relatifs à la participation belge à l'occupation militaire en Allemagne; d'autre part, des mémoires remis aux Gouvernements alliés touchant nos revendications générales et particulières.

Les premiers documents (Annexe 1) dénommés « Assistance par le Royaume-Uni à l'équipement et l'entraînement des forces armées belges », mettent fin à une équivoque sinon à une légende suivant laquelle la présence des troupes belges en Allemagne nous aurait été imposée par nos alliés britanniques.

Qu'il y ait eu à ce sujet des engagements belges, la chose peut être soutenue, notre participation à l'occupation de l'Allemagne étant effectivement un des buts en vue duquel le Gouvernement britannique nous accordait son concours pour le rééquipement de notre armée, mais si même un engagement peut résulter de l'intention attribuée au Gouvernement belge et tacitement confirmée par celui-ci de participer à l'occupation de l'Allemagne, encore convient-il d'observer que cette intention ne comporte pas de précision d'étendue ou de temps, qu'elle paraît tout au plus limitée aux deux ans suivant la défaite allemande, en sorte qu'il est en tous cas actuellement loisible à notre Gouvernement de revoir en toute liberté la question de cette participation ou des modalités de cette participation — sauf bien entendu, à veiller à ce qu'un retrait éventuel total ou partiel de nos troupes ne se produise pas de façon imprévue ou intempestive pour nos alliés britanniques et soit précédé d'un préavis suffisant pour leur permettre de prendre les mesures nécessaires.

Un membre de la Commission a exprimé l'avis que l'interprétation donnée par la Commission à l'accord Eden-Spaak — interprétation qu'il croit pouvoir approuver — ne correspond pas à certaines déclarations faites à la tribune du Sénat par le Ministre de la Défense Nationale et le président de la Commission de la Défense Nationale. Le rapporteur déclarait toutefois ne pas apercevoir cette contradiction.

Ceci dit, la Commission est unanime à reconnaître que l'occupation par des troupes belges des régions couvrant notre frontière orientale répond à un intérêt belge de sécurité; elle souhaiterait toutefois voir la Belgique associée plus étroitement à la politique pratiquée dans cette région par le commandement britannique ainsi qu'à l'élaboration des mesures législatives ou administratives qui y sont prises.

La Commission se déclare, par contre, adverse de l'occupation par des troupes belges du secteur s'étendant à l'Est de la vallée du Rhin, tout au moins au delà de la distance de 100 kilomètres à l'Est du Rhin préconisée dans le mémoire belge, une occupation plus étendue ne répondant à aucun intérêt particulier belge et paraissant hors de proportion avec la part que, raisonnablement, la Belgique doit supporter dans l'effort accompli en commun par les Alliés dans un but de sécurité collective.

* *

Les mémoires adressés par le Gouvernement belge aux Gouvernements alliés en novembre 1946 et janvier 1947 et qui sont également reproduits en annexe ont un objet double : ils expriment, d'une part, les vues du Gouvernement belge sur les problèmes allemand et autrichien, d'autre part, les revendications particulières de la Belgique.

Le dernier en date de ces mémoires, celui relatif à l'Autriche (Annexe 5), ralliera le plus aisément l'unanimité de l'opinion. Nombreux sont ceux qui, chez nous, sont à même d'attester la sincérité et la ténacité du sentiment national autrichien pleinement conscient de l'originalité propre des populations de Basse et Haute-Autriche par rapport à celles groupées dans le Reich Allemand. Encore faut-il, ainsi que le souligne à juste titre le mémoire belge, que ce pays, centre autrefois d'un grand empire, trouve dans l'Europe nouvelle des conditions de viabilité économique et soit en mesure le plus tôt possible de reprendre avec les Nations-Unies dont la Belgique des relations normales. On ne pourrait assez déplorer, dans cet ordre d'idées, que l'ajournement des négociations du traité de paix prolonge l'état d'incertitude et crée entre l'Autriche et l'Allemagne une similitude de situation que tout commandait d'éviter.

La lecture du memorandum belge sur l'Allemagne (Annexe 4) laisse le lecteur davantage hésitant sinon perplexe; l'état de choses quelque peu chaotique existant outre-Rhin permet difficilement, du reste, de formuler un avis précis et cohérent à ceux qui ont été laissés en dehors des discussions des deux dernières années. Le Gouvernement belge développe de façon parfaitement convaincante dans le premier chapitre l'idée qu'en dernière analyse le régime nouveau doit recueillir l'assentiment profond de l'opinion publique du pays qui doit en assurer l'exécution.

Etait-il, dès lors, indiqué pour les Alliés désireux de voir instaurer un régime fédératif décentralisé de souligner publiquement leur préoccupation d'affaiblir ainsi politiquement la masse compacte des Allemands établis au centre de l'Europe — au lieu de souligner les garanties indirectes devant résulter pour la paix d'une meilleure pratique des libertés démocratiques par le peuple allemand grâce à la résurrection, dans une mesure raisonnable, des collectivités nationales anciennes qui florissaient avant l'unification du Reich sous l'égide prussienne.

La Commission ne peut que déplorer, à cet égard, le caractère forcément artificiel de la plupart des Etats que les divers corps d'occupation ont constitué chacun dans leur zone et souhaite que, le plus tôt possible, le nécessaire soit fait pour apporter à cette organisation les aménagements nécessaires pour rendre aux Etats allemands leur configuration historique.

D'autre part, divers membres se sont étonnés de voir le Gouvernement belge après avoir marqué sa préférence pour le régime de confédération se rallier à la thèse anglo-saxonne relativement à l'unité économique au lieu de s'en tenir à l'union économique, laquelle suppose sans doute la communauté de certains services mais non pas de tous ceux énumérés à la page 4 du mémoire.

Enfin, les suggestions faites dans le mémoire belge relativement à la composition de l'organisme international chargé d'assurer les contrôles politiques et économiques dans les territoires occupés d'Allemagne occidentale et dans la Ruhr, ont donné lieu, dans la presse soviétique, à des commentaires dont il convient de souligner l'inexactitude. Il n'est manifestement pas vrai que le Gouvernement belge s'efforce d'exclure l'U.R.S.S. de toute participation à cet organisme. En effet, le mémoire belge ne se borne pas à prévoir expressément la participation des représentants des cinq Puissances prenant part à l'occupation, à savoir la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Belgique, il ajoute : « la participation d'autres Etats à cet organisme serait réglée en fonction des dispositions prises par les grandes Puissances dans le cadre de leur politique générale à l'égard de l'Allemagne... ». Ceci vise nécessairement avant tout l'U.R.S.S. Il est clair, en effet, que la composition de l'orga-

nisme interallié qui, après l'entrée en vigueur du Traité de Paix, continuera à exercer certaines compétences en Allemagne occidentale, s'inspirera de principes semblables à ceux qui seront adoptés pour la composition d'organismes pour l'Allemagne orientale. Le Gouvernement belge n'a pas eu, jusqu'à présent, voix au chapitre dans la discussion de ces questions, mais la Commission des Affaires Etrangères ne doute pas que s'il était consulté sur ce point, il se prononcerait comme elle pour le rétablissement d'une coopération effective et durable entre les Principales Puissances qui ont concouru à la libération de l'Europe.

Quant aux mémoires relatifs aux revendications particulières de la Belgique à l'égard de l'Allemagne (Annexes 2 et 3), ils ont, dans leurs grandes lignes, rencontré l'approbation de la Commission. Celle-ci, notamment, confirme son attachement au principe du respect des nationalités et approuve le Gouvernement de s'être borné à demander des modifications de frontière n'intéressant qu'un nombre infime d'habitants. Elle pense toutefois que, dans cet ordre d'idées, le tracé devrait être revu de manière à restituer aux communes belges frontalières les parcelles d'au delà de la frontière qui en ont été détachées en 1921 bien qu'elles fussent propriété de personnes ou collectivités établies en Belgique et à leur rendre l'accès de la route de Schleiden, Prum et de la boucle de chemin de fer de Losheim et peut-être les massifs forestiers à peu près inhabités d'Aix-la-Chapelle, Rötgen, Hofen, Aremberg et Buchholz, et les barrages qu'ils contiennent. Dans d'autres communes dont l'annexion présenterait un réel intérêt pour la Belgique soit à raison de leur richesse forestière (massif du Schneeifel) ou à raison de leur situation (Montjoie et autres localités tributaires du chemin de fer), des voix nombreuses et autorisées se sont récemment élevées en faveur soit de l'annexion, soit de l'organisation d'un plébiscite. Cette dernière demande devrait, suivant la Commission, être accueillie si elle s'avérait sérieuse, et éventuellement la frontière modifiée en conséquence.

Les demandes formulées par la Belgique visant des réparations en nature ont, de leur côté, rencontré l'agrément de la Commission.

Elle se déclare, dans sa grande majorité, hostile à la suggestion faite dans certains milieux de négocier avec les alliés une prolongation de la rétention en Belgique des prisonniers de guerre mis à notre disposition par nos Alliés : les Alliés ne peuvent pas, par le retard apporté à la conclusion des traités de paix, prolonger davantage les entraves à la liberté humaine inhérente à la condition de prisonniers de guerre — ceci sans préjudice de l'enrôlement en Belgique pour les travaux des mines des conditions à déterminer en qualité de travailleurs libres des anciens prisonniers de guerre qui y seraient disposés.

Votre Commission d'autre part, n'oublie pas que la répartition entre Alliés, des charbons de la Ruhr, a fait l'objet en marge de la Conférence de Moscou, d'accord entre la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Il parut à l'époque que la Belgique obtiendrait à bref délai, des avantages semblables à ceux obtenus par la France. On peut regretter qu'à l'heure qu'il est, rien en ce sens n'ait encore été obtenu.

3. — CLAUSES INTERESSANT LA BELGIQUE DANS LES TRAITES DE PAIX AUXQUELS ELLE N'EST PAS PARTIE.

La Belgique n'ayant pas été en état de guerre avec la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, n'a pas été invitée à signer les traités de paix intervenus ou à y adhérer.

Il importe de souligner toutefois qu'indépendamment de l'intérêt général qui s'attache à la normalisation des relations internationales en Europe centrale et dans les Balkans, la Belgique est en droit de se réclamer de véritables stipulations pour autrui, incluses dans le traité en faveur des Nations-Unies ou de leurs ressortissants.

Les clauses qu'on trouvera également reproduites en annexe afin d'en faciliter la diffusion dans les sphères intéressées (Voir Annexe 6) consacrent les principes et fixent les modalités :

1^o de restitution aux ressortissants alliés des droits et intérêts légaux dont ils auraient été dépouillés;

2^o de la clause de la Nation la plus favorisée qui devra être pratiquée par la Roumanie sous réserve de réciprocité à l'égard des Nations-Unies pendant les dix-huit mois qui suivront l'entrée en vigueur des Traités.

4. — NOTRE COMMERCE EXTÉRIEUR.

Dans le discours prononcé à la Chambre par M. Spaak, lors de la discussion de son budget, le Ministre signalait que, suivant les « plans », le total des importations passerait de 51 milliards en 1946 à 69 milliards en 1947, tandis que les exportations passeraient de 29 milliards en 1946 à 56 milliards en 1947.

Des doutes ayant été exprimés à cet égard au sein de la Commission, le Département, interrogé, a précisé qu'il s'agissait là de pures estimations émanant du Service des Études et de la Documentation Générale du Ministère des Affaires Economiques à l'intention du Comité des Priorités, étant entendu que ces chiffres ne pouvaient être considérés comme une base de prévisions précises de notre commerce extérieur pour l'année 1947.

Le fait est que si la progression constatée pour les trois premiers mois de 1947 correspond très exactement aux prévisions du Ministre touchant nos importations, soit 69 milliards, nous en paraissions loin encore en ce qui concerne les exportations : 47,2 milliards au lieu de 56, laissant une balance commerciale déficitaire de 33 pour cent.

Constatons toutefois que les chiffres d'avril accusent un nouveau progrès : 6,5 milliards d'importation, 5,3 milliards d'exportation, abaissent le déficit commercial à 20 %, tandis que les résultats de mai n'accusent plus qu'un déficit de 12 %.

Afin de mieux permettre au Sénat de se faire une idée exacte de la situation actuelle, nous publions en annexe les tableaux suivants faisant suite à ceux du rapport de la Chambre sur le même budget :

1^o un tableau des importations et exportations par pays au cours des premiers mois de 1947;

2^o un tableau comparatif du commerce spécial par pays en valeurs et pourcentages en 1938 et 1946.

Ces tableaux sont particulièrement instructifs.

Ils permettent de mesurer l'importance de certains reculs, en même temps que les compensations que nous avons commencé à trouver sur certains marchés.

L'Allemagne, en 1938, occupait le troisième rang parmi nos acheteurs, le deuxième parmi nos vendeurs. Elle est aujourd'hui à peu près absente du marché.

Seule la zone française marque un commencement sérieux de reprise des échanges.

Avec la Russie, la Pologne nos relations commerciales sont à peu près inexistantes.

Chose plus décevante, la Grande-Bretagne qui, en 1946, se classait presque en tête de nos clients, ne se porte acheteur que pour des sommes qui, même en francs belges dévalorisés, se placent fort en dessous de son chiffre d'achat de 1938. Mais c'est surtout les Etats-Unis, dont les échanges avec notre pays marquent un déséquilibre bien plus considérable qu'auparavant.

Cet état de choses préoccupe le Gouvernement.

Des négociations sont en cours avec les administrations des zones d'occupation allemande en vue de faciliter les échanges, les derniers mois ont marqué un réel progrès. Nos alliés britanniques ont senti, de leur côté, la nécessité, s'ils voulaient conserver notre clientèle, de détendre leurs contingentements des importations et ils ont autorisé d'importantes commandes d'acier.

Enfin, des ouvertures ont été faites à l'U.R.S.S., dont on attend encore le résultat, tandis qu'une mission commerciale s'est rendue en Pologne.

Par contre, des progrès importants ont été réalisés dans les relations commerciales avec les Pays-Bas, Danemark, Suède, Suisse, Union Sud-Africaine et divers pays de l'Amérique du Sud.

La Commission mesure toute l'importance pour un pays comme le nôtre de l'initiative prise par le Gouvernement des Etats-Unis en vue de l'abaissement des barrières douanières et se réjouit des mesures adoptées par le Président Truman pour s'assurer que la politique commerciale suivie recueille l'approbation des deux grands partis politiques démocrate et républicain et soit ainsi à l'abri des fluctuations. La nouvelle session de la Commission préparatoire de la Conférence Internationale sur le Commerce et le plein emploi qui se tient actuellement à Genève, s'avère malheureusement encombrée de difficultés. Votre Commission suit ses travaux avec un très vif intérêt et forme des vœux pour que les efforts de son président, notre compatriote M. Max Suetens, soient finalement couronnés de succès.

En attendant, c'est surtout vers les pays d'outremer du British Commonwealth et d'Amérique du Sud que l'on souhaiterait voir s'intensifier l'effort de nos exportateurs. L'étendue de ces pays est telle, et tel est leur potentiel de développement qu'il semble qu'un pays comme le nôtre peut sans présomption aspirer à participer pendant de longues années à l'équipement de leurs entreprises et la mise en exploitation de leurs richesses.

Les chiffres du commerce avec les Pays-Bas ont naturellement particulièrement frappé les membres de la Commission. Si encourageants qu'ils soient, on peut se demander s'ils ne sont pas pour partie la conséquence artificielle et momentanée du crédit consenti par la Belgique aux Pays-Bas.

Nul ne peut, au surplus, se dissimuler que l'énorme différence existant entre le niveau des prix au Pays-Bas et en Belgique comme celle existant entre les politiques commerciales suivies depuis la guerre entre les deux pays, nécessiteront pendant une période assez longue, le maintien d'un système de licences canalisant étroitement les échanges.

La Commission des Affaires Etrangères n'a pas voulu anticiper par des observations étendues sur l'étude approfondie qu'elle devra faire de cette question lorsqu'elle sera saisie du projet de loi d'approbation de la convention d'Union.

Elle croit toutefois devoir, dès à présent, attirer l'attention du Ministre compétent sur la nécessité de veiller à ce que la pratique hollandaise des licences ou du contrôle des devises n'aboutisse pas comme c'est le cas parfois à placer sans motif appréciable, l'industrie belge devant une concurrence de produits similaires néerlandais alors que l'accès du territoire néerlandais est interdit directement ou indirectement au produit belge.

Enfin votre Commission ne peut clore ces observations relatives au commerce extérieur sans exprimer le vœu de voir l'initiative récente du Gouvernement aboutir rapidement au rétablissement de l'économie européenne. Il est réconfortant de voir une puissance comme les Etats-Unis reconnaître les impératifs de la solidarité internationale.

— NOS INVESTISSEMENTS A L'ETRANGER.

Dans son rapport relatif aux projets de loi approuvant les Budgets pour les exercices 1945 et 1946, votre Commission avait exprimé le vœu d'être tenue au courant du progrès des négociations relatives à l'indemnisation relative aux avoirs belges nationalisés à l'étranger.

A vrai dire, il résulte des renseignements recueillis que seules les négociations avec la Tchéco-Slovaquie se sont terminées par un accord de principe lequel s'est borné du reste à prévoir que les diverses entreprises négocieraient avec le Gouvernement tchèque des modalités de réinvestissements ou de transfert, tandis que des actionnaires belges isolés, indemnisés suivant les règles admises pour les porteurs tchèques, jouiraient éventuellement des modalités de transfert qu'auraient obtenues les entreprises.

Avec la France, la Pologne ou la Yougo-Slavie, les intéressés eux-mêmes poursuivent leurs négociations et tiennent les fonctionnaires compétents au courant afin de leur permettre d'intervenir au moment opportun.

En ce qui concerne les coupons ou droits de souscription de porteurs belges atteints par des prescriptions, le Gouvernement s'est activement employé à obtenir des mesures législatives ordonnant la réouverture des délais et a obtenu très généralement satisfaction.

Il a été entendu que la Commission des Affaires Etrangères serait bien au courant de l'évolution de la question.

6. — LA PROPAGANDE ET LA DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS.

La Commission des Affaires Etrangères s'est préoccupée de voir la difficulté à laquelle se heurtent ceux qui cherchent à se documenter sur les faits essentiels de la politique extérieure ou de l'activité commerciale de la Belgique.

Les grands actes internationaux auxquels notre pays a adhéré, non plus que les notes échangées avec les Gouvernements étrangers, ne fait pas l'objet des brochures accessibles au public susceptibles de prendre place dans les bibliothèques. On ne paraît pas se soucier de l'intérêt qu'il y aurait à familiariser avec ces documents les juristes, les étudiants en droit, une partie du personnel enseignant des Athénées, Collèges et Ecoles Moyennes, les journalistes.

La Commission émet le vœu que les départements compétents étudient de quelle façon pourrait être comblée cette lacune essentielle pour la formation de l'opinion publique belge en matière internationale. Un établissement d'utilité publique vient d'être créé sous le titre d'Institut des Relations Internationales. Peut-être pourrait-il être fait appel à son concours.

7. — LA CRÉATION DU NOUVEAU DÉPARTEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Le département du Commerce extérieur a été créé après que le budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice de 1947 avait été élaboré, déposé à la Chambre des Représentants et voté par celle-ci.

Il n'y a donc pas trace au budget de la repartition des compétences à laquelle il fut procédé au sein de l'ancien département.

Renseignements pris, M. Spaak a conservé sous sa juridiction directe, outre la direction générale de la politique et celle de la chancellerie et du contentieux, le service de la presse et le service juridique dépendant du Cabinet ainsi que les services dépendant du secrétariat général, soit :

- le service des Conférences de la Paix et de l'organisation internationale;
- la section du personnel et des services extérieurs;
- le protocole;
- le service de copie et d'expédition;
- le service des archives;
- le service de la noblesse;
- le service de la bibliothèque;
- le service des traductions;
- le service de la comptabilité;
- enfin, le bureau des passeports.

De son côté, le Ministre du Commerce Extérieur comprend l'ancienne direction générale du Commerce extérieur et l'Office du Commerce extérieur, lequel doit bientôt faire place à l'Office National Belge d'Exposition Commerciale, véritable organisme d'exécution de forme parastatale qu'il ne faut pas confondre avec le Comité National du Commerce Extérieur créé par arrêté royal du 4 décembre 1926 (*), non plus qu'avec le Comité Consultatif de l'Office du Commerce Extérieur créé par arrêté royal du 1^{er} octobre 1933, tous deux organes consultatifs.

Votre Commission ne se dissimule pas les tâtonnements qui, au début, marqueront l'action des deux départements intéressés dans les régions limitrophes. C'est ainsi qu'elle a constaté avec surprise que c'était le Ministre du Commerce Extérieur qui défendait devant le Parlement le projet de loi portant approbation de la Convention de Chicago sur la navigation aérienne.

Elle souhaite que des règles simples et pratiques soient élaborées à bref délai en vue de fixer les modalités d'intervention du Ministre du Commerce Extérieur dans la désignation des attachés commerciaux, peut-être aussi des membres de notre corps consulaire, dans l'envoi de demandes de renseignements ou d'instructions à nos représentants à l'étranger.

(*) *Note.* — Qu'il soit permis à ce sujet de rectifier une erreur qui s'est glissée dans le rapport présenté, par M. Piérard au nom de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre, sur le budget 1947 (document Chambre, n° 116, page 21), lorsqu'il donne la composition de ce Comité. Les membres cités sont ceux récemment nommés. Il a omis les anciens parmi lesquels son distingué président, M. Georges Theunis.

(10)

La même question se pose du reste, quoiqu'à une moindre échelle, quant aux relations entre le Département des Affaires Etrangères et ceux de la Justice, du Travail, de l'Agriculture, des Affaires Economiques, des Colonies et de la Défense Nationale.

Divers membres ont, à ce sujet, renouvelé le vœu que le Gouvernement revoie de près la question de la désignation d'attachés culturels, agricoles, sociaux, coloniaux, la classification du Protocole de Vienne de 1815 et la formation uniforme du personnel diplomatique convenant peu aux intérêts nationaux variés que la représentation belge à l'étranger doit être à même de servir. La Commission a noté avec satisfaction que, sans vouloir prendre d'engagement à ce sujet, le Ministre était disposé du moins à détacher par roulement deux ou trois jeunes candidats diplomates dans l'administration de la Colonie afin de se familiariser avec l'œuvre accomplie par notre pays en Afrique.

Après approbation de ce rapport, le budget a été voté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
H. ROLIN.

Le Président,
R. GILLON.

Liste des annexes.

1. — Memorandums des 9 et 10 novembre 1944 approuvés par lettres des 27 décembre 1944 et 3 janvier 1945 de MM. Eden et Spaak.
2. — Memorandum du Gouvernement belge du 14 novembre 1946 relatif à une rectification de la frontière germano-belge (avec carte).
3. — Memorandum du Gouvernement belge du 17 janvier 1947 relatif aux revendications de la Belgique à l'égard de l'Allemagne.
4. — Memorandum du Gouvernement belge du 17 janvier 1947 sur la politique des Puissances alliées à l'égard de l'Allemagne.
5. — Vues du Gouvernement belge relatives au Traité avec l'Autriche, 27 janvier 1947.
6. — Clauses bénéficiant à la Belgique dans les Traités de paix auxquels la Belgique n'est pas Partie.
7. — Traité d'alliance franco-britannique du 4 mars 1947.
8. — Texte du Pacte anglo-soviétique du 26 mai 1942.
9. — Texte du Pacte franco-soviétique du 10 décembre 1944.
10. — Tableau comparatif du commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1936 et 1946.
11. — Tableau détaillé du commerce extérieur de la Belgique pendant le premier trimestre 1947.

(13)

[N° 136.]

ANNEXE 1.

MEMORANDUMS DES 9 ET 10 NOVEMBRE 1944
APPROUVÉS PAR LETTRES
DES 27 DÉCEMBRE 1944 ET 3/JANVIER 1945
DE MM. EDEN ET SPAAK.

**Memorandums des 9 et 10 novembre 1944
approuvés par lettres des 27 décembre 1944 et 3 janvier 1945
de MM. Eden et Spaak.**

**ASSISTANCE BY THE UNITED KINGDOM IN THE EQUIPMENT
AND TRAINING OF BELGIAN ARMED FORCES.**

1. — His Majesty's Government in the United Kingdom wish to give all possible assistance to the Belgian Government in the equipment and training of Belgian armed forces. They believe that such assistance may be welcome to the Belgian Government not only in connexion with the additional forces which the Belgian Government are raising at the present time to take part in hostilities against Germany and to preserve internal security, but also to take part in the occupation of Germany.

2. — In order to be able to meet any requests for British equipment for the Belgian forces, the War Office and the Air Ministry have already made certain provision in their estimates of current and future production. These tentative estimates have been framed with a view to the requirements of the Belgian Government both for the equipment of units for the purposes of internal security (including frontier guards, gendarmerie, customs officials, etc.) and for the equipment of additional Belgian forces to take part in the occupation of Germany *during the two years immediately following her defeat*. The scale upon which these requirements have been planned for the years 1945-1946 is as follows :

a) *Land forces.*

- (i) *Internal Security.*—Equipment for approximately 20.000 men. This would include issues of equipment already made or to be made through Supreme Headquarters, Allied Expeditionary Force.
- (ii) Forces for the occupation of Germany. A total of three new divisions one to be fully equipped at the end of twelve months from the present time, the second at the end of eighteen months from the present time, and the third at the end of twenty-four months from the present time.

b) *Air Force.*

Within twelve months following the defeat of Germany four new single-engined fighter squadrons and one transport squadron.

3. — It has been ascertained that the United States Government would view favourably arrangements of this character between His Majesty's Government and the Belgian Government.

4. — Meanwhile, the War Office have received through the Belgian Military Attaché at London a request for the equipment of the following units which the Belgian Government are anxious to raise immediately for the participation in the current operations against Germany :

18 infantry battalions (on British war establishment basis),
6 brigade headquarters and defence platoons,
6 brigade support groups.

His Majesty's Government are glad to be able to inform the Belgian Government that, as the various units are formed, an adequate scale of equipment for training can be provided. In due course thereafter full equipment will be provided according to the times when the units are required for operations.

5. — His Majesty's Government suggest that the Belgian Government should send to London as soon as possible the necessary army and air force missions with full authority to discuss with the War Office and Air Ministry the exact requirements of the Belgian armed forces and the time-table for the delivery of the necessary equipment. The army mission would no doubt also discuss the integration of the immediate programme for the Belgian army with the longer-term plans for the expansion of the Belgian forces during the two-year period after the defeat of Germany.

6. — His Majesty's Government also gladly offer the Belgian Government assistance in the training of the Belgian armed forces, as an extension of the arrangements which they have been privileged to make during the war for the training of the Belgian forces which were reconstituted in the United Kingdom. The Air Ministry have already arranged to continue after the defeat of Germany the existing arrangements for the training of Belgian airmen in the United Kingdom.

Foreign Office
9th November 1944.

AIDE-MÉMOIRE.

M. Spaak expressed to M. Eden at their conversation on the 6th November the desire of the Belgian Government to send twenty to thirty thousand Belgian soldiers as soon as possible to the United Kingdom for equipment and training, since it was impracticable in the present conditions for this to be undertaken on Belgian soil. In accordance with his promise to M. Spaak, M. Eden immediately referred this question to the War Office for examination, in connexion with the general offer by His Majesty's Government of assistance in the training of the Belgian Armed Forces made in paragraph 6 of the Foreign Office's memorandum entitled « Assistance by the United Kingdom in the Equipment and Training of Belgian Armed Forces ».

The Foreign Office are glad to be able to inform M. Spaak that the Secretary of State for War has accepted in principle the Belgian Government's proposal to bring Belgian troops to the United Kingdom for equipment and training.

(16)

It is suggested that the necessary detailed arrangements shall be worked out between the War Office and the Belgian Army Mission, which was proposed in paragraph 5 of the above mentioned Foreign Office memorandum.

The Belgian Government will, of course, understand that the need to provide suitable accommodation in the United Kingdom (which will inevitably present certain difficulties in present circumstances), and the limited capacity for movement to this country, will mean that the transfer of the Belgian troops will have to be spread in batches over a period. The War Office, however, are fully prepared for the transfer of the men to begin as soon as possible.

Foreign Office

10th November 1944.

(17)

[Nº 136.]

ANNEXE 2.

MEMORANDUM
DU
GOUVERNEMENT BELGE
DU 14 NOVEMBRE 1946.

**Memorandum du Gouvernement Belge
du 14 novembre 1946.**

**A. — PROPOSITION RELATIVE A UNE RECTIFICATION
DE LA FRONTIERE GERMANO-BELGE.**

I.

Par l'article 34 du Traité de Versailles, l'Allemagne a renoncé, en faveur de la Belgique, à tous droits et titres sur les territoires comprenant l'ensemble des cercles (kreise) de Eupen et Malmédy.

Une Commission internationale, constituée en vertu de l'article 35 du même Traité, fut chargée de délimiter la nouvelle frontière entre la Belgique et l'Allemagne, en tenant compte de la situation économique et des voies de communication. Cette Commission fut amenée à émettre des propositions relativement à des situations nouvelles créées par suite du tracé de la frontière.

En vertu d'une décision prise par la Commission, en date du 27 mars 1920, et ratifiée par la Conférence des Ambassadeurs le 22 juillet 1920, la section du chemin de fer qui relie les deux villes belges de Saint-Vith (au Sud) à Eupen (au Nord) comprise entre les bornes frontières 657 et 900, soit entre les gares de Kalterherberg et de Raeren, fut attribuée à la Belgique.

Dans cette section, la voie ferrée, sur un parcours d'environ 30 kilomètres, circule alternativement en territoire belge et en territoire allemand, tandis qu'à certains endroits elle coïncide avec la frontière elle-même. Cette particularité a provoqué la formation de six enclaves allemandes en territoire belge, soit du Sud au Nord : RUITZHOF, MUTZENICH, KONZEN, LAMMERSDORF, ROTGEN, MUNSTERBILDCHEN (voir carte n° 1).

Cette situation fut cause que l'administration de la ligne de chemin de fer et le contrôle douanier belges ont été frappés, à leur origine, d'un certain nombre de servitudes qui se sont avérées, à l'expérience, aussi vexatoires pour les usagers que coûteuses et inopérantes pour les administrations en cause.

Le régime spécial élaboré par la Commission internationale de Délimitation est acté dans le règlement intitulé « DISPOSITIONS RELATIVES A LA FRONTIERE COMMUNE A LA BELGIQUE ET A L'ALLEMAGNE », qui fut signé à Aix-la-Chapelle, le 6 novembre 1922.

Il apparut toutefois, dès le début de sa mise en vigueur, que certaines de ses dispositions étaient pratiquement inexécutables. Aussi la Belgique s'efforça-t-elle de conclure un *modus-vivendi* sur ces points avec l'Allemagne. Le Gouvernement allemand consentit tout au plus à un assouplissement de certaines des règles les plus inapplicables.

Ces modifications firent l'objet de l'ARRANGEMENT BELGO-ALLEMAND du 7 novembre 1929 et de l'ARRANGEMENT ADDITIONNEL BELGO-ALLEMAND du 10 mai 1935.

II.

Ces diverses tractations laissèrent néanmoins subsister — et confirmèrent même dans certains cas — les nombreux inconvénients qui résultaient des décisions antérieures prises en vertu des clauses du Traité de Versailles relatives à la frontière belgo-allemande. Les principaux sont relevés ci-dessous en procédant du Nord au Sud (voir carte n° 1).

1. — *Saillant d'Hergenrath.*

Entre les bornes 1.008 et 980 — au Sud-Ouest d'Aix-la-Chapelle et au Nord de l'agglomération d'Hergenrath — la frontière constitue un saillant en territoire belge au sein de l'ancien cercle d'Eupen attribué à la Belgique en vertu de l'article 34 du Traité de Versailles (voir carte n° 2).

Cette parcelle, d'une contenance de 50 hectares, fut rétrocédée à l'Allemagne par la Belgique en 1921, en vue de permettre la construction d'une gare de marchandises, aux fins de décongestionner le centre ferroviaire d'Aix-la-Chapelle. Des travaux de terrassement furent entrepris dans ce saillant par les autorités allemandes, mais les affaissements de terrain firent abandonner le projet. Ce saillant est traversé par deux voies ferrées et par deux grand'routes. Il présente, pour la surveillance douanière et frontalière, des difficultés quasi insurmontables.

2. — *Route d'Aix-la-Chapelle à Raeren.*

La frontière belgo-allemande suit la route d'Aix-la-Chapelle à Raeren entre les bornes 943 et 920, en laissant son assiette en territoire allemand (voir carte n° 1). La fraude sévit dans cette région sur une échelle considérable. La douane belge n'est pas autorisée à exercer son contrôle sur la route, tandis que les ressortissants belges, mêmes frontaliers, ne peuvent l'utiliser que moyennant des conditions vexatoires.

3. — *Route de Rötgen, au lieu dit Fringshaus et bifurcation de Fringshaus vers Lammersdorf et Konzen.*

En territoire belge, les deux routes en partance de Lammersdorf (territoire allemand) et de Konzen (idem), qui se rejoignent à Fringshaus pour continuer vers Rötgen, ont été maintenues sous la souveraineté allemande. (Voir carte n° 1). Les autorités allemandes y exercent leur contrôle, même sur le trafic belge, tandis que les autorités belges ne sont pas autorisées à y instrumenter.

4. — *Section de la voie ferrée Raeren-Kalterherberg. — Enclaves allemandes à l'Ouest de cette voie ferrée.*

Comme il a été indiqué ci-dessus, la section de la voie ferrée Eupen-Saint-Vith, comprise entre les bornes frontières 900 et 657, a été attribuée à la Belgique.

Le Règlement du 6 novembre 1922 et les Arrangements subséquents du 7 novembre 1929 et du 10 mai 1935 ont imposé à l'Administration des Chemins de fer belges, sur le parcours de Raeren à Kalterherberg, des obligations à la fois onéreuses et restrictives dont les principales sont : le maintien en circulation d'un nombre exagéré de trains, la compétence attribuée aux tribunaux allemands en cas de litiges, l'application des tarifs et des règlements ferroviaires allemands, l'acceptation du mark comme monnaie de paiement.

En résumé, bien que le chemin de fer et les gares qui le desservent soient incontestablement belges, la voie ferrée est réputée allemande, en vertu des accords précités, au triple point de vue de la circulation des personnes, du contrôle douanier et du contrôle des devises. Cela signifie que les usagers belges de cette ligne sont soumis, entre Raeren et Kalterherberg, en territoire belge, aux règlements, au contrôle, aux sanctions des autorités allemandes.

La constitution de six enclaves allemandes en territoire belge, à l'Ouest de la voie ferrée, a aggravé encore les complications inhérentes à l'administration et à l'exploitation du chemin de fer et à la police de la frontière. (Enclaves de Münsterbildchen, Rötgen, Lammersdorf, Konzen, Mützenich et Ruitzhof. (Voir cartes nos 1, 3 et 4.)

5. — *Encoche de Sourbrodt.*

Entre les bornes frontière 652 et 648, la frontière effectue une encoche en territoire belge, d'une contenance d'environ 7 hectares, qui a pour effet de placer en territoire allemand, sur un parcours de 200 mètres, une route reliant la gare belge de Kalterherberg à la localité belge d'Elsenborn. (Voir carte n° 4.)

6. — *Enclave d'Hemmeres, le long du chemin de fer belge de Saint-Vith à Trois-Vierges.*

Entre les bornes frontières 159 et 151, le chemin de fer belge de bout en bout, qui relie la ville de Saint-Vith à la localité de Trois-Vierges, présente l'anomalie de traverser le cercle allemand de Prüm sur une distance d'environ 1 kilomètre.

Cette particularité a entraîné la constitution d'une enclave allemande en territoire belge, d'une superficie inférieure à un demi-kilomètre carré et contenant cinq maisons. (Voir carte n° 1.)

III.

La configuration de la frontière belgo-allemande en divers points situés entre les bornes 1.008 et 151, ainsi que la réglementation compliquée que cette configuration a engendrée, ont provoqué des entraves sans nombre pour les habitants de la région envisagée. Elles ont simultanément été la source d'incidents multiples entre les autorités et les habitants qui en relèvent, ainsi qu'entre les autorités locales des deux pays. Cette situation n'a pas manqué d'exercer une influence défavorable sur les relations entre la Belgique et l'Allemagne.

Aussi, en vue de remédier à ces inconvénients, le Gouvernement belge a mis à l'étude un plan inspiré par le souci d'y apporter les corrections les plus rationnelles, tout en modifiant le moins possible le tracé de la frontière et le statut des habitants. Les propositions du Gouvernement belge visent, d'une part, à affranchir la souveraineté belge de servitudes injustifiables, et, d'autre part, à réaliser des modifications territoriales adaptées strictement à la nécessité de supprimer les causes ou les prétextes des inconvénients actuels.

Les propositions belges peuvent se résumer de la manière suivante :

Le Règlement du 6 novembre 1922 et les Arrangements belgo-allemands des 7 novembre 1929 et 10 mai 1935 seraient abrogés.

Le Gouvernement belge se réserverait le droit soit de maintenir en vigueur certaines de leurs dispositions, soit d'adapter celles-ci à la situation nouvelle, en vue, notamment de régler le régime frontalier couvrant la situation des personnes et des marchandises.

En outre, le Gouvernement belge propose les modifications territoriales suivantes :

1° La nouvelle frontière entre les bornes 1.008 et 980 suivrait une transversale coupant le saillant actuel d'Hergenrath;

2° La route d'Aix-la-Chapelle à Raeren entre les bornes 920 et 943 serait transférée sous la souveraineté belge, y compris l'emplacement du bureau des douanes allemand situé à l'intersection de cette route et de la route d'Ober-Forstbach. La section de la route d'Ober-Forstbach se trouvant en face dudit bureau des douanes serait attribuée à la Belgique;

3° Les routes de Rötgen à Fringshaus et de là à Lammersdorf et Konzen seraient transférées sous la souveraineté belge;

4° Entre les bornes 900 et 657, la frontière suivrait la ligne du chemin de fer dont l'assiette et les gares qui la desservent relèvent déjà de la souveraineté belge.

Les six enclaves allemandes citées au II, 4°, ci-dessus, seraient transférées sous la souveraineté belge.

Par dérogation à l'alinéa *i*, la partie de la commune de Rötgen située à l'Est de la voie ferrée serait englobée en territoire belge. A cet endroit, la frontière suivrait un tracé partant de la borne 886 F, pour aboutir à nouveau à la voie ferrée, à hauteur de la borne 790, après avoir rejoint et longé la limite Sud du réservoir de Dreilägerbach et le ruisseau du même nom. (Voir carte n° 3.)

Cette dérogation est basée sur les motifs suivants :

Elle permettrait d'éviter que l'unité sociale et économique de cette commune ne soit scindée par la frontière. Les champs et jardins exploités par la population, domiciliée à l'Est du chemin de fer, se trouvent, pour la plupart, localisés à l'Ouest de ce chemin de fer. En outre, déjà à l'heure actuelle, les bois de la commune de Rötgen sont situés, à concurrence de 70 %, en territoire belge.

La grand'route et plusieurs chemins traversent la voie ferrée, permettant aux deux parties de Rötgen de communiquer entre elles. Si la frontière devait suivre le chemin de fer, le contrôle douanier exigerait que toutes ces voies soient obturées sauf une, ce qui aurait un effet vexatoire sur toute l'activité de ce village. L'intérêt de ses habitants commande donc qu'il soit incorporé entièrement dans le territoire belge. (Voir carte n° 3.).

La nécessité de prévoir un statut commun pour les habitants de cette localité est confirmée par le fait que la grand'route qui traverse Rötgen, deviendrait belge dans les deux sections qui la relient d'une part, au nord vers Aix-la-Chapelle via Münsterbildchen et, d'autre part, au sud-est vers Montjoie via Fringshaus, et que de la sorte les habitants de Rötgen s'ils restaient Allemands, ne pourraient quitter leur village qu'en empruntant des routes ou un chemin de fer étrangers;

5° Entre les bornes frontières 652 et 648, la frontière serait constituée par le ruisseau Breitenbach. (Voir carte n° 4.);

6° Entre les bornes 159 et 151, le territoire se trouvant à l'ouest de la voie ferrée de Saint-Vith à Trois-Vierges et un franc bord d'une centaine de mètres à l'est de la voie ferrée seraient attribués à la Belgique. (Voir carte n° 5.)

L'ensemble des territoires compris dans les rectifications proposées ci-dessus comporte une superficie totale de 30 Km² environ et contient une population globale estimée à 3.850 habitants.

Au cas où les propositions énumérées ci-dessus seraient agréées, l'Administration des chemins de fer belges arrêterait, en s'inspirant des règles qui président à l'exploitation normale de ses services, les dispositions en rapport avec la situation nouvelle qui serait créée le long de la frontière belgo-allemande.

Les Douanes belges, de leur côté, procéderaient à l'installation des bureaux et des postes requis par le trafic local et frontalier.

IV.

De la sorte :

1^o les enclaves et certaines anomalies révélées par le tracé actuel de la frontière seraient supprimées ;

2^o le chemin de fer Eupen-Saint-Vith ne traversant plus le territoire allemand, ne devrait plus être soumis à des servitudes particulières et pourrait être effectivement exploité comme une ligne belge. ;

3^o Il n'y aurait plus de superposition et d'enchevêtrement de souveraineté, cause de conflits et de frictions entre les deux Etats. La compétence respective des administrations et des juridictions des deux pays serait délimitée de manière simple et normale et pourrait s'exercer avec plus de facilité. ;

4^o les intérêts des habitants tant du côté belge que du côté allemand, en ce qui concerne la circulation, seraient sauvegardés par le régime frontalier qui sera institué par le Gouvernement belge. En outre, la circulation routière dans la région frontière allemande, pourrait être assurée par la route existant de Schleiden à Montjoie, Imgenbroich, Simmerath, Lammersdorf, Zweifall, Stolberg. De Zweifall le raccordement par Breinig et Kornelimünster vers Aix-la-Chapelle, pourrait être aisément amélioré par l'administration allemande ;

5^o ces avantages seraient acquis par des modifications territoriales minimales qui n'impliquent aucune visée d'agrandissement et n'ont pour but que de corriger les inconvénients flagrants d'une situation défectueuse.

La rectification de frontière mentionnée ci-dessus est pour le moment la seule revendication d'ordre territorial présentée par le Gouvernement belge. Celui-ci se réserve toutefois le droit de faire valoir des revendications complémentaires au cas où d'autres Etats alliés bénéficieraient d'agrandissements territoriaux aux dépens de l'Allemagne et ou d'avantages économiques corrélatifs.

B. — PROPOSITIONS D'ORDRE ÉCONOMIQUE

I.

Des dispositions ont été envisagées tendant à transférer à des Etats alliés voisins de l'Allemagne, à titre définitif ou temporaire, certains éléments importants du domaine économique allemand.

Pour la deuxième fois en un quart de siècle, la population belge doit réparer les pertes immenses que l'Allemagne, par son agression, lui a infligées. Il est

légitime que la Belgique obtienne des compensations équivalentes à celles qui seront accordées aux Etats alliés qui sont placés dans une position analogue à la sienne.

Le Gouvernement belge demande une part équitable dans l'exploitation des ressources naturelles de l'Allemagne occidentale. Il se réserve de préciser ultérieurement ses demandes à cet égard.

II.

Les relations de transit avec l'Allemagne, qu'il s'agisse d'opérations de transport ou d'opérations commerciales, ont une importance essentielle pour la Belgique. Le Gouvernement belge demande des garanties effectives contre toute mesure qui pourrait être prise en Allemagne dans le domaine des travaux publics, de la politique des tarifs et des péages, du contrôle des changes ou de toute autre matière, et qui affecterait ces relations de transit ou tendrait à détourner le trafic de ses voies naturelles vers les ports belges.

(24 a)

N° 136 Fr.

1946 – 1947

Carte

Cfr. 35 mm.

1 plan

(25)

[N° 136.]

ANNEXE 3.

MEMORANDUM
DU
GOUVERNEMENT BELGE
DU 17 JANVIER 1947
RELATIF AUX REVENDICATIONS DE LA BELGIQUE
A L'ÉGARD DE L'ALLEMAGNE.

**Memorandum du Gouvernement Belge
du 17 janvier 1947
relatif aux revendications de la Belgique
à l'égard de l'Allemagne.**

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

1. — Dans son memorandum du 14 novembre 1946, remis aux membres du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères, réunis à New-York, le Gouvernement belge avait formulé des réserves dans les termes suivants :

« La rectification de frontière mentionnée ci-dessus est pour le moment la seule revendication d'ordre territorial présentée par le Gouvernement belge. Celui-ci se réserve toutefois le droit de faire valoir des revendications complémentaires au cas où d'autres Etats alliés bénéficieraient d'agrandissements territoriaux aux dépens de l'Allemagne et/ou d'avantages économiques corrélatifs.

» Des dispositions ont été envisagées tendant à transférer à des Etats alliés voisins de l'Allemagne, à titre définitif ou temporaire, certains éléments importants du domaine économique allemand. Pour la deuxième fois en un quart de siècle, la population belge doit réparer les pertes immenses que l'Allemagne, par son agression, lui a infligées. Il est légitime que la Belgique obtienne des compensations équivalentes à celles qui seront accordées aux Etats alliés qui sont placés dans une position analogue à la sienne. Le Gouvernement belge demande une part équitable dans l'exploitation des ressources naturelles de l'Allemagne occidentale. Il se réserve de préciser ultérieurement ses demandes à cet égard. »

2. — Le Memorandum précité comportait une demande de rectification de frontière n'entraînant que des modifications minimales d'ordre territorial et des avantages restreints d'ordre économique.

Cependant, certains Etats ont déjà étendu leur autorité ou sont en voie de l'étendre sur des portions du territoire allemand et sur les richesses du sol et du sous-sol qu'elles contiennent.

D'autres Etats ont formulé des demandes en vue d'annexer certains territoires allemands ou de s'approprier certaines richesses de l'Allemagne.

Ces actions et ces revendications ont, en principe, pour motif le désir de ces pays de se dédommager des torts qui leur ont été causés par l'Allemagne.

A cet égard, il convient de remarquer que la question des réparations a déjà été traitée et résolue en ce qui concerne les parts des différents pays ayant droit à des réparations et en ce qui concerne certains des biens susceptibles d'être alloués au titre de réparation. (Accord de Potsdam du 2 août 1945 et Accord de Paris sur les Réparations du 14 janvier 1946.)

Des revendications d'ordre politique, territorial ou autre à propos du règlement de la paix avec l'Allemagne restent toutefois possibles. (Voir notamment art. 2, B (iii) de l'Accord de Paris.)

Si certains Etats annexaient des territoires allemands ou s'appropriaient certaines des richesses de l'Allemagne, il devrait être entendu que sera maintenue l'obligation de fournir des réparations, soit en provenance de ces territoires, soit par prélèvement sur ces richesses, et que des compensations équitables devraient être accordées à la Belgique.

3. — La Belgique est consciente des dangers qu'il y aurait à multiplier des cessions territoriales par l'Allemagne. Toutefois, elle ne pourrait se résoudre à voir se transformer pour elle en une différenciation dommageable, une renonciation de sa part à profiter de telles cessions.

4. — Ces réserves étant faites, la Belgique ne formule pour le moment que des revendications d'ordre économique à l'égard de l'Allemagne.

Ces revendications impliquent la livraison de certains produits en certaines qualités et quantités. Les quantités ont été calculées, à l'exclusion de toute extension de l'industrie belge, sur la base des importations belges avant la guerre.

Les produits et leurs qualités ont été déterminés en considération de besoins essentiels de la Belgique. (Voir 6 ci-après.)

Par ailleurs, les revendications belges visent également le domaine des transports et des communications et d'autres domaines. (Voir 7 à 12 ci-après.)

5. — En ce qui concerne les avantages d'ordre économique demandés à l'Allemagne, la Belgique désire obtenir des garanties de livraison efficaces. Elle propose à cet effet diverses modalités : soit le transfert de la propriété des exploitations, soit la concession de l'exploitation, soit un engagement souscrit par l'autorité compétente, soit toute autre formule analogue.

Si les dédommagements que la Belgique obtenait de l'Allemagne s'avéraient insuffisants par rapport aux bénéfices retirés par d'autres Etats, la Belgique se réserve le droit de demander des bénéfices corrélatifs, soit aux Etats qui retirent des avantages de l'Allemagne, soit à ceux qui les concèdent.

DEMANDES TENDANT A LA LIVRAISON DE MATIERES PREMIERES ET D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.

6. — A. OBJETS.

1^o *Charbon.*

La Belgique revendique 6,6 millions de tonnes par an de charbon, sur la base de l'importation en Belgique pendant l'année 1937, de 6,6 millions de tonnes de charbon.

2^o *Electricité.*

La Belgique revendique la mise à sa disposition par l'Allemagne d'une puissance de 150.000 kW, correspondant à une fourniture de 70.000.000 de kWh par an. Le courant électrique ainsi fourni devra être de bonne qualité et comporter 50 périodes par seconde.

3° *Lignite.*

La Belgique revendique les briquettes de lignite fabriquées en fonction de la production de l'énergie électrique demandée au 2° ci-dessus, soit environ 1.000.000 de tonnes par an.

4° *Sel.*

La Belgique revendique 300.000 tonnes/an de sel industriel d'une teneur de 98/99 % de NaCl et 80.000 tonnes/an de sel alimentaire.

5° *Potasse.*

La Belgique revendique 100.000 tonnes par an de sels de potasse, exprimés en équivalent K.O.

6° *Baryte.*

La Belgique revendique 27.000 tonnes par an de sulfate de baryte naturel en roche.

7° *Bois.*

La Belgique revendique 500.000 mètres cubes par an de bois, dont 300.000 mètres cubes de bois de mine et 200.000 mètres cubes de bois de sciage.

B. MODALITÉS D'APPROPRIATION.

1° *Charbon.*

L'Allemagne sera tenue de mettre à la disposition de la Belgique le tonnage demandé, pendant une période de quarante ans.

La Belgique se réserve le droit de déterminer les qualités à sa convenance. Si un autre pays obtenait des gisements de charbon, la Belgique demande un bénéfice proportionnel sous forme du transfert de la propriété de certaines concessions et par préférence des concessions de Haus Aden, Haus Aden-Fortsetzung et Monopol Grimberg.

2° *Electricité.*

a) Cession à la Belgique, en pleine propriété, de centrales électriques situées sur le bassin de lignite à l'Ouest de Cologne, à savoir :

Fortuna I,
Fortuna II,
Fortuna Nord,
Frimmersdorf,

avec les carrières de lignite, les concessions d'exploitation de lignite, les fabriques de briquettes et toutes autres installations y attenantes.

b) En son parcours en territoire allemand, cession à la Belgique, en pleine propriété, de la ligne directe de transport d'énergie électrique à 220.000 V allant de Brauweiler à Jupille et des lignes reliant les centrales électriques mentionnées au a) ci-dessus à la station de Brauweiler.

Cependant, dans un but d'exploitation rationnelle, l'Allemagne garantira à la Belgique la fourniture, par le réseau allemand, de la puissance de 150.000 kw revendiquée moyennant quoi les centrales cédées à la Belgique fourniront leur production au réseau allemand. Les modalités de cette opération seront précisées ultérieurement.

La Belgique se réserve cependant expressément le droit de déconnecter du réseau allemand les centrales qui lui seront cédées et de les relier directement au réseau belge.

3° *Lignite.*

La Belgique revendique la pleine propriété et la libre disposition des briquettes de lignite qui auront été fabriquées dans les fabriques attenantes aux centrales de Fortuna I, II, Nord et Frimmersdorf ou une quantité équivalente produite par d'autres fabriques et au minimum 1 million de tonnes par an.

4° *Sel.*

Livraison garantie pendant une période de quarante ans.

5° *Potasse.*

Livraison garantie pendant une période de quarante ans.

6° *Baryte.*

Livraison garantie pendant une période de quarante ans.

7° *Bois.*

Etant donné l'importance particulière pour son économie des livraisons régulières de la quantité de bois demandée, la Belgique se réserve de réclamer la cession de certains territoires forestiers limitrophes.

C. REMARQUES.

a) Si les concessions, mines, usines, fabriques et toutes installations ou domaines quelconques servant directement ou indirectement à l'extraction ou à la production des biens revendiqués ci-dessus, étaient propriété de personnes physiques ou morales belges, l'Allemagne serait tenue de leur payer les biens en question au prix normal du marché intérieur allemand et d'autoriser immédiatement le libre transfert des bénéfices éventuels desdits propriétaires ou exploitants à un taux de change admis par le Fonds monétaire international.

b) La Belgique spécifie que, si des conventions commerciales étaient conclues entre elle et l'Allemagne, portant entre autres sur des fournitures supplémentaires de produits faisant l'objet des présentes revendications, sa part de livraison obligatoire devra lui être maintenue intégralement aux conditions intervenues, sans qu'une discussion puisse être abordée à ce sujet par l'Allemagne en vue d'une révision.

D. PRIX.

Il serait légitime que les livraisons spécifiées ci-dessus soient effectuées gratuitement.

Cependant, la Belgique n'ignore pas que les Puissances occupantes assument des charges considérables en vue d'assurer un minimum de ravitaillement au peuple allemand et que les Puissances occupantes ont été amenées, à cet effet, à utiliser la production allemande pour le financement de ce ravitaillement.

D'autre part, la Belgique souhaite reprendre son mouvement normal d'exportations vers l'Allemagne, tant pour rétablir l'équilibre de ses relations économiques avec ce pays, que pour contribuer à son approvisionnement.

Dans les limites où il s'avérerait impossible d'obtenir immédiatement à titre gratuit les fournitures dont la Belgique a besoin, celle-ci serait disposée à payer ce qui ne pourrait lui être fourni gratuitement, mais, dans ce cas, le prix, la monnaie et les modalités des paiements devront être librement débattus entre la Belgique et les Puissances intéressées.

Cette proposition ne peut cependant, en aucun cas, porter préjudice au droit de la Belgique à obtenir de l'Allemagne les livraisons gratuites revendiquées.

DEMANDES RELATIVES AUX TRANSPORTS ET AUX COMMUNICATIONS.

7. — a) *Rétablissement sur le Rhin d'un régime de liberté et d'égalité.*

Le Rhin, qui était devenu un instrument de l'hégémonie allemande en Europe occidentale, doit redevenir entièrement libre. Aussi l'Allemagne doit-elle reconnaître le régime défini par la Convention de Mannheim et le Traité de Versailles, qui notamment prévoyait son acceptation de la revision du Statut du Rhin.

b) *Interdiction du détournement du trafic vers les ports allemands.*

Pour éviter le détournement vers les ports allemands d'un trafic qui doit suivre naturellement la voie du Rhin ou le réseau ferré belge, il faut empêcher l'Allemagne tant de continuer que d'entreprendre la construction de voies navigables commencées, projetées ou à projeter dans un esprit d'autarcie; de pratiquer toute politique de transport qui détourne artificiellement le trafic vers ses ports.

Il doit être interdit à l'Allemagne d'établir et de contribuer d'une manière quelconque à établir des tarifs de faveur, des primes, des subsides, des ristournes et autres avantages préférentiels, susceptibles de détourner, au profit de ses ports et voies de transport, du trafic qui, sinon, passerait normalement par des ports et voies de communications d'autres pays.

Il doit être interdit à l'Allemagne d'accorder tous subsides, primes, monopoles, subventions, priorités ou toutes autres mesures quelconques tendant à avantager ses entreprises de transport, ses bateliers et ses bateaux de navigation intérieure vis-à-vis de ceux de la Belgique.

c) Limitation de la flotte rhénane allemande.

Pour la préparation de son agression, l'Allemagne s'est grandement servie du Rhin, dont la navigation est intimement liée à l'activité des industries minières, métallurgiques et chimiques du bassin rhéno-wetsphalien.

Les grands « Konzerns », qui ont tant contribué à la constitution du potentiel de guerre de l'Allemagne, avaient développé et modernisé la flotte rhénane par l'acquisition de bateaux-moteurs et de remorqueurs puissants. La suppression de l'excédent du tonnage rhénan que possède l'Allemagne et qui dépasse ses besoins du temps de paix, ainsi que la limitation du nombre d'unités rapides — bateaux-moteurs et remorqueurs puissants — qui assureraient une grande mobilité à sa flotte, s'imposent.

A cet effet, la flotte allemande du Rhin devra être limitée au tonnage correspondant aux besoins du cabotage intérieur allemand, sans que l'Allemagne puisse prétendre au monopole de ce trafic.

La flotte rhénane dont il est question ici est celle qui est destinée à naviguer non seulement sur le Rhin, mais également sur les voies navigables tributaires du Rhin : Moselle, Neckar, Main, Lahn, et sur les canaux reliant le Rhin au Weser et à l'Ems.

d) Reconstruction de la flotte rhénane belge.

Il est entendu que l'Allemagne restituera, en bon état, à la Belgique, les bâtiments de navigation intérieure qui sont encore retenus sur son territoire.

La limitation de la flotte rhénane, prévue au littéra c ci-dessus, rendra disponible dans un certain temps un excédent de bateaux qu'il conviendrait d'attribuer aux pays dont les flottes ont subi des destructions comme conséquences de la guerre. Les bateaux ainsi soustraits à la flotte allemande resteront cependant sur le réseau rhénan; leurs caractéristiques ne permettraient d'ailleurs pas qu'il en fût autrement. Ce changement de propriété ne nuirait donc pas à la bonne exécution des transports sur ce réseau, auxquels la flotte rhénane belge souhaiterait pouvoir également participer, dès que la liberté et l'égalité de traitement seront effectivement rétablies.

Il convient de rappeler qu'avant la guerre le tonnage des flottes rhénanes dépassait largement les besoins de l'époque, qui, cependant, étaient fortement gonflés par les nécessités du réarmement allemand. Divers systèmes avaient, dès ce moment, été envisagés en vue de réduire cette surabondance des moyens de transports rhénans. Même dans l'état actuel de diminution générale des flottes, il n'est nullement à craindre que l'on ne manque de tonnage pour assurer les besoins réduits de l'économie allemande.

C'est pour ces raisons que la Belgique, désireuse de retrouver sa position relative d'avant-guerre, demande que l'Allemagne lui cède, sans délai, le matériel fluvial suivant, à prélever sur son parc rhénan :

10.000 chevaux de remorqueurs à aubes (à vapeur ou à moteur) : pour le trafic du Haut-Rhin;

5.000 chevaux de remorqueurs à hélice (à vapeur ou à moteur) : pour le trafic du Rhin moyen et Bas-Rhin;

15.000 tonnes de bateaux à moteur de 400 à 800 tonnes, ayant une puissance d'environ 12.000 chevaux au total;

2.000 tonnes de chalands-citernes à moteur;

5.000 tonnes de chalands-citernes, sans propulsion mécanique;

150.000 tonnes de chalands ordinaires, du type R. H. K. et D. E. K.

Les unités à céder seront prélevées par préférence sur la flotte des grandes sociétés fluviales allemandes et elles seront choisies parmi les unités les plus récentes.

Les unités seront cédées en toute propriété et ne seront grevées d'aucun droit réel, ni d'aucune charge de quelque nature que ce soit.

Elles seront en parfait état, capables d'assurer le trafic en vue duquel elles ont été construites et munis de leurs agrès, outillage et pièces de rechange.

En attendant que les livraisons soient achevées, l'Allemagne doit assurer le remorquage base Ruhr/Mannheim de 15.000 tonnes de chargement par mois, dans chacun des deux sens, aux conditions normales du marché intérieur allemand.

e) *Concession de dragage de sable et de gravier dans le Rhin en Allemagne.*

La Belgique revendique pour une période de quarante ans, une concession de dragage de sable et de gravier du Rhin, dans la région de Rees.

f) *Canal Rhin-Danube.*

Il est fait mention, aux articles 331 et 353 du Traité de Versailles, d'un canal à grande section, à construire pour réunir le Rhin au Danube. La liaison Rhin-Danube par la canalisation du Main et la construction d'un canal Main-Danube a été commencé par l'Allemagne. Dans l'intérêt d'une bonne organisation d'Europe, l'ouvrage commencé par l'Allemagne devrait être achevé dans un délai qui ne devrait pas dépasser dix ans.

g) *Canal Rhin-Anvers-Escaut.*

Aux termes de l'article 361 du Traité de Versailles, la Belgique avait le droit de faire exécuter par l'Allemagne le tronçon allemand d'un canal reliant la Meuse au Rhin à la hauteur de Rhurort. Elle avait vingt-cinq ans pour lever l'option.

L'option n'a pas été levée. La Belgique ne renonce pas au droit que lui donnait le Traité de Versailles et demande que le délai soit prolongé d'une durée de dix ans à partir de l'entrée en vigueur du Traité de Paix avec l'Allemagne.

h) *Transports ferroviaires.*

A défaut du rapatriement du matériel belge se trouvant encore en Allemagne, la Belgique réclame la fourniture de matériel allemand équivalent, existant.

i) *Transports routiers.*

La Belgique demande la fourniture de 500 autobus et 500 autocars en parfait état ou neufs, d'un type convenant pour les routes belges, et munis des pièces de rechange requises.

ŒUVRES D'ART ET ARCHIVES HISTORIQUES.

8. — En dédommagement des destructions d'œuvres d'art qui ont été causées en Belgique du fait de l'agression allemande, la Belgique revendique la livraison de certaines œuvres d'art à prélever sur le patrimoine allemand; elle revendique également des archives historiques qui présentent pour elle un intérêt spécial.

Ces œuvres d'art et archives seront spécifiées ultérieurement.

BREVETS ET ARCHIVES.

9. — En ce qui concerne la propriété industrielle, les procédés de fabrication et technologiques, les archives économiques, politiques ou autres se trouvant entre les mains de personnes physiques ou morales allemandes, tant privées que publiques, la Belgique entend faire valoir ses droits à y avoir accès et à les utiliser.

EAU.

10. — La Belgique revendique la construction, par l'Allemagne et aux frais de celle-ci, d'un tunnel d'adduction d'eau partant du lac de Heimbach et aboutissant en Belgique sur la Vesdre, en amont de Limbourg.

La Belgique fournira, en temps utile, les indications nécessaires à l'exécution de cet ouvrage d'art.

DIVERS.

11. — Le Gouvernement belge entend que les biens, intérêts et droits de toute nature appartenant à des personnes physiques ou morales belges en Allemagne soient non seulement préservés, mais garantis contre toute mesure discriminatoire et toute mesure de confiscation.

Si des biens, intérêts et droits belges étaient affectés par des mesures de décartellisation, de socialisation, de nationalisation ou toute autre mesure de cet ordre, une compensation adéquate devrait être garantie. Sa valeur devrait faire l'objet d'une négociation entre le Gouvernement belge et les autorités compétentes en Allemagne.

Si cette compensation se traduisait par des versements en espèces, le montant intégral de ceux-ci devrait être librement et immédiatement disponible et transférable, dans la monnaie qui sera choisie par le Gouvernement belge.

12. — Le Gouvernement belge se réserve le droit d'introduire ultérieurement d'autres revendications d'ordre général ou particulier à l'égard de l'Allemagne.

(34)

ANNEXE 4.

**CONSIDÉRATIONS DU GOUVERNEMENT BELGE
SUR LA POLITIQUE DES PUISSANCES ALLIÉES
A L'ÉGARD DE L'ALLEMAGNE.**

**Considérations du Gouvernement Belge
sur la politique des Puissances alliées à l'égard de l'Allemagne.**

I.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

1. — L'Allemagne est régie aujourd'hui par une politique dont les fondements ont été établis par les déclarations du 5 juin 1945 et les décisions de Potsdam du 2 août suivant. Essentiellement, il s'agit d'empêcher que l'Allemagne redevienne une menace pour la paix du monde. Comme il est dit dans le texte de Potsdam, « le militarisme allemand et le nazisme seront extirpés et les Alliés prendront de commun accord, maintenant et dans l'avenir, les autres mesures nécessaires pour assurer que l'Allemagne ne puisse plus jamais constituer une menace pour ses voisins ou la paix du monde ». Cependant la politique alliée « n'est pas de détruire le peuple allemand ou de le réduire en esclavage ». Ce système se propose comme objectif ultime d'assurer la reconstruction de la vie politique allemande sur une base démocratique et la coopération de l'Allemagne à une organisation pacifique du monde.

2. — L'accord de Potsdam a établi des directives en vue de l'exécution de ce double objectif : en matière politique, il a imposé le désarmement, la démilitarisation et la « dénazification » de l'Allemagne; en matière économique, il lui a imposé l'interdiction de produire du matériel de guerre, la limitation de certaines branches de la production et des importations, la décentralisation de l'économie privée et les contrôles nécessaires à ces fins. Par ailleurs, dans le premier domaine, l'accord de Potsdam a préconisé d'orienter l'administration des affaires allemandes vers la décentralisation de la structure politique et le développement de la responsabilité locale; dans le second, il a recommandé que l'Allemagne soit traitée comme une unité économique, que les industries de caractère pacifique y soient développées et qu'un équilibre intérieur et extérieur soit établi sur ces nouvelles bases. De l'avis du Gouvernement belge, l'accord de Potsdam devrait être pris comme base de discussion; certaines de ses dispositions devraient être confirmées, d'autres amendées, d'autres enfin complétées et précisées. Les remarques qui suivent ont pour objet de faire des suggestions à ces fins.

3. — Le problème fondamental qui se pose en Allemagne est celui de l'établissement d'un régime démocratique et pacifique stable par la substitution graduelle de la libre coopération du peuple allemand à la contrainte imposée. Cette transition doit être entourée de certaines garanties permanentes et elle doit être réalisée progressivement dans la mesure où ces garanties sont assurées. Par dessus tout, il importe d'assurer la durée du nouveau régime. L'expérience prouve que si les stipulations d'un traité de paix ne peuvent être maintenues,

loin d'établir la paix, elles deviennent le ferment de réactions qui déclenchent une conflagration ultérieure. Les observations suivantes sont inspirées de ce souci.

Les accords de Potsdam imposent un régime de contrainte dont l'instrument est l'occupation militaire totale du pays dans le double but d'assurer la sécurité immédiate et l'établissement de l'ordre à longue échéance. Cette contrainte était sans doute indispensable, mais elle présente de nombreux inconvénients. Elle exige un effort constant de la part de ceux qui l'exercent et, de plus, une cohésion parfaite entre eux. Cette méthode est exposée au double péril du relâchement et de la division. Pour assurer sa durée et son efficacité, il est indispensable que le régime imposé par contrainte réponde non seulement à la politique actuelle du Gouvernement qui l'impose, mais aussi à l'assentiment profond de l'opinion publique du pays qui doit en assurer l'exécution. D'autre part, il est à craindre que le pays vaincu joue des dissensions entre ses vainqueurs pour promouvoir son relèvement. Pour empêcher cette manœuvre, et en même temps les germes de conflit international qu'elle contient, le souci primordial doit être de maintenir l'unité de vues des Etats vainqueurs dans la conduite à tenir à l'égard du vaincu. Par ailleurs, la violence continue est incompatible avec les traditions des peuples civilisés, tandis qu'elle appelle une réaction de même nature.

En matière de sécurité, l'idéal est la conversion sincère du peuple allemand à des dispositions pacifiques, apportant la paix et la coopération au lieu du conflit et de la guerre. Il importe de favoriser la réalisation de cet idéal par une politique appropriée.

Il est évident que le passage inévitable de la coercition extérieure à la liberté interne présente des problèmes particulièrement délicats. D'une part, la contrainte ne peut être levée que dans la mesure où des garanties d'un autre ordre sont établies, notamment par une modification radicale de l'esprit public en Allemagne; d'autre part, il est indispensable que cet esprit et les institutions qui l'encadrent résultent autant que possible de la volonté spontanée de la population. Cette transition peut être guidée, elle ne peut être imposée. Il est sage d'échafauder progressivement la nouvelle structure politique en commençant, comme il fut fait, par les échelons les moins élevés de la hiérarchie politique pour s'élever graduellement aux niveaux supérieurs. Pour favoriser cette évolution il se recommande, par exemple, de ne lever l'occupation que progressivement et de la maintenir pendant une période prolongée dans certaines zones stratégiques. De même, le contrôle général du désarmement devrait être exercé pendant un laps de temps suffisant, tout en étant effectué de manière peu apparente.

4. — La tâche essentielle qui s'impose aux Puissances alliées peut être définie : assurer la sécurité des voisins de l'Allemagne grâce à son désarmement, à sa décentralisation et au contrôle de son économie, tout en maintenant un régime politique et un degré de prospérité tels qu'ils donnent une mesure de satisfaction suffisante au peuple allemand et — par contre-coup — de sécurité et de prospérité à ses voisins.

A ces fins, le Gouvernement belge préconise l'établissement en Allemagne d'un régime politique fédéral, de l'unité économique du pays, du contrôle du désarmement, d'une occupation militaire limitée et du contrôle général international du bassin de la Ruhr. Ces propositions forment un ensemble coordonné et sont inspirées des principes énoncés ci-dessus.

II.

ÉTABLISSEMENT D'UN RÉGIME FÉDÉRAL EN ALLEMAGNE.

5. — La sécurité des nations européennes exige l'affaiblissement politique de la masse compacte des Allemands établis au centre de l'Europe. L'unité de l'Allemagne fut la condition primordiale du succès de son entreprise d'hégémonie. La conclusion s'impose que toute forme de division de cette unité contribue à la sécurité de ses voisins. Toutefois, une solution trop radicale, telle que l'amputation définitive ou le morcellement complet du territoire, en blessant vivement le sentiment national, engendrerait un ferment de rébellion. Il importe donc de trouver une formule de division qui ne provoque pas une opposition irréductible et se base sur des éléments de caractère national suffisamment stables. L'établissement d'un régime fédéral en Allemagne répond à ces critères : il permet le maintien de l'unité de la nation allemande, tout en divisant le pouvoir politique; il plonge des racines dans la tradition et ne s'oppose pas à un développement pacifique.

6. — Cette entreprise n'est pas chimérique. Elle a des antécédents dans un passé qui n'est pas si reculé. Le processus d'unification de l'Allemagne est de date relativement récente, puisqu'il débuta aux environs de 1813 en suivant les étapes de la Confédération germanique (1815), de la Confédération de l'Allemagne du Nord (1866), de l'Empire allemand (1871), de la République de Weimar (1919) et du Reich national-socialiste (1933). Aujourd'hui, il est incontestable que l'unité du peuple allemand est profonde et plus avancée qu'elle ne le fut jamais. Mais elle n'est pas complète et des noyaux de particularisme subsistent dans son sein, fondés soit sur des éléments naturels comme les groupements ethniques, reconnaissables entre autres signes à leurs dialectes, soit sur les religions, les traditions politiques ou historiques, les différences de culture. Ces différentes diversités ne se superposent pas toujours exactement, mais il est néanmoins possible de constituer des groupes distincts basés sur un certain nombre d'entre elles, de sorte qu'ils aient une mesure suffisante de particularités pour justifier leur constitution. Les limites des Etats fédérés allemands devraient autant que possible se conformer à celles de frontières historiques corrigées là où c'est nécessaire par des considérations soit ethniques, soit économiques de manière à leur donner un caractère rationnel. Ce processus de décentralisation est déjà en voie d'application. Il devrait être parachevé après une étude attentive des éléments du problème et la consultation des représentants des populations intéressées. En outre, les frontières actuelles pourraient être révisées par accord direct entre les Etats intéressés.

7. — Une base historique ne suffit cependant pas à l'établissement d'un régime politique : il doit avoir des perspectives d'avenir favorables. A cet égard, il est indiqué d'instituer l'unité économique de l'Allemagne. Ce régime a l'avantage de donner une solution rationnelle aux problèmes économiques, tant intérieurs qu'extérieurs de ce pays, ainsi que d'être conforme à la tendance générale vers l'extension des aires de liberté des échanges. Il assurerait, en outre, aux Allemands une mesure appréciable de satisfactions sous forme de prospérité et concourrait ainsi à la prospérité et à la tranquillité des voisins de l'Allemagne.

La formule offre, par contre, le danger de reconstituer dans une certaine mesure la puissance de l'Allemagne et de maintenir le lien qui fut la base de son unification. L'objection est grave, mais un système équilibré entraîne fatalement des inconvénients. D'autre part, il est possible de parer à ce danger par l'établissement d'un contrôle sur l'ensemble de l'économie allemande et de garanties locales particulières, comme il est suggéré plus loin.

8. — Un projet de statut fédéral de l'Allemagne est esquissé dans les points suivants.

L'Allemagne serait constituée en confédération d'Etats. La souveraineté résiderait dans le chef des Etats fédérés; ceux-ci concluraient entre eux un pacte en vue de déléguer certains pouvoirs limités et donc de stricte interprétation, à un organe central. Les Etats fédérés conserveraient les pouvoirs résiduels.

Le domaine du pouvoir central serait limité à ce qui est nécessaire pour assurer l'unité économique de l'Allemagne. Divers actes officiels et notamment l'accord de Potsdam ont donné une définition des attributions qui devraient être déléguées au pouvoir central afin d'assurer cette unité économique. On peut en donner l'énumération suivante. Vis-à-vis de l'extérieur, ce sont : la politique commerciale, les traités de commerce, le régime douanier. Vis-à-vis de l'intérieur, ce sont ceux nécessaires à assurer la libre circulation des marchandises et des capitaux dans tout le territoire, c'est-à-dire, le droit commercial, la monnaie, le système de crédit, les mesures, les transports, les communications, les contrôles économiques dans la mesure où ils restent nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'économie nationale et le régime fiscal dans ses relations avec la douane, les réparations.

La limitation de ces éléments offre d'évidentes difficultés, notamment là où le domaine économique touche au domaine social. Des limitations de ce genre ont toujours un caractère plus ou moins arbitraire. Elles se présentent dans tous les Etats et l'Allemagne a toujours connu des difficultés de cet ordre. La règle doit être que les Etats conservent leur autonomie en matière sociale et ne l'abandonnent que par nécessité.

Le cadre de ce régime serait défini par les Alliés. Une consultation serait instituée auprès des Gouvernements des Etats sur les modalités d'application des principes qui leur sont proposés. Le texte définitif serait arrêté par les Alliés et repris dans un traité signé par les Gouvernements des Etats. Cette procédure postule que les Etats eux-mêmes doivent être préalablement constitués, c'est-à-dire qu'ils doivent avoir une constitution et un Gouvernement régulièrement établis. Cette méthode répond d'ailleurs à un principe de l'accord de Potsdam, à savoir, que l'institution du régime démocratique en Allemagne doit commencer aux échelons inférieurs de l'organisation politique et s'élever graduellement aux instances supérieures.

III.

OCCUPATION MILITAIRE DES TERRITOIRES RHÉNANS ET CONTROLE DU BASSIN DE LA RUHR.

9. — En attendant que soient assurées les garanties permanentes du nouvel ordre des choses résultant de la mise en œuvre des mesures répressives et constructives prévues à Potsdam, il semble indiqué de prendre des garanties intermédiaires qui parent aux inconvénients du régime d'occupation totale.

Le 29 avril de l'année dernière, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique a soumis au Conseil des Ministres des Affaires Etrangères un projet de traité sur le désarmement et la démilitarisation de l'Allemagne. Ce projet porte que, en vue de prévenir les agissements énumérés dans son article I, les quatre Puissances qui participent à l'occupation de l'Allemagne y organiseront un système d'inspection commun, après la levée de l'occupation, sous forme d'une Commission de Contrôle. Cette dernière les informera, ainsi que le Conseil de Sécurité, de toutes infractions et proposera les moyens propres à les empêcher. Les Puissances, à leur tour, s'engageront à prévenir et à réprimer toute violation aux interdictions prononcées par le traité.

Le Gouvernement belge voit dans ce projet un moyen extrêmement efficace d'empêcher, par une action concertée des grandes Puissances, que l'Allemagne redevienne un danger pour la paix du monde et il souhaite qu'un Traité dans ce sens puisse être conclu à bref délai.

10. — C'est de la même préoccupation d'établir des garanties intermédiaires que s'inspirent les différents projets relatifs au régime de la Rhénanie et de la Ruhr proposés par certains Gouvernements. Cependant, ces plans ont révélé des divergences de vues portant principalement sur leur efficacité et leur permanence. Certains craignent qu'une scission politique ne provoque une fermentation qui entraînera la fin du système de contrôle, d'autres soulignent qu'à défaut de séparation nette, le régime sera sapé par les Allemands dont les efforts s'appuyèrent sur son caractère provisoire.

Les considérations suivantes ont pour objet de rechercher une solution pratique et durable du problème, de nature à concilier les conceptions opposées, manifestées à son sujet. Le problème de la Ruhr — autant que celui de la Rhénanie — fut, semble-t-il, examiné jusqu'à présent trop exclusivement sous un aspect intrinsèque et détaché de la question allemande dans son ensemble. Il importerait, à la fois pour l'envisager à sa juste mesure et en faciliter la solution, de l'insérer plus exactement dans le cadre de la politique générale des Alliés à l'égard de l'Allemagne. Après avoir confirmé, précisé et complété cette politique, tout en lui conférant un caractère permanent, la seconde tâche consisterait à agencer les régimes de la Ruhr et de la Rhénanie dans ce cadre général, la troisième viserait à en définir les modalités.

11. — Si on considère les questions de la Ruhr et de la Rhénanie sous l'angle des objectifs fondamentaux déjà acceptés en principe, la solution de ces problèmes de caractère local et particulier devient plus aisée.

Le régime de contrainte directe dérivant de l'occupation militaire y serait maintenu après l'évacuation éventuelle du reste de l'Allemagne. De la sorte, les mesures de sécurité et de contrôle envisagées pour le pays tout entier seraient appliquées rigoureusement dans la région la plus importante au point de vue militaire et économique : la politique de dénazification, de démilitarisation, de fédéralisme et de contrôle de l'économie y serait appliquée plus efficacement.

L'occupation militaire d'une région peut servir de moyen de pression sur le reste du territoire. Sous cet angle, le régime envisagé aurait également pour objet de garantir l'exécution des mesures imposées à l'Allemagne entière en matière politique comme en matière économique. Déjà l'article 428 du Traité de Versailles concevait l'occupation militaire de la région rhénane comme une garantie de l'exécution de toutes les clauses du Traité. Ce système agit posi-

vement en suscitant l'espoir qu'il prenne fin et négativement par le châtimement des sanctions. Il est, d'autre part, important que les sanctions soient aisément applicables et puissent être graduées suivant la gravité de l'infraction. A cet égard, la mainmise sur le bassin de la Ruhr offre toutes les possibilités désirables.

Afin de ménager les transitions, ce régime devrait être instauré aussitôt que possible et en tout cas avant que l'occupation totale de l'Allemagne ne soit levée. De la sorte, il pourrait servir d'expérience de l'efficacité du système de contrôle du désarmement, qui serait ultérieurement imposé au pays tout entier. Bien entendu, la substitution de l'occupation partielle à l'occupation totale ne serait effectuée que lorsque la dénazification et le désarmement de l'Allemagne, ainsi que le nouveau système de contrôle, seraient pleinement assurés.

Enfin, ce régime est adaptable à une organisation fédérale de l'Allemagne : certains Etats fédérés seraient grevés pour tout ou partie de leur territoire de servitudes internationales, notamment une occupation militaire, un contrôle de l'économie et telles prérogatives et exceptions qui seraient instituées au bénéfice d'un Etat allié.

12. — L'occupation militaire envisagée ci-dessus s'étendrait sur toute la région située entre le Rhin et les pays limitrophes, ainsi que sur une zone s'étendant jusqu'à une centaine de kilomètres de la rive droite de ce fleuve depuis la frontière suisse jusqu'à la frontière hollandaise. Des éléments des armées française, luxembourgeoise, belge, hollandaise et britannique participeraient à cette occupation. Un secteur continu serait réservé à chacun de ces détachements nationaux. La souveraineté des Etats fédérés allemands couverts par cette zone ne serait limitée que dans la mesure nécessaire aux exigences de l'occupation militaire, dérivées de la présence, de la circulation, de la sécurité et de la subsistance des troupes. Cette occupation serait maintenue aussi longtemps que les circonstances politiques l'exigeraient, aucun terme final n'y étant fixé; par contre, elle aurait une durée minimum de manière à prévenir le déclenchement immédiat d'une campagne menée pour y mettre fin.

Un organisme collectif, composé d'un délégué de chacun des gouvernements dont les troupes participent à l'occupation, serait constitué, en s'inspirant du statut de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans, instituée par l'Arrangement rhénan annexé au Traité de Versailles. Cet organisme serait habilité à l'effet :

1^o de sauvegarder les intérêts généraux de chacun des gouvernements membres dans toute l'étendue de la région occupée;

2^o de régler les conflits qui pourraient naître dans cette zone entre les Etats participants ou leurs agents;

3^o de remplir le rôle d'intermédiaire entre les armées d'occupation et les autorités des Etats fédérés allemands occupés, pour tout ce qui concerne la sécurité et les besoins des troupes d'occupation;

4^o de veiller dans les territoires occupés à l'exécution des mesures d'ordre politiques imposées par les Puissances alliées.

13. — L'économie de la région occupée militairement devrait, par ailleurs, être soumise à des contrôles particuliers. Il y aurait lieu de veiller, sur le territoire de la région occupée toute entière, à l'observation des mesures prises en Allemagne en vue d'assurer le désarmement économique. Il faudra éventuel-

lement mettre en œuvre des sanctions appropriées en cas d'infraction au statut qui sera imposé à l'Allemagne. En outre, il se pourrait que des mesures de contrôle économique proprement dit en vue de diriger la production et la distribution, soient instituées dans une partie de la zone occupée à déterminer, qui pourrait être limitée au bassin industriel de la Ruhr. Cette région resterait toutefois englobée dans l'économie unifiée de l'Allemagne à tous égards, sauf pour les mesures de direction ou de sanction qui y seraient prises.

En vue de remplir ces tâches, un organisme international serait constitué et composé en tout cas des représentants des cinq Puissances participant à l'occupation. La participation d'autres Etats à cet organisme serait réglée en fonction des dispositions prises par les grandes Puissances dans le cadre de leur politique générale à l'égard de l'Allemagne. L'action de cet organisme, qui serait doté des pouvoirs réglementaires nécessaires, devrait s'exercer sous forme d'instructions suivies de vérifications et éventuellement de sanctions plutôt que sous forme de gestion effective des branches de l'activité économique.

Dans la mesure où les organes de contrôle prévus ci-dessus seraient appelés à assurer la sécurité, il y aurait lieu ultérieurement de les intégrer dans le système établi par la Charte des Nations Unies, notamment dans son article 53.

IV.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE.

14. — L'économie allemande était, avant la guerre, un élément primordial de la prospérité mondiale, européenne et, en particulier, belge. Sur ce plan, on pourrait être tenté de rétablir le « status quo ante bellum », c'est-à-dire de favoriser l'économie allemande et d'écarter les entraves à son développement. Mais nous ne pouvons oublier que la politique du troisième Reich réussit à faire de l'économie de l'Allemagne un arsenal qui rendit possible le succès de ses guerres d'agression et de sa résistance acharnée. Par conséquent, les Alliés estiment légitimement devoir prendre certaines précautions contre la reconstitution d'un potentiel économique susceptible de dégénérer en péril pour leur sécurité.

Confrontées avec ces exigences contradictoires de la sécurité et de la prospérité, les Puissances alliées doivent rechercher une formule qui sauvegarde la première sans compromettre complètement la seconde. La décision du Conseil de Contrôle, en date du 26 mars 1946, fixant le niveau de l'économie allemande, en fonction des décisions de l'Accord de Postdam, a tenté de donner une solution définitive et radicale à ce dilemme. Il est apparu à l'expérience que cette décision aggravait considérablement la difficulté de sortir l'Allemagne du chaos et de rétablir son équilibre économique. Il est permis de se demander si, dans un avenir plus lointain, le dommage causé de la sorte à l'économie allemande — et, par contre-coup, mondiale — ne manquera pas son but, en ne prévenant pas — à la faveur d'une modification des circonstances politiques présentes — la reconstitution du potentiel industriel de l'Allemagne, sur la base de méthodes perfectionnées par le progrès scientifique. Déjà la garantie de la sécurité a été recherchée dans deux autres voies. Le Gouvernement américain a proposé l'institution d'un contrôle du désarmement portant sur

une période de quarante ans. Le maintien de l'occupation militaire dans certaines régions de l'Allemagne — notamment de l'Allemagne occidentale — et l'établissement d'un contrôle international sur le bassin industriel de la Ruhr, ont été proposés par divers Gouvernements dans le but de ménager les transitions, de prendre des gages sur des régions particulièrement importantes et de pouvoir exercer facilement des sanctions en cas de manquement de l'Allemagne à ses engagements.

Le Gouvernement belge appuie pleinement ces deux propositions. Il est d'avis que leur combinaison offre une garantie suffisante du désarmement de l'Allemagne et que leur application effective rendrait superflu le maintien des restrictions quantitatives de la production allemande, à un niveau aussi bas que celui fixé par la décision du Conseil de Contrôle du 26 mars 1946. A son avis, ce niveau, sans être ramené à la mesure artificiellement gonflée de l'économie de guerre, pourrait, dans la plupart des branches de la production, être relevé d'une manière sensible en tenant compte, tant des besoins de l'économie allemande que des intérêts des autres Nations européennes. Le Gouvernement belge est prêt à coopérer à l'établissement d'un plan de restrictions quantitatives de la capacité industrielle de l'Allemagne, basé sur l'ensemble des facteurs précités.

Quant aux interdictions de la production, elles devraient être limitées aux armements proprement dits et à certains types de produits — tels les avions — qui peuvent être aisément transformés en engins de destruction. La nomenclature des productions interdites devrait être établie par des experts compétents. D'autre part, les modalités du contrôle du désarmement, tant dans la partie de l'Allemagne libérée de l'occupation, que dans celle où elle serait maintenue, devraient être minutieusement élaborées en tenant compte des diverses suggestions et expériences qui ont été faites dans ce domaine. Sous ces réserves, le Gouvernement belge ne verrait pas d'objection à voir relâcher les limitations de la production en Allemagne non occupée. Du même coup, seraient dénouées les entraves à un relèvement raisonnable de l'économie allemande et à ses conséquences favorables sur la stabilité de la nouvelle démocratie allemande et l'amélioration des rapports politiques et économiques internationaux entre l'Allemagne et le reste du monde.

Comme il a été exposé plus haut, il se pourrait que les Puissances alliées estiment nécessaire d'exercer dans le territoire du bassin de la Ruhr une certaine action sur la production et la distribution des biens, de manière à encourager ou à freiner, pour des motifs d'équilibre et de stabilité de l'économie internationale, certaines fabrications et certains mouvements commerciaux. Si cette politique était mise en œuvre, le Gouvernement belge estime qu'elle devrait être réalisée par un organe international où les Etats principalement intéressés seraient représentés, de manière que tous les intérêts en cause puissent être pris en considération dans les décisions à prendre. La Belgique estime que son importance économique, ainsi que ses rapports étroits avec le bassin de la Ruhr, l'autorisent à prendre part à l'activité et aux résolutions de l'organe précité.

15. — Avant la guerre, la politique commerciale de l'Allemagne était axée sur un contrôle des importations et des exportations, exercé à la fois sur le mouvement des marchandises et sur les transferts de fonds. Aucune marchandise ne pouvait entrer en Allemagne et ne pouvait en sortir sans l'approbation des « Überwachungsstelle », auxquelles le Ministère des Affaires Economiques

avait délégué ses pouvoirs. Ces organismes contrôlaient en même temps les prix. En particulier, les prix à l'exportation étaient fixés d'après le marché de destination des marchandises. Chaque fois qu'il était nécessaire, des primes étaient accordées aux exportateurs, ce qui leur permettait dans certains cas de vendre au-dessous de leurs prix de revient. Les subsides nécessaires à cette politique provenaient d'un fonds constitué par un prélèvement direct sur l'économie allemande. Le taux des subsides et la manière dont ils étaient distribués étaient strictement secrets. La répartition des importations et des exportations entre les différents pays, au lieu d'être proportionnelle à leurs achats ou à leurs ventes pendant une année de référence, était établie en vertu d'accords strictement bilatéraux équilibrant la balance des comptes de l'Allemagne avec les pays cocontractants. L'Allemagne recourait à ces pratiques bien qu'elle possédât une masse de devises qu'elle utilisait à l'achat direct — et en dehors des accords — de certains produits alimentaires et des matières premières qui lui étaient nécessaires pour constituer les stocks de guerre.

Il est certain que l'Allemagne s'est habilement et impudemment servi de sa puissance économique en utilisant ses relations commerciales avec les Etats étrangers, au détriment de leurs intérêts légitimes, de manière à se préparer elle-même à la guerre. Aussi, dans le cadre d'une politique de contrôle de l'Allemagne, une place importante doit-elle être réservée à la politique commerciale. A cet égard, les points suivants doivent surtout retenir l'attention :

1^o L'importation de matériel de guerre à l'Allemagne doit évidemment être strictement interdite. Il y a lieu d'interdire également, ou tout au moins de contrôler très rigoureusement, l'importation d'une série de produits pouvant servir à la fabrication de matériel de guerre;

2^o Parallèlement à cette interdiction d'importation, les Etats alliés devraient s'engager à ne pas permettre l'exportation, de leur territoire, des produits dont il est question ci-dessus, à destination de l'Allemagne, sauf en quantités strictement limitées;

3^o L'Allemagne devrait être astreinte à respecter les obligations qui découlent des accords de Bretton Woods ainsi que de la future Charte sur le Commerce et l'Emploi, avant même d'être admise à y adhérer. Ces accords, en effet, interdisent les manipulations monétaires et de change ainsi que la pratique du dumping et toute politique de discrimination. Ils empêcheront en fait l'Allemagne de diriger sa politique commerciale de manière à constituer des stocks de guerre;

4^o Dans un ordre d'idées parallèle, on pourrait imposer à l'Allemagne de limiter ses droits de douane à un taux raisonnable, de manière à ce que ces droits n'aient qu'un caractère fiscal et non protectionniste;

5^o Les créances des ressortissants belges ainsi que leurs intérêts et établissements en Allemagne devront être pleinement sauvegardés.

En terminant ce premier exposé de ses vues sur la politique des Puissances alliées à l'égard de l'Allemagne, le Gouvernement belge insiste sur la nécessité de pouvoir les confronter avec celles des autres Gouvernements intéressés, tant pour défendre son point de vue que pour contribuer par une discussion féconde, à l'établissement d'un régime juste et durable en Allemagne.

(45)

[N° 136.]

ANNEXE 5.

**VUES DU GOUVERNEMENT BELGE
RELATIVES
AU TRAITÉ AVEC L'AUTRICHE.**

**Vues du Gouvernement Belge
relatives au Traité avec l'Autriche.**

En exécution de la Décision du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères, le Gouvernement belge a été invité à présenter par écrit ses vues sur le problème autrichien aux adjoints des Ministres des Affaires Etrangères, à l'effet de préparer un traité reconnaissant l'indépendance de l'Autriche. Le Gouvernement belge accepte cette invitation avec satisfaction ainsi que la suggestion de fournir oralement par la suite des explications complémentaires.

Le Gouvernement belge considère comme particulièrement important que l'Autriche retrouve son indépendance politique, soit placée dans des conditions de viabilité économique et soit à même de renouer avec des pays tels que la Belgique des relations commerciales, culturelles et autres dans un intérêt mutuel. Cela ne sera possible que si un régime de liberté des communications et des échanges est instauré. Les clauses des traités intéressant les transports internationaux, les tarifs douaniers, ferroviaires et autres, les échanges commerciaux et monétaires, la circulation et l'établissement des personnes, sont à cet égard d'un haut intérêt pour la Belgique.

Le Gouvernement belge a constaté avec satisfaction que les projets de traités avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie stipulent le régime de la liberté et de l'égalité pour tous les Etats en matière de navigation sur le Danube; il estime que le même principe doit être repris dans le traité avec l'Autriche et il compte en réclamer tout le bénéfice; en outre, il réserve à nouveau les droits que la Belgique tient de sa qualité de signataire de la Convention de Paris du 23 juillet 1921 établissant le statut du Danube.

Le Gouvernement belge estime légitime le principe de la survivance des traités et conventions tels qu'ils existaient avant l'annexion du territoire autrichien par l'Allemagne.

En sa qualité de garant des emprunts émis par l'Autriche sous les auspices de la Société des Nations, la Belgique a payé depuis le 1^{er} septembre 1939, pour le service de ces emprunts, une contribution s'élevant au 1^{er} juillet 1946 à un montant équivalant à environ 35.000.000 de francs belges. Le Gouvernement belge réserve tous ses droits en cette matière et désire être appelé à participer de manière effective à toutes discussions qui auraient lieu relativement à ces emprunts.

Le Gouvernement belge estime désirable que le traité avec l'Autriche contienne des dispositions analogues à celles qui ont été prévues dans le traité avec l'Italie, en vue de sauvegarder les biens, droits et intérêts des Nations Unies et de leurs ressortissants.

Il lui paraît notamment nécessaire de stipuler dans le traité le principe de la restitution d'objets enlevés par l'Allemagne dans les pays occupés et qui seraient retrouvés en Autriche, ainsi que le principe du rétablissement des droits et intérêts légaux des Nations Unies et de leurs ressortissants en Autriche, tels qu'ils existaient avant la guerre.

Au cas où le Traité de Paix imposerait à l'Autriche l'obligation de dédommager les Puissances alliées, la Belgique se réserve de formuler ses revendications.

Si des biens, intérêts et droits belges étaient affectés en Autriche par des mesures de décartellisation, de socialisation, de nationalisation ou toute autre mesure de cet ordre, une compensation adéquate devrait être garantie. Sa valeur devrait faire l'objet d'une négociation entre le Gouvernement belge et les autorités compétentes en Autriche.

Le Gouvernement belge compte être mis à même de participer, par des contacts et des consultations, à l'élaboration des projets de traité et se réserve de fournir aux adjoints des Ministres des Affaires Etrangères des informations plus concrètes et plus détaillées au fur et à mesure des progrès accomplis.

(48)

ANNEXE 6.

**CLAUSES BÉNÉFICIAINT A LA BELGIQUE
DANS LES TRAITÉS DE PAIX
AUXQUELS LA BELGIQUE N'EST PAS PARTIE.**

**Clauses bénéficiant à la Belgique
dans les Traités de paix auxquels la Belgique n'est pas partie.**

**4. — CLAUSES DU TRAITÉ DE PAIX AVEC LA ROUMANIE
APPLICABLES A LA BELGIQUE**

CLAUSES ÉCONOMIQUES.

Article 34.

Les articles 23, 24, 31 et l'annexe VI du présent Traité s'appliquent aux Puissances Alliées et associées et à la France ainsi qu'à celles des Nations Unies dont les relations diplomatiques avec la Roumanie ont été rompues pendant la guerre.

RESTITUTIONS.

Article 23.

1. La Roumanie accepte les principes de la Déclaration des Nations Unies du 5 janvier 1943 et restituera les biens enlevés du territoire de l'une quelconque des Nations Unies.

2. L'obligation de restituer s'applique à tous les biens identifiables se trouvant actuellement en Roumanie et qui ont été enlevés par force ou par contrainte, du territoire de l'une des Nations Unies, par l'une des Puissances de l'Axe, quelles qu'aient été les transactions ultérieures par lesquelles le détenteur actuel de ces biens s'en est assuré la possession.

3. Le Gouvernement ayant droit à la restitution et le Gouvernement roumain pourront conclure des accords qui se substitueront aux dispositions du présent article.

4. Le Gouvernement roumain restituera en bon état les biens visés dans le présent article et prendra à sa charge tous les frais de main d'œuvre, de matériaux et de transport engagés à cet effet en Roumanie.

5. Le Gouvernement roumain coopérera avec les Nations Unies à la recherche et à la restitution des biens soumis à restitution aux termes du présent article et il fournira à ses frais toutes les facilités nécessaires.

6. Le Gouvernement roumain prendra les mesures nécessaires pour restituer les biens visés dans le présent article, qui sont détenus dans un tiers pays par des personnes relevant de la juridiction roumaine.

7. La demande de restitution d'un bien sera présentée au Gouvernement roumain par le Gouvernement du pays du territoire duquel le bien a été enlevé, étant entendu que le matériel roulant sera considéré comme ayant

été enlevé du territoire auquel il appartenait à l'origine. Les demandes devront être présentées dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

8. Il incombera au Gouvernement requérant d'identifier le bien et d'en prouver la propriété et au Gouvernement roumain d'apporter la preuve que le bien n'a pas été enlevé par la force ou par contrainte.

CLAUSES ECONOMIQUES.

Article 24.

1. Pour autant qu'elle ne l'a déjà pas fait, la Roumanie rétablira tous les droits et intérêts légaux en Roumanie des Nations Unies et de leurs ressortissants tels qu'ils existaient au 1^{er} septembre 1939 et restituera à ces Nations Unies et à leurs ressortissants tous les biens leur appartenant en Roumanie, y compris les navires, dans l'état où ils se trouvent actuellement.

S'il y a lieu, le Gouvernement roumain abolira la législation édictée depuis le 1^{er} septembre 1939 dans la mesure où elle présente un caractère de discrimination à l'encontre des droits des ressortissants des Nations Unies.

2. Le Gouvernement roumain restituera tous les biens, droits et intérêts visés au présent article, libres de toutes hypothèques et charges quelconques dont ils auraient pu être grevés du fait de la guerre, et sans que cette restitution donne lieu à la perception d'aucune somme de la part du Gouvernement roumain. Le Gouvernement roumain annulera toutes mesures, y compris les mesures de saisie, de séquestre ou de contrôle, prises par lui à l'égard des biens des Nations Unies entre le 1^{er} septembre 1939 et l'entrée en vigueur du présent Traité. Dans le cas où le bien n'aura pas été restitué dans les six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, la demande devra être présentée aux autorités roumaines dans un délai maximum de douze mois à compter de cette même date, sauf dans les cas où le demandeur sera en mesure d'établir qu'il lui a été impossible de présenter sa demande dans ce délai.

3. Le Gouvernement roumain annulera les transferts portant sur des biens, droits et intérêts de toute nature appartenant à des ressortissants des Nations Unies, lorsque ces transferts résultent de mesures de force ou de contrainte prises au cours de la guerre par les Gouvernements des Puissances de l'Axe ou par leurs organes.

4. (a) Le Gouvernement roumain sera responsable de la remise en parfait état des biens restitués à des ressortissants des Nations Unies en vertu du paragraphe 1 du présent article. Lorsqu'un bien ne pourra être restitué ou que, du fait de la guerre, le ressortissant d'une Nation Unie aura subi une perte par suite d'une atteinte ou d'un dommage causé à un bien en Roumanie, le Gouvernement roumain indemni-fera le propriétaire en versant une somme en lei jusqu'à concurrence des deux tiers de la somme nécessaire, à la date du paiement, pour permettre au bénéficiaire, soit d'acheter un bien équivalent, soit de compenser la perte ou le dommage subi. En aucun cas, les ressortissants des Nations Unies ne devront être l'objet d'un traitement moins favorable en matière d'indemnité que le traitement accordé aux ressortissants roumains.

(b) Les ressortissants des Nations Unies qui détiennent directement ou indirectement des parts d'intérêts dans des sociétés ou associations qui ne possèdent pas la nationalité des Nations Unies au sens du paragraphe 9 (a) du présent article, mais qui ont subi une perte par suite d'atteintes ou de dommages causés à leurs biens en Roumanie, recevront une indemnité conformément à l'alinéa (a) ci-dessus. Cette indemnité sera calculée en fonction de la perte ou du dommage total subi par la société ou l'association, et son montant par rapport au total de la perte ou du dommage subi aura la même proportion que la part d'intérêts détenue par les dits ressortissants par rapport au capital global de la société ou association en question.

(c) L'indemnité sera versée, nette de tous prélèvements, impôts ou autres charges. Elle pourra être librement employée en Roumanie, mais sera soumise aux règlements relatifs au contrôle des charges qui pourront, à un moment donné, être en vigueur en Roumanie.

(d) Le Gouvernement roumain accordera aux ressortissants des Nations Unies le même traitement qu'aux ressortissants roumains, en ce qui concerne l'attribution des matériaux pour la réparation ou la remise en état de leurs biens en Roumanie, ainsi qu'en ce concerne l'attribution de devises étrangères en vue de l'importation de tels matériaux.

(e) Le Gouvernement roumain accordera aux ressortissants des Nations Unies une indemnité en lei dans la même proportion que celle qui est prévue à l'alinéa (a) ci-dessus, pour compenser la perte ou les dommages qui résultent des mesures spéciales prises pendant la guerre à l'encontre de leurs biens et qui ne visaient pas les biens roumains. Cet alinéa ne s'applique pas à un manque à gagner.

5. Les dispositions du paragraphe 4 du présent article ne s'appliqueront pas à la Roumanie dans les cas où les mesures, qui peuvent donner lieu à une demande de compensation pour les dommages causés à des biens situés en Transylvanie du Nord et appartenant aux Nations Unies ou à leurs ressortissants, auront été prises durant la période où ce territoire n'était pas soumis à l'autorité de la Roumanie.

6. Tous les frais raisonnables auxquels donnera lieu, en Roumanie, l'établissement des demandes, y compris l'évaluation des pertes et des dommages, seront à la charge du Gouvernement roumain.

7. Les ressortissants des Nations Unies ainsi que leurs biens seront exemptés de tous impôts, contributions ou taxes exceptionnels, auxquels le Gouvernement roumain ou une autorité roumaine quelconque auraient soumis leurs avoirs en capital en Roumanie entre la date de l'armistice et la date d'entrée en vigueur du présent traité, en vue de couvrir les dépenses résultant de la guerre ou celles qui ont été entraînées par l'entretien des forces d'occupation ou par les réparations à payer à l'une des Nations Unies. Toutes les sommes qui auraient été ainsi perçues seront remboursées.

8. Le propriétaire des biens en question et le Gouvernement roumain pourront conclure des arrangements qui se substitueront aux dispositions du présent article.

9. Aux fins du présent article :

(a) L'expression « ressortissants des Nations Unies » s'applique aux personnes physiques qui sont ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, ainsi qu'aux Sociétés ou associations constituées sous le régime des lois de l'une des Nations Unies lors de l'entrée en vigueur du présent Traité, à condition que lesdites personnes physiques, sociétés ou associations aient déjà possédé ce statut à la date de l'armistice avec la Roumanie.

L'expression « ressortissants des Nations Unies » comprend également toutes les personnes physiques et les sociétés ou associations qui, aux termes de la législation en vigueur en Roumanie pendant la guerre, ont été traitées comme ennemis.

(b) Le terme « propriétaire » désigne le ressortissant de l'une des Nations Unies, tel qu'il est défini à l'alinéa (a) ci-dessus, qui a un titre légitime au bien en question et s'applique au successeur du propriétaire, à condition que ce successeur soit aussi ressortissant d'une des Nations Unies au sens de l'alinéa (a). Si le successeur a acheté le bien lorsque celui-ci était déjà endommagé, le vendeur conservera ses droits à l'indemnisation résultant du présent article, sans que les obligations existant entre le vendeur et l'acquéreur en vertu de la législation interne en soient affectées.

(c) Le terme « biens » désigne tous les biens mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, y compris les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique ainsi que tous droits ou intérêts de nature quelconque dans des biens. Sans préjudice des dispositions générales qui précèdent, les biens des Nations Unies et de leurs ressortissants comprennent tous les bâtiments de mer et de navigation intérieure avec leur grément et leurs équipements, qui appartenaient aux Nations Unies ou à leurs ressortissants ou étaient enregistrés sur le territoire de l'une des Nations Unies ou naviguaient sous le pavillon de l'une des Nations Unies et qui, postérieurement au 1^{er} septembre 1939, qu'ils se soient trouvés dans les eaux roumaines ou qu'ils y aient été amenés de force, furent soumis au contrôle des autorités roumaines en temps que biens ennemis ou cessèrent d'être, en Roumanie, à la libre disposition des Nations Unies ou de leurs ressortissants du fait de mesures de contrôle prises par les autorités roumaines, en rapport avec l'existence d'un état de guerre entre certaines Nations Unies et l'Allemagne.

CLAUSES ÉCONOMIQUES.

Article 31.

1. En attendant la conclusion de traités ou d'accords commerciaux entre l'une quelconque des Nations Unies et la Roumanie, le Gouvernement roumain devra, pendant les dix-huit mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité, accorder à chacune des Nations Unies qui, en fait, accordent par voie de réciprocité un traitement analogue à la Roumanie dans ces domaines, le traitement suivant :

(a) Pour tout ce qui concerne les droits et redevances à l'importation et à l'exportation, l'imposition à l'intérieur du pays des marchandises importées, et tous les règlements qui s'y rapportent, les Nations Unies bénéficieront de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée ;

(b) La Roumanie ne pratiquera, à tous autres égards, aucune discrimination arbitraire au détriment des marchandises en provenance ou à destination du territoire d'une Nation Unie par rapport aux marchandises analogues en provenance ou à destination du territoire de toute autre Nation Unie ou de tout autre pays étranger ;

(c) Les ressortissants des Nations Unies, y compris les personnes morales, bénéficieront du traitement national et de celui de la nation la plus favorisée pour tout ce qui a trait au commerce, à l'industrie, à la navigation et aux autres formes d'activité commerciale en Roumanie. Ces dispositions ne s'appliquent pas à l'aviation commerciale ;

(d) La Roumanie n'accordera à aucun pays de droit exclusif ou préférentiel en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux, elle offrira des conditions d'égalité à toutes les Nations Unies pour l'obtention de droits en matière de transports aériens commerciaux internationaux sur le territoire roumain, y compris le droit d'atterrir à des fins de ravitaillement et de réparation, et, en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux, elle accordera à toutes les Nations Unies, suivant le principe de la réciprocité et de la non-discrimination, le droit de survoler le territoire roumain sans escale. Ces dispositions n'affecteront pas les intérêts de la défense nationale de la Roumanie.

2. Les engagements ci-dessus pris par la Roumanie doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par la Roumanie avant la guerre; les dispositions relatives à la réciprocité accordée par chacune des Nations Unies doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par celle-ci.

ANNEXE VI.

TRIBUNAUX DE PRISES ET JUGEMENTS.

A. *Tribunaux de prises.*

1. Chacune des Puissances alliées ou associées se réserve le droit d'examiner, conformément à une procédure qu'elle fixera, toutes décisions et ordonnances des tribunaux de prises roumains, rendues à la suite de procès, mettant en cause les droits de propriété de ses ressortissants et de recommander au Gouvernement roumain de faire procéder à la révision de celles de ces décisions ou ordonnances qui pourraient n'être pas conformes au droit international.

2. Le Gouvernement roumain s'engage à communiquer copie de tous les documents et pièces de ces procès, y compris les décisions prises et les ordonnances rendues, à accepter toutes recommandations formulées à la suite de l'examen de ces procès et à donner effet à ces recommandations.

B. *Jugements.*

Le Gouvernement roumain prendra les mesures nécessaires pour permettre aux ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, à tout moment dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent

Traité, d'intenter devant les autorités roumaines compétentes une action en révision de tout jugement rendu par un tribunal roumain entre le 22 juin 1941 et la date de l'entrée en vigueur du présent Traité dans tout procès dans lequel le ressortissant d'une des Nations Unies n'a pas été à même d'exposer sa cause d'une manière satisfaisante, soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur. Le Gouvernement roumain prendra les mesures nécessaires pour que, lorsqu'un ressortissant d'une des Nations Unies a subi un préjudice du fait de tout jugement de cette nature, ce ressortissant soit rétabli dans la situation où il se trouvait avant le prononcé du jugement ou reçoive telle compensation qui pourra, en la circonstance, être juste et équitable. L'expression « ressortissants des Nations Unies » comprend les sociétés ou associations organisées ou constituées conformément à la législation de l'une quelconque des Nations Unies.

B. — CLAUSES DU TRAITÉ DE PAIX AVEC LA HONGRIE APPLICABLES A LA BELGIQUE

CLAUSES ÉCONOMIQUES.

Article 36.

Les articles 24, 26, 33 et l'annexe VI du présent Traité s'appliqueront aux Puissances alliées et associées et à la France, ainsi qu'à celles des Nations Unies dont les relations diplomatiques avec la Hongrie ont été rompues pendant la guerre.

RESTITUTIONS.

Article 24.

1. La Hongrie accepte les principes de la déclaration des Nations Unies du 5 janvier 1943, et restituera dans le plus bref délai possible les biens enlevés du territoire de l'une quelconque des Nations Unies.

2. L'obligation de restituer s'applique à tous les biens identifiables se trouvant actuellement en Hongrie et qui ont été enlevés, par force ou par contrainte, du territoire de l'une des Nations Unies par l'une des Puissances de l'Axe, quelles qu'aient été les transactions ultérieures par lesquelles le détenteur actuel de ces biens s'en est assuré la possession.

3. Si, dans des cas particuliers, il est impossible à la Hongrie d'effectuer la restitution d'objets présentant un intérêt artistique, historique ou archéologique, et qui font partie du patrimoine culturel de la Nation Unie du territoire de laquelle ces objets ont été enlevés par les armées, les autorités ou les ressortissants hongrois, usant de la force ou de la contrainte, la Hongrie s'engage à remettre à la Nation Unie intéressée des objets de même nature et d'une valeur sensiblement équivalente à celle des objets enlevés, dans la mesure où il est possible de s'en procurer en Hongrie.

4. Le Gouvernement hongrois restituera en bon état les biens visés dans le présent article et prendra à sa charge tous les frais de main-d'œuvre, de matériaux et de transport engagés à cet effet en Hongrie.

5. Le Gouvernement hongrois coopérera avec les Nations Unies à la recherche et à la restitution des biens soumis à restitution aux termes du présent article et il fournira à ses frais toutes les facilités nécessaires.

6. Le Gouvernement hongrois prendra les mesures nécessaires pour restituer les biens visés dans le présent article, qui sont détenus dans un tiers pays par des personnes relevant de la juridiction hongroise.

7. La demande de restitution d'un bien sera présentée au Gouvernement hongrois par le Gouvernement du pays du territoire duquel le bien a été enlevé, étant entendu que le matériel roulant sera considéré comme ayant été enlevé du territoire auquel il appartenait à l'origine. Les demandes devront être présentées dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

8. Il incombera au Gouvernement requérant d'identifier le bien et d'en prouver la propriété et au Gouvernement hongrois d'apporter la preuve que le bien n'a pas été enlevé par force ou par contrainte.

CLAUSES ÉCONOMIQUES.

Article 26.

1. Pour autant qu'elle ne l'a pas déjà fait, la Hongrie rétablira tous les droits et intérêts légaux en Hongrie des Nations Unies et de leurs ressortissants, tels qu'ils existaient au 1^{er} septembre 1939 et restituera à ces Nations Unies et à leurs ressortissants tous les biens leur appartenant en Hongrie, dans l'état où ils se trouvent actuellement.

2. Le Gouvernement hongrois restituera tous les biens, droits et intérêts visés au présent article, libres de toutes hypothèques et charges quelconques dont ils auraient pu être grevés du fait de la guerre, et sans que cette restitution donne lieu à la perception d'aucune somme de la part du Gouvernement hongrois. Le gouvernement hongrois annulera toutes mesures, y compris les mesures de saisie, de séquestre ou de contrôle, prises par lui à l'égard des biens des Nations Unies entre le 1^{er} septembre 1939 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité. Dans le cas où le bien n'aurait pas été restitué dans les six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, la demande devra être présentée aux autorités hongroises dans un délai maximum de douze mois à compter de cette même date, sauf dans les cas où le demandeur serait en mesure d'établir qu'il lui a été impossible de présenter sa demande dans ce délai.

3. Le Gouvernement hongrois annulera les transferts portant sur des biens, droits et intérêts de toute nature appartenant à des ressortissants des Nations Unies, lorsque ces transferts résultent de mesures de force ou de contrainte prises au cours de la guerre par les Gouvernements des Puissances de l'Axe ou par leurs organes.

En ce qui concerne les ressortissants tchécoslovaques, ce paragraphe s'appliquera également aux transferts effectués après le 2 novembre 1938, par force ou par contrainte, ou par suite de mesures prises en vertu d'une législation

présentant un caractère de discrimination par le Gouvernement hongrois ou ses organes en territoire tchécoslovaque annexé par la Hongrie.

4. (a) Le Gouvernement hongrois sera responsable de la remise en parfait état des biens restitués à des ressortissants des Nations Unies en vertu du paragraphe 1 du présent article.

Lorsqu'un bien ne pourra être restitué, ou que, du fait de la guerre, le ressortissant d'une Nation Unie aura subi une perte par suite d'une atteinte ou d'un dommage causé à un bien en Hongrie, le Gouvernement hongrois indemniserà le propriétaire en versant une somme en monnaie légale hongroise jusqu'à concurrence des deux tiers de la somme nécessaire, à la date du paiement, pour permettre au bénéficiaire, soit d'acheter un bien équivalent, soit de compenser la perte ou le dommage subi. En aucun cas, les ressortissants des Nations Unies ne devront être l'objet d'un traitement moins favorable en matière d'indemnité que le traitement accordé aux ressortissants hongrois.

(b) Les ressortissants des Nations Unies qui détiennent directement ou indirectement des parts d'intérêts dans des sociétés ou associations qui ne possèdent pas la nationalité des Nations Unies au sens du paragraphe 9 (a) du présent article, mais qui ont subi une perte par suite d'atteintes ou de dommages causés à leurs biens en Hongrie recevront une indemnité conformément à l'alinéa (a) ci-dessus. Cette indemnité sera calculée en fonction de la perte ou du dommage total subi par la société ou l'association, et son montant par rapport au total de la perte ou du dommage subi aura la même proportion que la part d'intérêts débattue par les dits ressortissants par rapport au capital global de la société ou association en question.

(c) L'indemnité sera versée, nette de tous prélèvements, impôts ou autres charges. Elle pourra être librement employée en Hongrie, mais sera soumise aux règlements relatifs au contrôle des changes qui pourront, à un moment donné, être en vigueur en Hongrie.

(d) Le Gouvernement hongrois accordera aux ressortissants des Nations Unies le même traitement qu'aux ressortissants hongrois, en ce qui concerne l'attribution des matériaux pour la réparation ou la remise en état de leurs biens en Hongrie, ainsi qu'en ce qui concerne l'attribution de devises étrangères en vue de l'importation de tels matériaux.

(e) Le Gouvernement hongrois accordera aux ressortissants des Nations Unies une indemnité en monnaie légale hongroise dans la même proportion que celle qui est prévue à l'alinéa (a) ci-dessus, pour compenser la perte ou les dommages qui résultent de mesures spéciales prises pendant la guerre à l'encontre de leurs biens et qui ne visaient pas les biens hongrois. Cet alinéa ne s'applique pas à un manque à gagner.

5. Les dispositions du paragraphe 4 du présent article s'appliqueront à la Hongrie dans les cas où les mesures qui peuvent donner lieu à une demande de compensation pour les dommages causés à des biens situés en Transylvanie du Nord et appartenant aux Nations Unies ou à leurs ressortissants auront été prises pendant la période où ce territoire était soumis à la domination hongroise.

6. Tous les frais raisonnables auxquels donnera lieu, en Hongrie, l'établissement des demandes, y compris l'évaluation des pertes et des dommages, seront à la charge du Gouvernement hongrois.

7. Les ressortissants des Nations Unies ainsi que leurs biens seront exemptés de tous impôts, contributions ou taxes existant, auxquels le Gouvernement hongrois ou une autorité hongroise quelconque auraient soumis leurs avoirs en capital en Hongrie entre la date de l'Armistice et la date d'entrée en vigueur du présent Traité, en vue de couvrir les dépenses résultant de la guerre ou celles qui ont été entraînées par l'entretien des forces d'occupation ou par les réparations à payer à l'une des Nations Unies. Toutes les sommes qui auraient été ainsi perçues seront remboursées.

8. Le propriétaire des biens en question et le Gouvernement hongrois pourront conclure des arrangements qui se substitueront aux dispositions du présent article.

9. Aux fins du présent article :

(a) L'expression « ressortissants des Nations Unies » s'applique aux personnes physiques qui sont ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, ainsi qu'aux sociétés ou associations constituées sous le régime des lois de l'une des Nations Unies lors de l'entrée en vigueur du présent Traité, à condition que lesdites personnes physiques, sociétés ou associations aient déjà possédé ce statut à la date de l'armistice avec la Hongrie.

L'expression « ressortissants des Nations Unies » comprend également toutes les personnes physiques et les sociétés ou associations qui, aux termes de la législation en vigueur en Hongrie pendant la guerre, ont été traitées comme ennemis.

(b) Le terme « propriétaire » désigne soit un Etat membre des Nations Unies, soit le ressortissant d'une des Nations Unies tel qu'il est défini à l'alinéa (a) ci-dessus, qui a un titre légitime au bien en question et s'applique au successeur du propriétaire, à condition que ce successeur soit aussi, soit un Etat membre des Nations Unies, soit un ressortissant d'une des Nations Unies au sens de l'alinéa (a). Si le successeur a acheté le bien lorsque celui-ci était déjà endommagé, le vendeur conservera ses droits à l'indemnisation résultant du présent article, sans que les obligations existant entre le vendeur et l'acquéreur en vertu de la législation interne en soient affectées.

(c) Le terme « biens » désigne tous les biens mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, y compris les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique, ainsi que tous droits ou intérêts de nature quelconque dans des biens.

10. Le Gouvernement hongrois reconnaît que l'Accord de Brioni, en date du 10 août 1942, est nul et non avenue. Il s'engage à participer, avec les autres signataires de l'Accord de Rome, en date du 29 mai 1923, à toutes négociations ayant pour objet d'introduire dans ses dispositions, les modifications nécessaires en vue d'assurer un règlement équitable des annuités qu'il prévoit,

CLAUSES ÉCONOMIQUES.

Article 33.

1. En attendant la conclusion de traités ou d'accords commerciaux entre l'une quelconque des Nations Unies et la Hongrie, le Gouvernement hongrois devra, pendant les dix-huit mois qui suivront la date d'entrée en vigueur du

présent Traité, accorder à chacune des Nations Unies, qui, en fait, accordent par voie de réciprocité un traitement analogue à la Hongrie dans ces domaines, le traitement suivant :

(a) Pour tout ce qui concerne les droits et redevances à l'importation ou à l'exportation, l'imposition à l'intérieur du pays des marchandises importées, et tous les règlements qui s'y rapportent, les Nations Unies bénéficieront de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée.

(b) La Hongrie ne pratiquera, à tous autres égards, aucune discrimination arbitraire au détriment des marchandises en provenance ou à destination du territoire d'une Nation Unie par rapport aux marchandises analogues en provenance ou à destination du territoire de toute autre Nation Unie ou de tout autre pays étranger.

(c) Les ressortissants des Nations Unies, y compris les personnes morales, bénéficieront du traitement national et de celui de la nation la plus favorisée pour tout ce qui a trait au commerce, à l'industrie, à la navigation et aux autres formes d'activité commerciale en Hongrie. Ces dispositions ne s'appliqueront pas à l'aviation commerciale.

(d) La Hongrie n'accordera à aucun pays de droit exclusif ou préférentiel en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux; elle offrira des conditions d'égalité à toutes les Nations Unies pour l'obtention de droits en matière de transports aériens commerciaux internationaux sur le territoire hongrois, y compris le droit d'atterrir à des fins de ravitaillement et de réparation et, en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux, elle accordera à toutes les Nations-Unies, suivant le principe de la réciprocité et de la non-discrimination, le droit de survoler le territoire hongrois sans escale. Ces dispositions n'affecteront pas les intérêts de la défense nationale de la Hongrie.

2. Les engagements ci-dessus pris par la Hongrie doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par la Hongrie avant la guerre; les dispositions relatives à la réciprocité accordée par chacune des Nations Unies doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par celle-ci.

A N N E X E V I .

JUGEMENTS.

Le Gouvernement hongrois prendra les mesures nécessaires pour permettre aux ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, à tout moment dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, d'intenter devant les autorités hongroises compétentes une action en révision de tout jugement rendu par un tribunal hongrois entre le 10 avril 1941 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité dans tout procès dans lequel le ressortissant d'une des Nations Unies n'a pas été à même d'exposer sa cause d'une manière satisfaisante, soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur. Le Gouvernement hongrois prendra les mesures nécessaires pour que, lorsqu'un ressortissant d'une des Nations Unies a subi un préjudice du fait de tout jugement de cette nature, ce ressortissant soit rétabli dans la situa-

tion où il se trouvait avant le prononcé du jugement ou reçoive telle compensation qui pourra, en la circonstance, être juste et équitable. L'expression « ressortissants des Nations Unies » comprend les sociétés ou associations organisées ou constituées conformément à la législation de l'une quelconque des Nations Unies.

C. — CLAUSES DU TRAITÉ DE PAIX AVEC LA BULGARIE APPLICABLES A LA BELGIQUE.

CLAUSES ÉCONOMIQUES.

Article 32.

Les articles 22, 23 et 29 et l'Annexe VI du présent Traité s'appliqueront aux Puissances alliées et associées et à la France, ainsi qu'à celles des Nations Unies dont les relations diplomatiques avec la Bulgarie ont été rompues pendant la guerre.

RESTITUTIONS.

Article 22.

1. La Bulgarie accepte les principes de la déclaration des Nations Unies du 5 janvier 1943 et restituera dans le plus bref délai possible les biens enlevés du territoire de l'une quelconque des Nations Unies.

2. L'obligation de restituer s'applique à tous les biens identifiables se trouvant actuellement en Bulgarie et qui ont été enlevés, par force ou par contrainte, du territoire de l'une des Nations Unies par l'une des Puissances de l'Axe, quelles qu'aient été les transactions ultérieures par lesquelles le détenteur de ces biens s'en est assuré la possession.

3. Si, dans des cas particuliers, il est impossible à la Bulgarie d'effectuer la restitution d'objets présentant un intérêt artistique, historique ou archéologique, et qui font partie du patrimoine culturel de la Nation Unie du territoire de laquelle ces objets ont été enlevés par les armées, les autorités ou les ressortissants bulgares, usant de la force ou de la contrainte, la Bulgarie s'engage à remettre à la Nation Unie intéressée des objets de même nature et d'une valeur sensiblement équivalente à celle des objets enlevés, dans la mesure où il est possible de s'en procurer en Bulgarie.

4. Le Gouvernement bulgare restituera en bon état les biens visés dans le présent article et prendra à sa charge tous les frais de main-d'œuvre, de matériaux et de transport engagés à cet effet en Bulgarie.

5. Le Gouvernement bulgare coopérera avec les Nations Unies à la recherche et à la restitution des biens soumis à restitution aux termes du présent article et il fournira à ses frais toutes les facilités nécessaires.

6. Le Gouvernement bulgare prendra les mesures nécessaires pour restituer les biens visés dans le présent article, qui sont détenus dans un tiers pays par des personnes relevant de la juridiction bulgare.

7. La demande de restitution d'un bien sera présentée au Gouvernement bulgare par le Gouvernement du pays du territoire duquel le bien a été enlevé, étant entendu que le matériel roulant sera considéré comme ayant été enlevé du territoire auquel il appartenait à l'origine. Les demandes devront être présentées dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

3. Il incombera au Gouvernement requérant d'identifier le bien et d'en prouver la propriété et au Gouvernement bulgare d'apporter la preuve que le bien n'a pas été enlevé par force ou par contrainte.

CLAUSES ÉCONOMIQUES.

Article 23.

1. Pour autant qu'elle ne l'a pas déjà fait, la Bulgarie rétablira tous les droits et intérêts légaux en Bulgarie des Nations Unies et de leurs ressortissants tels qu'ils existaient au 24 avril 1941 et restituera à ces Nations Unies et à leurs ressortissants tous les biens leur appartenant en Bulgarie, dans l'état où ils se trouvent actuellement.

2. Le Gouvernement bulgare restituera tous les biens, droits et intérêts visés au présent article, libres de toutes hypothèques et charges quelconques, dont ils auraient pu être grevés du fait de la guerre et sans que la restitution donne lieu à la perception d'aucune somme de la part du Gouvernement bulgare. Le Gouvernement bulgare annulera toutes mesures, y compris les mesures de saisie, de séquestre ou de contrôle, prises par lui à l'égard des biens des Nations Unies entre le 24 avril 1941 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité. Dans le cas où le bien n'aurait pas été restitué dans les six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, la demande devra être présentée aux autorités bulgares dans un délai maximum de douze mois à compter de cette même date, sauf dans les cas où le demandeur serait en mesure d'établir qu'il lui a été impossible de présenter sa demande dans ce délai.

3. Le Gouvernement bulgare annulera les transferts portant sur des biens, droits et intérêts de toute nature appartenant à des ressortissants des Nations Unies, lorsque ces transferts résultent de mesures de force ou de contrainte prises au cours de la guerre par les Gouvernements des Puissances de l'Axe ou par leurs organes.

4. (a) Le Gouvernement bulgare sera responsable de la remise en parfait état des biens restitués à des ressortissants des Nations Unies en vertu du paragraphe 1^{er} du présent article. Lorsqu'un bien ne pourra être restitué ou que, du fait de la guerre, le ressortissant d'une Nation Unie aura subi une perte par suite d'une atteinte ou d'un dommage causé à un bien en Bulgarie, le Gouvernement bulgare indemnifiera le propriétaire en versant une somme en levas jusqu'à concurrence des deux tiers de la somme nécessaire, à la date du paiement, pour permettre au bénéficiaire, soit d'acheter un bien équivalent, soit de compenser la perte ou le dommage subi. En aucun cas, les ressortissants des Nations Unies ne devront être l'objet d'un traitement moins favorable en matière d'indemnité que le traitement accordé aux ressortissants bulgares.

(b) Les ressortissants des Nations Unies qui détiennent directement ou indirectement des parts d'intérêts dans des sociétés ou associations qui ne possèdent pas la nationalité des Nations Unies, au sens du paragraphe 8 (a) du présent article, mais qui ont subi une perte par suite d'atteintes ou de dommages causés à leurs biens en Bulgarie, recevront une indemnité conformément à l'alinéa (a) ci-dessus. Cette indemnité sera calculée en fonction de la perte ou du dommage total subi par la société ou l'association, et son montant par rapport au total de la perte ou du dommage subi aura la même proportion que la part d'intérêts détenue par lesdits ressortissants par rapport au capital global de la société ou association en question.

(c) L'indemnité sera versée, nette de tous prélèvements, impôts ou autres charges. Elle pourra être librement employée en Bulgarie mais sera soumise aux règlements relatifs au contrôle des changes qui pourront, à un moment donné, être en vigueur en Bulgarie.

(d) Le Gouvernement bulgare accordera aux ressortissants des Nations Unies le même traitement qu'aux ressortissants bulgares, en ce qui concerne l'attribution des matériaux pour la réparation ou la remise en état de leurs biens en Bulgarie, ainsi qu'en ce qui concerne l'attribution de devises étrangères en vue de l'importation de tels matériaux.

(e) Le Gouvernement bulgare accordera aux ressortissants des Nations Unies une indemnité en levas, dans la même proportion que celle qui est prévue à l'alinéa (a) ci-dessus pour compenser la perte ou les dommages qui résultent de mesures spéciales prises pendant la guerre à l'encontre de leurs biens et qui ne visaient pas les biens bulgares. Cet alinéa ne s'applique pas à un manque à gagner.

5. Tous les frais raisonnables auxquels donnera lieu, en Bulgarie, l'établissement des demandes, y compris l'évaluation des pertes et des dommages, seront à la charge du Gouvernement bulgare.

6. Les ressortissants des Nations Unies ainsi que leurs biens seront exemptés de tous impôts, contributions ou taxes exceptionnels auxquels le Gouvernement bulgare ou une autorité bulgare quelconque auraient soumis leurs avoirs en capital en Bulgarie entre la date de l'Armistice et la date d'entrée en vigueur du présent Traité, en vue de couvrir les dépenses résultant de la guerre ou de celles qui ont été entraînées par l'entretien des forces d'occupation ou par les réparations à payer à l'une des Nations Unies. Toutes les sommes qui auraient été ainsi perçues seront remboursées.

7. Le propriétaire des biens en question et le Gouvernement bulgare pourront conclure des arrangements qui se substitueront aux dispositions du présent article.

8. Aux fins du présent article :

(a) L'expression « ressortissants des Nations Unies » s'applique aux personnes physiques qui sont ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, ainsi qu'aux sociétés ou associations constituées sous le régime des lois de l'une des Nations Unies lors de l'entrée en vigueur du présent Traité, à condition que lesdites personnes physiques, sociétés ou associations aient déjà possédé ce statut à la date de l'Armistice avec la Bulgarie.

L'expression « ressortissants des Nations Unies » comprend également toutes les personnes physiques et les sociétés ou associations qui, aux termes de la législation en vigueur en Bulgarie pendant la guerre, ont été traitées comme ennemis.

(b) Le terme « propriétaire » désigne le ressortissant d'une des Nations Unies, tel qu'il est défini à l'alinéa (a) ci-dessus, qui a un titre légitime au bien en question et s'applique au successeur du propriétaire, à condition que ce successeur soit aussi ressortissant d'une des Nations Unies au sens de l'alinéa (a). Si le successeur a acheté le bien lorsque celui-ci était déjà endommagé, le vendeur conservera ses droits à l'indemnisation résultant du présent article, sans que les obligations existant entre le vendeur et l'acquéreur, en vertu de la législation interne, en soient affectées.

(c) Le terme « biens » désigne tous les biens mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, y compris les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique, ainsi que tous droits ou intérêts de nature quelconque dans des biens.

CLAUSES ÉCONOMIQUES.

Article 29.

1. En attendant la conclusion de traités ou d'accords commerciaux entre l'une quelconque des Nations Unies et la Bulgarie, le Gouvernement bulgare devra, pendant les dix-huit mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité, accorder à chacune des Nations Unies, qui, en fait, accordent par voie de réciprocité un traitement analogue à la Bulgarie dans ces domaines, le traitement suivant :

(a) Pour tout ce qui concerne les droits et redevances à l'importation ou à l'exportation, l'imposition à l'intérieur du pays des marchandises importées et tous les règlements qui s'y rapportent, les Nations Unies bénéficieront de la clause inconditionnelle de la Nation la plus favorisée.

(b) La Bulgarie ne pratiquera, à tous autres égards, aucune discrimination arbitraire au détriment des marchandises en provenance ou à destination de territoire d'une Nation Unie par rapport aux marchandises analogues nu provenance ou à destination du territoire de toute autre Nation Unie ou de tout autre pays étranger.

(c) Les ressortissants des Nations Unies, y compris les personnes morales, bénéficieront du traitement national et de celui de la Nation la plus favorisée pour tout ce qui a trait au commerce, à l'industrie, à la navigation et aux autres formes d'activité commerciale en Bulgarie. Ces dispositions ne s'appliqueront pas à l'aviation commerciale.

(d) La Bulgarie n'accordera à aucun pays de droit exclusif ou préférentiel en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux; elle offrira des conditions d'égalité à toutes les Nations Unies pour l'obtention de droits en matière de transports aériens commerciaux internationaux sur le territoire bulgare, y compris le droit d'atterrir à des fins de ravitaillement et de réparation, et, en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux, elle accordera à toutes les Nations Unies, suivant le principe de la réciprocité

et de la non-discrimination, le droit de survoler le territoire bulgare sans escale. Ces dispositions n'affecteront pas les intérêts de la défense nationale de la Bulgarie.

2. Les engagements ci-dessus pris par la Bulgarie doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par la Bulgarie avant la guerre; les dispositions relatives à la réciprocité accordée par chacune des Nations Unies doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par celle-ci.

ANNEXE VI.

JUGEMENTS.

Le Gouvernement bulgare prendra les mesures nécessaires pour permettre aux ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, à tout moment dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, d'intenter devant les autorités bulgares compétentes une action en révision de tout jugement rendu par un tribunal bulgare entre le 24 avril 1941 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité dans tout procès dans lequel le ressortissant d'une des Nations Unies n'a pas été à même d'exposer sa cause d'une manière satisfaisante, soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur. Le Gouvernement bulgare prendra les mesures nécessaires pour que, lorsqu'un ressortissant d'une des Nations Unies a subi un préjudice du fait de tout jugement de cette nature, ce ressortissant soit rétabli dans la situation où il se trouvait avant le prononcé du jugement ou reçoive telle compensation qui pourra, en la circonstance, être juste et équitable. L'expression « ressortissants des Nations Unies » comprend les sociétés ou associations organisées ou constituées conformément à la législation de l'une quelconque des Nations Unies.

(65)

[N° 136.]

ANNEXE 7.

**TRAITÉ D'ALLIANCE
FRANCO-BRITANNIQUE.**

Traité d'alliance franco-britannique.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et le Président de la République Française, désirant confirmer par un traité d'alliance la cordiale amitié et l'étroite association d'intérêt entre le Royaume-Uni et la France.

Convaincus que la conclusion d'un tel traité favorisera le règlement dans un esprit de compréhension mutuelle de tous les problèmes qui peuvent se poser entre les deux pays.

Résolus à coopérer étroitement l'un avec l'autre ainsi qu'avec les autres Nations Unies pour préserver la paix et résister à l'agression en accord avec la Charte des Nations Unies et en particulier avec les articles 49, 51, 52, 53 et 107 de ladite Charte.

Déterminés à collaborer par des mesures d'assistance mutuelle dans l'éventualité d'une nouvelle agression allemande, et considérant en même temps comme très désirable la conclusion d'un traité entre les Puissances à qui incombe la responsabilité des mesures à prendre au regard de l'Allemagne dans le but d'empêcher l'Allemagne de redevenir une menace pour la paix.

Eu égard aux traités d'alliance et d'assistance mutuelle qu'ils ont déjà, chacun de leur côté, conclus avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Dans l'intention de renforcer les relations économiques entre les deux pays pour leur avantage réciproque et dans l'intérêt de la prospérité générale.

Ont décidé de conclure un traité dans ce but et nommé pour leurs plénipotentiaires : S. M. le Roi de Grande-Bretagne, le Très Honorable Ernest Bevin, secrétaire d'Etat principal de S. M., et M^r Duff Cooper, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris;

Le Président de la République Française;

Pour la République Française : M. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, et M. René Massigli, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Française à Londres, qui ayant présenté leurs pouvoirs, ont convenu ce qui suit :

Respect de la Charte des Nations Unies.

ART. 5. — 1^o Aucune disposition du présent Traité ne saurait être interprétée comme portant atteinte aux obligations résultant pour les Parties contractantes des dispositions de la Charte des Nations Unies ou de tous accords spéciaux conclus en vertu de l'article 43 de la dite Charte.

2^o Les Parties contractantes ne conclueront aucune alliance et ne participeront à aucune coalition dirigée contre l'une d'elles. Elles ne prendront aucun engagement incompatible avec les dispositions du présent Traité.

Le Traité vaudra pour cinquante ans.

ART. 6. — 1^o Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que faire se pourra.

2^o Il prendra effet à compter de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant cinquante ans.

3° Si un an au moins avant l'expiration de cette période, il n'est pas dénoncé, par l'une des Parties contractantes, il restera en vigueur sans limitation de durée, chacune des Parties contractantes pouvant alors y mettre fin par une déclaration à cet effet avec préavis d'un an.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé le présent Traité et y ont apposé leur cachet.

Fait à Dunkerque, le 4 mars 1947, en double exemplaire, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.

(68)

(69)

[N° 136.]

ANNEXE 8.

TRAITÉ D'ALLIANCE DU 26 MAI 1942
ENTRE
LA GRANDE-BRETAGNE ET L'U. R. S. S.

**Traité d'alliance du 26 mai 1942
entre la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S.**

PART I.

ARTICLE I.

In virtue of the alliance established between the United Kingdom and the Union of Soviet Socialist Republics the High Contracting Parties mutually undertake to afford one another military and other assistance and support of all kinds in the war against Germany and all those states which are associated with her in acts of aggression in Europe.

ARTICLE II.

The High Contracting Parties undertake not to enter into any negotiations with the Hitlerite Government or any other Government in Germany that does not clearly renounce all aggressive intentions, and not to negotiate or conclude except by mutual consent any armistice or peace treaty with Germany or any other State associated with her in acts of aggression in Europe.

PART II.

ARTICLE III.

(1) The High Contracting Parties declare their desire to unite with other like-minded States in adopting proposals for common action to preserve peace and resist aggression in the post-war period.

(2) Pending the adoption of such proposals, they will after the termination of hostilities take all the measures in their power to render impossible a repetition of aggression and violation of the peace by Germany or any of the States associated with her in acts of aggression in Europe.

ARTICLE IV.

Should one of the High Contracting Parties during the post-war period become involved in hostilities with Germany or any of the States mentioned in Article III (2) in consequence of an attack by that State against that Party, the other High Contracting Party will at once give to the Contracting Party so involved in hostilities all the military and other support and assistance in his power.

This Article shall remain in force until the High Contracting Parties, by mutual agreement shall recognise that it is superseded by the adoption of the proposals contemplated in Article III (1).

In default of the adoption of such proposals, it shall remain in force for a period of 20 years, and thereafter until terminated by either High Contracting Party, as provided in Article VIII.

ARTICLE V.

The High Contracting Parties, having regard to the interests of the security of each of them, agree to work together in close and friendly collaboration after the re-establishment of peace for the organisation of security and economic prosperity in Europe.

They will take into account the interests of the United Nations in these objects, and they will act in accordance with the two principles of not seeking territorial aggrandisement for themselves and of non-interference in the internal affairs of other States.

ARTICLE VI.

The High Contracting Parties agree to render one another all possible economic assistance after the war.

ARTICLE VII.

Each High Contracting Party undertakes not to conclude any alliance and not to take part in any coalition directed against the other High Contracting Party.

ARTICLE VIII.

The present Treaty is subject to ratification in the shortest possible time and the instruments of ratification shall be exchanged in Moscow as soon as possible.

It comes into force immediately on the exchange of the instruments of ratification and shall thereupon replace the Agreement between the government of the Union of Soviet Socialist Republics and His Majesty's Government in the United Kingdom, signed at Moscow on the 12th July, 1941.

Part I. of the present Treaty shall remain in force until the re-establishment of peace between the High Contracting Parties and Germany and the Powers associated with her in acts of aggression in Europe.

Part II. of the present Treaty shall remain in force for a period of twenty years. Thereafter, unless twelve months' notice has been given by either Party to terminate the Treaty at the end of the said period of twenty years, it shall continue in force until twelve months after either High Contracting Party shall have given notice to the other in writing of his intention to terminate it.

In witness where of the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London on the 26th day of May, 1942, in the English and Russian languages, both texts being equally authentic.

ANTHONY EDEN.

V. MOLOTOV.

(12)

(73)

[N° 136.]

ANNEXE 9.

TEXTE
DU PACTE FRANCO-SOVIÉTIQUE
DU 10 DÉCEMBRE 1944.

**Texte du Traité franco-soviétique
du 10 décembre 1944.**

Le préambule du Traité est conçu dans les termes suivants :

Le Gouvernement provisoire de la République Française et le Presidium du Conseil Suprême de l'Union Soviétique, résolus à poursuivre ensemble, jusqu'à sa conclusion, la guerre contre l'Allemagne et convaincus que, dès que la victoire aura été remportée, le rétablissement de la paix sur une base stable et le maintien de la paix à l'avenir sur une base durable exigeront, comme condition préalable, l'existence d'une étroite collaboration entre eux et toutes les Nations Unies, ont résolu de collaborer en vue d'établir un système de sécurité internationale permettant le maintien effectif de la paix générale et assurant des relations harmonieuses entre les nations.

Désireux de confirmer les engagements réciproques résultant de l'échange de lettres en date du 20 septembre 1941 concernant une action commune dans la guerre contre l'Allemagne et conscients du fait que, par la conclusion d'une alliance entre la France et l'Union Soviétique, les intérêts et les sentiments des deux peuples sont le mieux assurés, comme le sont les nécessités de la guerre et les besoins de la paix et de la reconstruction économique, en complète conformité avec les buts envisagés par les Nations Unies, ont résolu de conclure, à cet effet, un Traité et ont nommé leurs Plénipotentiaires :

Pour le Gouvernement provisoire de la République Française, M. Bidault, ministre des Affaires étrangères;

Pour le Presidium du Conseil Suprême de l'Union Soviétique, M. Molotov, Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères.

Après avoir dûment échangé leurs pouvoirs, ils sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Chacune des Parties contractantes poursuivra la lutte aux côtés de l'autre et des Nations Unies, jusqu'à la victoire finale sur l'Allemagne. Chacune des deux Parties contractantes s'engage à apporter à l'autre aide et assistance dans cette lutte, par tous les moyens à sa disposition.

ART. 2. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas entrer séparément en négociations avec l'Allemagne, ni à conclure, sans accord mutuel, un armistice ou un traité de paix, que ce soit avec le Gouvernement hitlérien ou tout autre gouvernement ou autorité institué en Allemagne dans le but de prolonger ou d'entretenir une politique d'agression allemande.

ART. 3. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à adopter d'un commun accord toutes les mesures nécessaires, à la fin du présent conflit avec l'Allemagne, en vue d'éliminer toute nouvelle menace émanant de l'Allemagne et de barrer la route à toute espèce d'initiative rendant possible une nouvelle tentative allemande d'agression.

ART. 4. — Dans l'éventualité où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes se trouverait elle-même impliquée dans des hostilités avec l'Allemagne, soit comme résultat d'une agression commise par l'Allemagne, soit comme

résultat des circonstances mentionnées à l'article 3, l'autre Partie lui apportera immédiatement toute l'aide et l'assistance en son pouvoir.

ART. 5. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas conclure d'alliance et à ne pas entrer dans une coalition dirigée contre l'une ou l'autre d'entre elles.

ART. 6. — Les Hautes Parties contractantes conviennent d'échanger toute l'assistance économique possible après la guerre, de façon à faciliter et à hâter la reconstruction de leurs pays respectifs et à contribuer à la prospérité du monde.

ART. 7. — Le présent Traité n'affecte en aucune manière aucun engagement antérieur contracté par une des deux Parties avec des nations tierces en vertu des textes authentiques publiés.

ART. 8. — Le présent Traité, rédigé en français et en russe, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Paris, aussitôt qu'il sera possible. Le Traité entrera en vigueur immédiatement après que les instruments de ratification auront été échangés et sera valable pour vingt ans. Si le Traité n'est pas dénoncé au moins un an avant l'expiration de cette période par l'une des deux Parties contractantes, il restera en vigueur indéfiniment, l'une ou l'autre des Parties contractantes conservant le droit d'y mettre fin par une déclaration à cet effet avec préavis d'un an.

En foi de quoi les Plénipotentiaires suivants ont signé et apposé leurs sceaux sur le présent Traité, établi en double exemplaire à Moscou le dix décembre mil neuf cent quarante-quatre.

(S.) BIDAULT, Ministre des Affaires Etrangères;

(S.) MOLOTOV, Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères.

(76)

(77)

[N° 136.]

ANNEXE 10.

UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE.

Années 1938 et 1946. — Commerce spécial.

Union Économique Belgo-Luxembourgeoise.

Années 1938 et 1946

COMMERCE SPÉCIAL

RÉCAPITULATION PAR PAYS, EN VALEURS (1) ET POURCENTAGES

Principaux pays de provenance et de destination	1938				1946 (2)			
	Importations		Exportations		Importations		Exportations	
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
Allemagne	2.598	11,21	2.654	12,12	1.461	2,78	173	0,58
Danemark	115	0,49	162	0,75	818	1,55	1.182	3,99
France	3.325	14,35	3.360	15,47	7.649	14,55	4.441	14,97
Italie	213	0,92	250	1,10	864	1,64	557	1,87
Norvège	190	0,82	279	1,28	579	1,10	1.128	3,80
Pays-Bas	2.079	8,97	2.614	12,03	2.944	5,60	4.480	15,18
Portugal	86	0,40	187	0,81	598	1,14	482	1,63
Royaume-Uni	1.835	7,92	2.972	13,68	9.009	17,15	1.924	6,48
Suède	459	2,64	576	2,65	2.151	4,09	1.754	5,91
Suisse	277	1,20	588	2,70	2.820	5,37	3.269	11,03
Tchécoslovaquie	239	1,02	182	0,84	533	1,02	380	1,28
Chine	38	0,15	221	1,00	8	—	366	1,24
Egypte	64	0,26	257	1,13	137	0,26	432	1,46
Congo Belge	1.933	8,34	411	1,84	3.621	6,89	671	2,26
Union Sud-Africaine	211	0,91	412	1,89	589	1,13	338	1,14
U. S. A.	2.559	11,04	1.442	6,64	9.263	17,63	3.221	10,86
Canada	311	1,34	188	0,86	1.774	3,37	202	0,68
Argentine	944	4,08	694	3,19	1.650	3,15	1.043	3,51
Bésil	329	1,33	266	1,23	979	1,86	397	1,34
U. R. S. S.	789	3,41	441	2,03	52	0,10	9	—
Indes Britanniques	599	2,54	357	1,20	571	1,08	100	0,33
Finlande	234	1,01	219	1,00	566	1,07	393	1,32
Pologne	283	1,22	294	1,25	1	—	46	0,16
Yougoslavie	143	0,62	57	0,26	2	—	2	—
Autres pays	3.314	13,91	2.621	12,07	3.923	7,47	2.662	8,98
	23.167	100%	21.724	100%	52.562	100 %	29.654	100%

(1) En millions de francs belges

(2) Chiffres provisoires

(79)

[N° 136.]

ANNEXE 11.

**COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA BELGIQUE
PAR PAYS DE PROVENANCE ET DE DESTINATION.**

**Commerce extérieur de la Belgique
par pays de provenance et de destination.**

	Premier trimestre 1947		Avril 1947	
	Import.	Export.	Import.	Export.
	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
EUROPE :				
Allemagne	277.728	89.314	160.737	15.279
Autriche	11.125	23.684	2.378	12.550
Bulgarie	2.656	5.236	62	8.648
Danemark	273.170	304.008	83.843	214.154
Espagne	166.531	92.550	84.431	19.802
Finlande	93.462	134.177	26.854	69.080
France	2.406.290	1.334.605	912.414	648.516
Grèce	36.035	77.731	3.375	23.758
Hongrie	7.065	4.059	3.934	4.053
Irlande	27.964	92.490	3.861	36.613
Islande	9	17.455	—	4.538
Italie	249.437	720.956	73.440	242.624
Norvège	191.799	471.836	106.280	141.269
Pays-Bas	1.001.109	1.609.572	415.530	733.072
Pologne-Dantzig	3.800	9.462	2.124	7.294
Portugal	223.572	160.570	37.610	68.756
Roumanie	2	1.246	2	—
Royaume-Uni	1.534.468	934.762	534.765	522.531
Malte	9	10.851	167	7.046
Gibraltar	63	—	—	117
Suède	461.030	598.967	219.414	284.803
Suisse	717.652	1.124.734	259.191	415.339

	Premier trimestre 1947		Avril 1947	
	Import.	Export.	Import.	Export.
	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
Tchécoslovaquie	401.762	278.331	129.667	102.083
Turquie	136.287	50.914	13.903	50.949
U. R. S. S.	100.534	8	25.940	—
Yougoslavie	2.159	10.221	32	5.625
	—	—	3.099.954	3.638.499
	=====	=====	=====	=====
ASIE :				
Bhoutan	—	—	1	—
Chine	14.855	192.557	1.005	71.966
Hedjaz et Nedjed	1.504	1.582	588	596
Irak	20.729	33.340	3.245	27.625
Iran	89.848	38.371	33.000	25.394
Palestine	116.261	74.394	27.119	61.246
Siam	400	10.070	2.006	1.274
Syrie	9.216	42.884	6.771	31.641
Aden	—	—	—	168
Ceylan	5.956	9.431	4.171	1.589
Chypre	8.578	15.472	31.853	15.754
Hong-Kong	217	59.495	31	53.498
Inde Britannique	247.401	169.260	69.172	45 924
Malaisie Britannique	16.046	46.339	7.523	40.952
Sarawak	—	—	—	58
Philippines	580	17.118	5	8.368
Indochine Française.	2.849	18.167	113	338
Indes Néerlandaises	18.940	6.433	10.084	14.020

	Premier trimestre 1947		Avril 1947	
	Import.	Export.	Import.	Export.
	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
Macao	—	—	—	20
Birmanie	14	5.251	—	1.182
	—	—	196.687	401.613
	=====	=====	=====	=====
AFRIQUE :				
Egypte	60.425	174.897	43.338	96.510
Ethiopie	167	3.706	—	1.610
Libéria	1.150	1.357	848	589
Maroc Espagnol	—	—	—	46
Maroc Français	26.897	42.857	15.160	13.349
Tanger	1.243	4.719	18	4.255
Soudan Anglo-Egyptien	—	—	33	1.070
Congo Belge	1.709.484	268.991	688.172	160.881
Ruanda-Urundi	—	2.180	700	7.276
Sierra-Leone	—	—	—	842
Côte de l'Or	17.764	21.697	500	14.963
Nigéria	134	16.724	—	15.481
Cameroun Britannique	—	—	380	491
Union Sud-Africaine	161.433	309.001	45.777	123.211
Sud-Ouest Africain	—	—	—	243
Rhodésie Méridionale	73	8.842	175	2.790
Rhodésie du Nord-Ouest	23.342	592	4.430	79
Rhodésie du Nord-Est	34	1.055	51	1.075
Nyassaland Britannique	—	—	445	240
Kénia et Ouganda	551	5.021	1.342	9.892

	Premier trimestre 1947		Avril 1947	
	Import.	Export.	Import.	Export.
	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
Tanganyika	—	—	—	1.894
Zanzibar	—	—	72	99
Maurice	—	—	—	606
Seychelles	—	—	—	14
Iles Canaries	3.227	—	7.808	1
Algérie	31.083	21.618	8.305	84
Tunisie	14.027	20.004	8.539	3.457
Sénégal	50	8.146	50	5.462
Soudan Français	—	—	—	211
Guinée Française	—	—	—	731
Côte d'Ivoire	11.000	6.090	—	4.910
Dahomey	—	—	—	360
Togo Français	—	—	—	2
Cameroun Français	627	4.589	621	4.078
Afrique Equatoriale Française	13	11.007	114	4.708
Côte Française des Somalis	—	—	—	590
Madagascar	—	—	—	514
Réunion	—	—	—	340
Lybie	—	—	—	152
Iles du Cap-Vert	—	—	2	—
Angola	5.336	11.462	13.767	17.892
Mozambique	8.595	10.324	1.853	4.802
	—	—	842.500	514.288
	=====	=====	=====	=====

	Premier trimestre 1947		Avril 1947	
	Import.	Export.	Import.	Export.
	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
AMÉRIQUE DU NORD :				
Etats-Unis d'Amérique	3.606.611	539.748	1.562.816	229.722
Canada	230.363	90.203	93.750	38.509
Terre-Neuve	—	—	—	29
			1.656.566	268.260
	=====	=====	=====	=====
AMÉRIQUE CENTRALE :				
Costa-Rica	5.234	4.809	375	1.083
Cuba	56.852	29.319	11.724	11.390
Dominicaine (République)	8.634	6.295	2.612	520
Guatémala	1.429	4.655	1.510	2.263
Haïti	61.135	1.576	9.587	2.278
Honduras	—	—	113	46
Mexique	57.315	37.547	14.536	14.698
Nicaragua	—	—	—	1
Panama	1.331	6.484	125	4.125
Salvador	25	5.597	—	615
Bermudes	—	—	—	145
Barbade	—	—	—	153
Jamaïque	177	2.916	—	748
Trinité et Tobago	—	—	5.858	657
Porto-Rico	—	—	—	84
Guadeloupe	—	1.213	—	135
Curaçao	136.637	13.183	75.169	3.714
	—	—	121.609	42.655
	=====	=====	=====	=====

	Premier trimestre 1947		Avril 1947	
	Import.	Export.	Import.	Export.
	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
AMÉRIQUE DU SUD :				
Argentine	822.645	451.819	161.682	98.577
Bolivie	3.707	485	—	609
Brésil	454.729	185.557	110.048	86.215
Chili	34.296	25.155	13.268	7.760
Colombie	48.871	75.344	15.078	36.992
Equateur	3.617	6.443	20	4.361
Paraguay	6.731	2.661	2.341	1.064
Pérou	18.208	14.145	706	11.902
Uruguay	71.973	80.563	18.018	15.741
Vénézuëla	7.524	55.272	1.626	50.050
Guyane Britannique	—	2.269	—	692
Guyane Néerlandaise	—	1.491	—	415
	—	—	322.787	314.378
	=====	=====	=====	=====
OCÉANIE :				
Australie	680.873	116.789	216.728	35.217
Nouvelle-Zélande	30.452	28.076	26.975	19.194
	—	—	243.703	54.411
	=====	=====	=====	=====

	Premier trimestre 1947		Avril 1947	
	Import.	Export.	Import.	Export.
	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
DIVERS :				
Provisions de bord des navires étrangers.	416	108.987	—	44.509
Provenances mélangées	1.157	—	399	—
Mer	—	—	8	—
	—	—	407	44.509
	=====	=====	=====	=====
ALLEMAGNE :				
Armée américaine d'occupation	—	1.462	2.272	5.532
Armée anglaise d'occupation	2	109	—	3.631
Armée française d'occupation	17.862	23.368	8.000	30.763
	—	—	10.272	39.926
	=====	=====	=====	=====
TOTAL GÉNÉRAL	17.335.560	11.800.766	6.494.485	5.318.539
	=====	=====	=====	=====

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1946-1947.

VERGADERING VAN 18 JUNI 1947.

Verslag uit naam van de Commissie van Buitenlandse Zaken belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel voor het dienstjaar 1947.

(Zie de n^{rs} 4-VI, 85, 116, 170 (zitting 1946-1947) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 5, 6, 11 en 13 Februari 1947); n^r 93 (zitting 1946-1947) van de Senaat.)

Aanwezig : de hh. GILLON, voorzitter; BALTUS, CRAPS, Graaf d'ASPREMONT-LYNDEN, DE LA VALLÉE POUSSIN, MERTENS, MOREAU DE MELEN, Baron NOTHOMB, VAN OVERBERGH, VAN ROOSBROECK, VAN ZEELAND, VOS en ROLIN, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

I. — ALGEMENE POLITIEKE TOESTAND.

Sedert de Begroting van Buitenlandse Zaken voor het dienstjaar 1947 door de Kamer werd goedgekeurd, heeft de internationale toestand verder op weinig bevredigende wijze geëvolueerd.

De Conferentie van Moscou is afgelopen zonder dat op enigerlei belangrijk punt een akkoord is tot stand gekomen tussen de Ministers van Buitenlandse Zaken der voornaamste mogendheden. Wij zullen de oorzaken noch de verantwoordelijkheden van deze mislukking opsporen. Deze is in alle geval niet van die aard ons te overtuigen van de degelijkheid der gevolgde methode, namelijk voor hetgeen het terzijde stellen betreft van de vertegenwoordigers of van de deskundigen der tweederangsmogendheden.

Het is overbodig de moeilijkheden uit te stippelen die het gevolg zullen zijn van deze ontstentenis in de loop der komende maanden. Niet alleen zal Duitsland economisch verdeeld blijven en aldus de mogendheden, die de bezetting der Westerse gebieden verzekeren, voor het dilemma plaatsen ofwel van zijn economische wederuitrusting te begunstigen in de volle mate die de behoeften vereisen van de bevolking welke er overtalrijk is samengetrokken, ofwel verder de economische en financiële last van haar ravitaillering te dragen.

Anderdeels, moet men de wederopleving in Duitsland vrezen van naijverige propaganda van buitenlandse ingeving en de uitbuiting daarvan door de minst gezonde elementen van de bevolking.

Elders in de wereld, licht de Regering van de Verenigde Staten de waarborg die zij verleent aan de onafhankelijkheid van Griekenland en van Turkije toe in bewoordingen, die ten opzichte van de U.S.S.R. een kenschetsend wantrouwen uitdrukken.

Terzelfder tijd blijkt de werking van de Verenigde Naties moeilijk te zijn; de U.S.S.R. blijft afwezig van de meeste technische inrichtingen van coöperatie en de Veiligheidsraad is meer dan ooit lamgelegd door de uitoefening van het vetorecht.

Het is dan ook niet te verwonderen dat allerzijds gezagvolle stemmen rijzen om de ijdelheid aan te klagen van de pogingen de veiligheid te doen berusten op een wereldorganisatie, en de noodzakelijkheid deze te vervangen of te verdubbelen door een beperkte Europese of Atlantische Unie.

Uw Commissie ontveinst zich geenszins de onrust die alle dusdanige opvatting verwekt, welke er toe strekt de splitsing te bekrachtigen en te stabiliseren van de wereld in twee bloks, elk ingegeven door een bezorgdheid van veiligheid, doch waarvan de tegenstrijdigheid gevaar loopt de wereld vroeg of laat tot een nieuwe oorlogsuitbarsting te leiden.

Er is gelukkig thans geen enkele noodzaak om het hoofd neer te leggen bij die oplossingen van mislukking en wanhoop. De levendige gedenkenis van het doorstane leed, van de gemeenschappelijk voortgezette pogingen tot vrijmaking van de wereld van de afschuwelijkste verdrukking, zowel als de geest van bereidwillig begrijpen en het streven naar vooruitgang, leggen veeleer onze vertegenwoordigers de plicht op met volle objectiviteit, onafhankelijkheid en goede trouw hun werking voort te zetten voor de goede verstandhouding en de internationale gerechtigheid. Geen enkele poging moet verwaarloosd worden om het wantrouwen te overwinnen en de samenwerking te herstellen met al de wenselijke fair-play en edelmoedigheid. In waarheid komt het er niet alleen op aan de wederkerige vrees, die thans op de openbare meningen der grote Oosten- en Westerlanden drukt, te doen opklaren, vrees die door de anarchie en het mysterie welke op gebied van nationale bewapeningen heersen slechts kan ontwikkeld worden, — het komt er ook op aan de aarzelingen te overwinnen welke door te veel Regeringen ten opzichte van het internationaal gezag betoond worden. Zij staan er afkerig tegen aan dat gezag een macht van beslissing toe te kennen over de zaken die hen kunnen aanbelangen. Welnu, zonder stil te blijven bij de grootscheepse programma's van invoering eener wereldfederatie of een regering-boven-de-staten, is het aangewezen te onderstrepen dat er geen werkelijke organisatie mogelijk is zolang sommige landen beweren rechter te zijn in eigen zaak of dat zij zich de contrôle over de toepassing voorbehouden bij elk geval der bevoegdheidstoekenningen welke zij aan een internationaal orgaan zouden toegestaan hebben.

Aldus halsstarrig trouw aan de zaak van het universalisme, van de internationale inrichting en de intergeallieerde solidariteit, wil uw Commissie geenszins uit dien hoofde afzien van de bijzondere of gewestelijke akkoorden van welke aard ook, die zouden vallen binnen het algemeen kader van het Charter.

Zij heeft dan ook het Pakt van Duinkerken warm toegejuicht, als zijnde een aanvang van een nauwere samenwerking tussen landen van West-Europa, waarbij ons land stellig met groot voordeel zal meewerken. Uit hoofde van het

rechtstreeks belang dat dit document voor ons land oplevert, heeft uw Commissie het doelmatig geacht er de tekst van openbaar te maken als bijlage van dit verslag (bijlage n^o 7).

Ten einde evenwel het niet-uitsluitend karakter te doen uitschijnen van de toenaderingen aldus door het regionalisme ingegeven, heeft uw Commissie er ook aan gedacht dat de Frans-Sovjetische en de Engels-Sovjetische Verdragen als bijlage zouden toegevoegd worden, hoewel dit laatste verstreken zij en nog niet is hernieuwd. (Bijlagen 8 en 9).

2. — DE STAND VAN BELGIE TEN OVERSTAAN VAN DUITSLAND.

Door het aandringen van uw Commissie, heeft de Regering de openbaarmaking wel willen toelaten, eensdeels, van de akkoorden betreffende de Belgische deelneming aan de militaire bezetting in Duitsland; anderdeels, van de memorandums aan de Geallieerde Regeringen overhandigd en die betrekking hebben op onze algemene en bijzondere eisen.

De eerste documenten (bijlage I), genaamd hulpverlening door het Verenigd Koninkrijk voor de uitrusting en de opleiding der Belgische gewapende machten maken een einde aan een dubbelzinnigheid, zoniet aan een legende volgens welke de aanwezigheid van de Belgische troepen in Duitsland ons door onze Britse geallieerden zou opgedrongen geweest zijn.

Dat er desomtrent Belgische verbintenissen zouden geweest zijn, men kan het staande houden, daar onze deelneming aan de bezetting van Duitsland werkelijk een der doeleinden was met het oog waarop de Britse Regering ons haar hulp voor de wederuitrusting van ons leger verleende. Doch, zelfs indien een verbintenis kan voortvloeien uit de aan de Belgische Regering, en door deze stilzwijgend erkende, toegeschreven bedoeling aan de bezetting van Duitsland deel te nemen, toch dient opgemerkt dat deze bedoeling geen duidelijkheid in zich besluit noch van tijd, noch van ruimte, dat zij ten hoogste schijnt beperkt te zijn tot twee jaar die volgen op de Duitse nederlaag, zodat het thans onze Regering vrij staat in volle vrijheid de kwestie dezer deelneming of de modaliteiten dezer deelneming te herzien, tenzij, wel te verstaan, er voor te waken dat een gebeurlijke gehele of gedeeltelijke terugtrekking onzer troepen niet zou geschieden op onvoorziene of ongelegen wijze voor onze Britse geallieerden, en voorafgegaan zou zijn van een voldoende voorafgaandelijke verwittiging om hen in staat te stellen de nodige maatregelen te nemen.

Een lid van de Commissie drukt de mening uit dat de interpretatie door de Commissie aan de Overeenkomst Eden-Spaak gegeven — interpretatie die hij meent te kunnen goedkeuren — niet strookt met zekere verklaringen door de Minister van Landsverdediging en de voorzitter der Commissie van Landsverdediging op het spreekgestoelte van de Senaat afgelegd. De verslaggever verklaart evenwel die tegenstrijdigheid niet te bemerken.

Dit gezegd zijnde, erkent de Commissie eensgezind dat de bezetting, door Belgische troepen, van de streken op onze Oostelijke grens, aan een Belgisch belang van veiligheid beantwoordt; zij wenste evenwel dat België nauwer zou betrokken worden bij de in die streek door het Britse commando gevoerde politiek, zomede bij het opmaken van de wetgevende of administratieve maatregelen die er getroffen worden.

De Commissie verklaart daarentegen gekant te zijn tegen de bezetting, door Belgische troepen, van de sector ten Oosten van de Rijnvallei, ten minste

voorbij de afstand van 100 kilometer ten Oosten van de Rijn, welke afstand aangeprezen werd in het Belgisch memorandum, daar een meer uitgebreide bezetting aan geen enkel bijzonder belang van België beantwoordt en buiten verhouding schijnt met het aandeel dat België redelijkerwijze moet dragen in de gemeenschappelijk door de Geallieerden gedane inspanning ter bevordering van de collectieve veiligheid.

* * *

De memorandums door de Belgische Regering in November 1946 en Januari 1947 aan de Geallieerde Regeringen gericht, en die eveneens in bijlage overgedrukt worden, hebben tweërlei doel : zij geven weer eensdeels, de zienswijze van de Belgische Regering over het Duits en het Oostenrijks vraagstuk, anderdeels, de bijzondere eisen van België.

Over de jongste van die memories, die betreffende Oostenrijk (bijlage 5), zal gemakkelijker eensgezindheid bereikt worden. Talrijk zijn degenen die, in ons land, kunnen getuigen van de oprechtheid en de taaheid van het Oostenrijks nationaal gevoel, volledig bewust van het eigen karakter van de bevolkingen van Beneden- en Opper-Oostenrijk tegenover diegene verenigd in het Duitse Reich. Daarbij moet dan nog, zooals de Belgische memorie het terecht doet uitkomen, dit land, dat eertijds het centrum was van een groot tijd, in het nieuwe Europa voorwaarden van economische leefbaarheid vinden en zo vlug mogelijk in staat zijn om met de Verenigde Volken, waaronder België, normale betrekkingen te hervatten. Het kan, in die gedachtegang, niet genoeg betreurd worden dat de verdaging van de onderhandelingen tot het vredesverdrag de staas van onzekerheid verlengt en tussen Oostenrijk en Duitsland een gelijkheid van toestand schept, die te allen prijze had dienen vermeden te worden.

Na lezing van het Belgisch memorandum over Duitsland (Bijlage 4), blijft de lezer eerder aarzelend, zoniet onthutst; de enigszins chaotische toestand, die aan de overzijde van de Rijn bestaat, maakt het trouwens moeilijk voor wie buiten de besprekingen van de twee laatste jaren gelaten werd, een nauwkeurige en samenhangende mening uit te drukken. De Belgische Regering ontwikkelt op een volkomen overtuigende wijze, in het eerste hoofdstuk, de gedachte dat op slot van rekening het nieuwe stelsel de volledige instemming moet wegdragen van de openbare mening van het land dat belast is met de uitvoering er van.

Was het dan ook aangewezen voor de Geallieerden, die verlangden een gedecentraliseerd federatief stelsel te zien instellen, in het openbaar de nadruk te leggen op hun bezorgdheid om de dichte massa van de in het centrum van Europa wonende Duitsers aldus politiek te verzwakken, in plaats van de nadruk te leggen op de indirecte waarborgen die voor de vrede moesten voortvloeien uit een betere beoefening van de democratische vrijheden door het Duitse volk, dank zij de heropstanding, in een redelijke mate, van de oude nationale gemeenschappen die bloeiden vóór de eenmaking van Duitsland onder de hoede van Pruisen.

De Commissie kan in dit verband slechts het noodzakelijkerwijze kunstmatig karakter betreuren van het merendeel der Staten die de bezettende korpsen elk in hun zone hebben opgericht, en zij wenst dat zohaast mogelijk, het nodige gedaan worde om aan die inrichting de noodzakelijke aanpassingen te brengen om aan de Duitse Staten hun historische grenzen terug te geven.

Anderdeels waren verschillende leden verwonderd te bemerken dat de Belgische Regering, na haar voorkeur te hebben betuigd voor een bondstelsel, de Angelsaksische thesis bijtreedt betreffende de economische eenheid, in plaats van zich te beperken tot een economische unie, die ongetwijfeld de gemeenschappelijkheid van sommige diensten, doch niet van al die opgesomd op bladzijde 4 van de memorie, veronderstelt.

Ten slotte hebben de suggesties in de Belgische memorie gedaan betreffende de samenstelling van het internationaal organisme belast met het uitvoeren van de politieke en economische contrôlemaatregelen in de bezette gebieden van West-Duitsland en in de Ruhr, in de Sovjetpers aanleiding gegeven tot commentaar, waarvan de onnauwkeurigheid dient onderstreept te worden. Het is klaarblijkelijk onwaar dat de Belgische Regering de U.S.S.R. tracht uit te sluiten van elke deelneming aan dit organisme. Immers, het Belgische Memorandum beperkt zich er niet toe uitdrukkelijk de deelneming te voorzien van de vertegenwoordigers der vijf Mogendheden die aan de bezetting deelnemen, te weten : Frankrijk, het Verenigd-Koninkrijk, Nederland, Luxemburg en België, doch het zegt ook : « de deelneming van andere Staten aan dit organisme zou geregeld worden in functie van de maatregelen door de Grote Mogendheden getroffen in het bestek van hun algemene politiek tegenover Duitsland ». Dit doelt noodzakelijkerwijze vóór alles op de U.S.S.R. Het is immers klaar dat de samenstelling van het intergeallieerd organisme dat, na de inwerking-treding van het Vredesverdrag, zekere bevoegdheden in West-Duitsland zal blijven uitoefenen, zich zal laten leiden door principes gelijkaardig aan diegene die zullen aangenomen zijn voor de samenstelling van organismen voor Oost-Duitsland. De Belgische Regering heeft tot dusver niets te zeggen gehad in de bespreking van die vraagstukken, doch de Commissie van Buitenlandse Zaken betwijfelt niet dat, indien de Regering op dit punt geraadpleegd werd, zij zich, evenals de Commissie, zou uitspreken voor het herstellen van een daadwerkelijke en duurzame samenwerking tussen de bijzonderste Mogendheden die medegewerkt hebben tot de bevrijding van Europa.

De memories betreffende de bijzondere eisen van België tegenover Duitsland (Bijlagen 2 en 3) hebben in hun grote lijnen de goedkeuring van de Commissie weggedragen. Deze laatste bevestigt inzonderheid haar gehechtheid aan het principe van de eerbiediging der nationaliteiten en geeft haar goedkeuring aan het feit dat de Regering er zich toe beperkt heeft slechts grenswijzigingen aan te vragen waarbij een heel gering aantal inwoners betrokken zijn. Zij denkt evenwel dat, in die gedachtengang, de grenslijn zou moeten herzien worden om aan de Belgische grensgemeenten de percelen van over de grens terug te schenken, die er in 1921 van losgemaakt werden, hoewel zij eigendom waren van in België gevestigde personen of gemeenschappen, en om hun de toegang terug te schenken tot de weg van Schleiden-Prum en de bocht van de spoorweg van Losheim en misschien de, schier onbewoonde, bosgebieden van Aken, Rötgen, Hofen, Arenberg en Buchholz, en de afdammingen die zij bevatten. In andere gemeenten, waarvan de aanhechting werkelijk van belang zou zijn voor België, hetzij wegens hun rijkdom inzake bossen (groep van de Schnee-eifel) of wegens hun ligging (Mondschau), en andere gemeenten die van de spoorweg afhangen), zijn er onlangs talrijke en gezaghebbende stemmen opgegaan hetzij voor de aanhechting, hetzij voor het inrichten van een volksraadpleging. Die laatste aanvraag zou, volgens de Commissie, moeten aanvaard worden indien zij ernstig bleek te zijn, en eventueel zou de grens in overeenstemming daarmee dienen gewijzigd te worden.

De door België gedane aanvragen, die betrekking hebben op schadevergoedingen in natura, droegen van hun kant de goedkeuring van de Commissie weg.

Zij verklaart zich, in haar grote meerderheid, gekant tegen de in zekere kringen gemaakte suggestie om met de Geallieerden te onderhandelen voor verlenging van het terughouden in België van de krijgsgevangenen die door de Geallieerden tot onze beschikking gesteld zijn : de Geallieerden kunnen niet, door de vertraging aan het afsluiten van de vredesverdragen aangebracht, de hinderpalen aan de menselijke vrijheid, die de toestand van krijgsgevangenen met zich brengt, verder blijven doen voortduren. Zulks onverminderd de aanwerving, in België, voor mijnarbeid en onder te bepalen voorwaarden, van de vroegere krijgsgevangenen in de hoedanigheid van vrije arbeiders, wanneer zij er toe mochten geneigd zijn.

Uw Commissie vergeet anderdeels niet dat de verdeling onder Geallieerden van de steenkolen van de Ruhr, naast de Conferentie van Moskou geregeld werd bij akkoord tussen Frankrijk, Groot-Brittannië en de Verenigde Staten. Op dat ogenblik scheen het dat België binnen kort gelijkaardige voordelen zou verkrijgen als degene die Frankrijk bekomen had. Men kan thans betreuren dat er nog niets in die zin bekomen werd.

3. — BEPALINGEN DIE BELGIE AANBELANGEN IN DE VREDES- VERDRAGEN WAARIN ONS LAND GEEN PARTIJ IS.

België, dat niet in staat van oorlog was geweest met Hongarije, Bulgarije, Roemenië, werd niet uitgenodigd om de tot stand gekomen vredesverdragen te ondertekenen of ze bij te treden.

Er dient evenwel onderlijnd dat, afgezien van het algemeen belang dat gehecht is aan de normalisering van de internationale betrekkingen in Centraal-Europa en in de Balkanlanden, België het recht heeft zich te beroepen op werkelijke clausules voor anderen, vervat in het verdrag, ten voordele van de Verenigde Volken of van hun onderhorigen.

De clausules, die eveneens in bijlage afgedrukt worden, ten einde de verspreiding er van in de betrokken kringen in de hand te werken (zie Bijlage 6), bevestigen de grondbeginselen en bepalen de modaliteiten :

1^o van de teruggave aan de geallieerde onderhorigen van de wettelijke rechten en belangen waarvan zij mochten beroofd geworden zijn;

2^o van de clausule van de meest bevoordeligde natie, die door Roemenië, onder voorbehoud van wederkerigheid, tegenover de Verenigde Volken tijdens de achttien maanden die zullen volgen op de inwerkingtreding van de Verdragen, zal moeten toegepast worden.

4. — ONZE BUITENLANDSE HANDEL.

In de redevoering, welke de h. Spaak bij de behandeling van zijn begroting in de Kamer heeft uitgesproken, wees de Minister er op dat, naar de « plannen », het totaal bedrag van de invoer van 51 milliard in 1946 tot 69 milliard in 1947 zou stijgen, terwijl de uitvoer van 29 milliard in 1946 tot 56 milliard in 1947 zou opklimmen.

Daar dienaangaande in de Commissie twijfel werd geopperd, heeft het daaromtrent geraadpleegde departement nader verklaard dat het hier ging

om loutere schattingen, uitgaande van de Studie- en Algemene Documentatiedienst van het Ministerie van Economische Zaken en bestemd voor het Prioriteitencomité, met dien verstande dat die cijfers niet als een nauwkeurige ramingsbasis voor onze buitenlandse handel over het jaar 1947 mochten beschouwd worden.

Het is een feit dat, zo de vooruitgang welke voor de eerste drie maanden van 1947 werd vastgesteld zeer nauw overeenkomt met de vooruitzichten van de Minister in verband met onze invoer, zegge 69 milliard, wij er nog ver van bleken af te staan wat de uitvoer betreft, zegge 47,2 in plaats van 56 milliard, waardoor onze handelsbalans met een tekort van 33 % sluit.

Laat ons evenwel opmerken dat de cijfers voor April een nieuwe vooruitgang aangeven : 6,5 milliard invoer en 5,3 milliard uitvoer verlagen het handelsdeficit tot 20 %, terwijl de uitkomsten voor Mei een tekort van nog slechts 12 % aanwijzen.

Opdat de Senaat zich een juister denkbeeld over de huidige toestand zou kunnen vormen, delen wij als bijlage de volgende tabellen mede, ten vervolge op die uit het Kamerverslag over dezelfde begroting :

1^o een tabel van de in- en uitvoer per land, over de eerste maanden van 1947;

2^o een vergelijkende tabel van de bijzondere handel per land, in waarden en percentages over 1938 en 1946.

Die tabellen zijn bijzonder leerrijk.

Zij laten toe de belangrijkheid te meten van sommige terugwijkingen, alsmede van de compensaties welke wij reeds op sommige markten beginnen te vinden.

Duitsland bekleedde in 1938 de derde plaats onder onze afnemers en de tweede onder onze verkopers. Thans is dat land nagenoeg op de markt afwezig.

Alleen met de Franse zone begint de hervatting van het ruilverkeer zich ernstig af te tekenen.

Met Rusland en Polen zijn onze handelsbetrekkingen schier onbestaande.

Wat meer teleurstelt is het feit dat Groot-Brittannië, in 1946 bijna de eerste onder onze klanten, nog slechts afneemt voor sommen die, zelfs in gedevaloriëerde Belgische franken, ver beneden het koopcijfer van 1938 komt te staan. Doch het is vooral met de Verenigde Staten dat ons ruilverkeer een onevenwichtige toestand aangeeft, die heel wat aanzienlijker is dan voorheen.

Die staat van zaken bekommert de Regering.

Onderhandelingen zijn met het bestuur van de Duitse bezettingszones aan de gang, ter bevordering van het ruilverkeer; in de jongste maanden werd een wezenlijke vooruitgang geboekt. Onze Britse geallieerden hebben hunnerzijds gevoeld dat, willen zij ons afneemgebied behouden, een verzachting van hun invoerbependingen noodzakelijk was en zij hebben belangrijke bestellingen van staal toegelaten.

Ten slotte werden aan de U.S.S.R. voorstellen gedaan waarvan het resultaat nog wordt afgewacht, terwijl een handelszending naar Polen vertrokken is.

Daarentegen werd een belangrijke voortgang verwezenlijkt in onze handelsbetrekkingen met Nederland, Denemarken, Zweden, Zwitserland, de Zuid-Afrikaansche Unie en met verscheidene landen van Zuid-Amerika.

De Commissie is er zich van bewust welk belang er voor een land als het onze schuilt in het initiatief van de Regering der Verenigde Staten, strekkende tot het neerhalen der tolmuren, en zij verheugt zich in de maatregelen, welke President Truman getroffen heeft om er zich van te verzekeren dat de gevoerde handelspolitiek de goedkeuring van de twee grote politieke partijen — de democratische en de republikeinse — zou mogen wegdragen en aldus buiten

het bereik van mogelijke wisselvalligheden zou staan. De nieuwe zitting van de Voorbereidende Commissie tot de Internationale Conferentie voor de Handel en de volle tewerkstelling, die thans te Genève wordt gehouden, blijkt ongelukkig tal van moeilijkheden op haar weg te vinden. Uw Commissie volgt haar werkzaamheden met levendige belangstelling en drukt de wens uit dat de inspanningen van haar voorzitter, onze landgenoot de h. Max Suetens, uiteindelijk met welslagen mogen bekroond worden.

Intussen is het vooral naar de overzeese landen van het Britse Gemenebest en van Zuid-Amerika dat men de inspanningen van onze uitvoerders met meer kracht zou willen gericht zien. De uitgestrektheid van die landen is zo groot, en zo groot is tevens hun ontwikkelingspotentieel, dat een land als het onze er zonder eigenwaan mag naar dingen gedurende vele jaren deel te hebben in de uitrusting van hun ondernemingen en het in bedrijfstellen van hun rijkdommen.

De omzetcijfers met Nederland hebben natuurlijk de commissieleden bijzonder getroffen. Hoe aanmoedigend ze ook mogen zijn, kan men zich toch afvragen of zij niet ten dele het kunstmatig en kortstondig gevolg zijn van het krediet dat België aan Nederland heeft toegestaan. Niemand zal bovendien ontkennen dat het ontzaglijk verschil van het prijzenpeil in Nederland en in België, alsook van de handelspolitiek, welke sedert de oorlog tussen beide landen wordt gevoerd, over een vrij lange periode de handhaving zal vergen van het stelsel der vergunningen, waarlangs het ruilverkeer in enge banen wordt geleid.

De Commissie van Buitenlandse Zaken heeft niet door breedvoerige beschouwingen willen vooruitlopen op de grondige studie, welke zij aan die kwestie zal moeten wijden, wanneer het wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst inzake Tolunie bij haar aanhangig zal gemaakt zijn. Zij meent evenwel, nu reeds, de aandacht van de bevoegde minister te moeten vestigen op de noodzakelijkheid om er voor te waken dat het Nederlandse stelsel van vergunningen en van contrôle op de deviezen er niet zou toe leiden de Belgische nijverheid, zoals dat wel eens voorkomt, zonder noemenswaardige reden met de concurrentie van soortgelijke Nederlandse producten te laten afrekenen, terwijl de toegang tot het Nederlandse grondgebied direct of indirect aan het Belgische product ontzegd is.

Ten slotte, wil uw Commissie haar opmerkingen omtrent de buitenlandse handel niet beëindigen zonder de wens uit te drukken dat het jongste initiatief van de Amerikaanse Regering spoedig tot het herstel van de Europese economie moge leiden. Het mag hartversterkend heten dat een mogendheid zoals de Verenigde Staten, de gebiedende voorschriften van de internationale solidariteit aldus erkent.

5. — ONZE BELEGGINGEN IN HET BUITENLAND.

In haar verslag omtrent de wetsontwerpen tot goedkeuring van de begrotingen over de dienstjaren 1945 en 1946, heeft uw Commissie de wens uitgedrukt dat zij op de hoogte zou gehouden worden van de vorderingen der onderhandelingen betreffende de schadeloosstelling voor de in het buitenland genationaliseerde Belgische vermogens.

Eerlijk gezegd blijkt uit de ingewonnen inlichtingen dat alleen de onderhandelingen met Tsjechoslowakije tot een beginselakkoord hebben gevoerd, hetwelk er zich overigens toe beperkt te voorzien dat de onderscheiden ondernemingen met de Tsjechische regering in onderhandeling zullen treden over de modaliteiten van wederbelegging en overdracht, terwijl de afzonderlijke

Belgische aandeelhouders, die vergoed worden naar de regelen gesteld voor de Tsjechische houders, eventueel begunstigd zouden zijn met de overdracht-modaliteiten welke die ondernemingen mochten bekomen hebben.

Met Frankrijk, Polen en Yougoslavië zetten de betrokkenen zelf hun onderhandelingen voort, terwijl zij de bevoegde ambtenaren op de hoogte houden om deze toe te laten te gelegener tijd op te treden.

Er werd overeengekomen dat de Commissie voor Buitenlandse Zaken van de evolutie der kwestie op de hoogte zou gehouden worden.

Aangaande de coupons en het intekenrecht van de door verjaring getroffen Belgische aandeelhouders, heeft de regering geijverd om wetgevende maatregelen tot wederopenstelling van de termijnen te bekomen en zij heeft doorgaans voldoening gekregen.

6. — PROPAGANDA EN VERSPREIDING VAN INLICHTINGEN.

De Commissie van Buitenlandse Zaken heeft zich ingelaten met de moeilijkheden welke degenen ondervinden die zich trachten te documenteren omtrent de hoofdfeiten uit de buitenlandse politiek of de handelsbedrijvigheid van België.

De grote internationale akten waartoe ons land is toegetreden, zomin als de met de vreemde regeringen gewisselde nota's, zijn opgenomen in brochures welke door het publiek verkrijgbaar zijn of hun plaats in een bibliotheek kunnen vinden. Men schijnt zich niet te bekommeren om het feit dat de rechtsgeleerden, de studenten in de rechtswetenschap, de leerkrachten van de athenea, colleges en middelbare scholen, de journalisten, er belang bij kunnen hebben zich met die documenten vertrouwd te maken.

De Commissie drukt de wens uit dat de bevoegde departementen zouden onderzoeken op welke wijze die wezenlijke leemte in de vorming van de Belgische openbare mening op internationaal gebied kan worden verholpen.

Een instelling van openbaar nut werd zopas onder de benaming « Instituut voor Internationale Betrekkingen » opgericht.

Wellicht kon op haar medewerking een beroep worden gedaan.

7. — INSTELLING VAN HET NIEUWE DEPARTEMENT VAN BUITENLANDSE HANDEL.

Het Departement van Buitenlandse Handel is ingesteld geworden nadat de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel voor het dienstjaar 1947 was uitgewerkt, bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend en door deze goedgekeurd.

Er is dus in de begroting geen spoor te vinden van de toewijzing der bevoegdheden, waartoe in het oude Departement werd overgegaan.

Uit ingewonnen inlichtingen blijkt dat de h. Spaak, benevens de algemene directie der politiek en die der kanselarij en der geschillen, ook nog onder zijn onmiddellijk gezag heeft behouden de persdienst en de rechtskundige dienst afhangende van het Kabinet, alsmede de diensten afhangende van het algemeen secretariaat, te weten :

- de dienst voor de vredesconferenties en de internationale organisatie;
- de afdeling personeel en buitendiensten;
- het protocol;
- de afschrijf- en verzendingsdienst;
- de dienst van het archief;
- de dienst van de adel;
- de vertaaldienst;

de bibliotheekdienst;
de dienst der comptabiliteit;
ten slotte, het paspoortenbureau.

Zijnerzijds bestaat het Ministerie van Buitenlandse Handel uit de vroegere Algemene directie van de Buitenlandse Handel en de Dienst voor Buitenlandse Handel, die weldra zal vervangen worden door de Belgische Nationale Dienst voor Handelsuitbreiding, een werkelijk uitvoeringsorganisme onder parastatale vorm dat niet dient verward met het Nationaal Comité voor Buitenlandse Handel, ingesteld bij koninklijk besluit van 4 December 1926 (*), evenmin als met het Comité van Advies van de Dienst voor Buitenlandse Handel, ingesteld bij koninklijk besluit van 1 October 1933, die beide raadgevende organismen zijn.

Uw Commissie ontveinst zich niet dat in de werking van beide betrokken departementen, in zake aan elkaar grenzende aangelegenheden, aanvankelijk weifelingen zullen voorkomen. Aldus heeft de Commissie met verbazing vastgesteld dat het de Minister van Buitenlandse Handel was die het wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst van Chicago, omtrent de luchtvaart, vóór het Parlement is komen verdedigen.

Zij verlangt dat eenvoudige en praktische regelen eerlang zouden worden uitgewerkt ter bepaling van de modaliteiten van tussenkomst van de Minister van Buitenlandse Handel ten aanzien van de aanwijzing der handelsattaché's, misschien ook der leden van ons consulaire korps, en het sturen van verzoeken om inlichtingen of van onderrichtingen aan onze vertegenwoordigers in het buitenland.

Dezelfde kwestie komt trouwens, hoewel in mindere mate, ook naar voren ten aanzien van de betrekkingen tussen het Departement van Buitenlandse Zaken en de Departementen van Justitie, van Arbeid, van Landbouw, van Economische Zaken, van Koloniën en van Landsverdediging.

Verschillende leden hebben ten deze de wens hernieuwd dat de Regering de kwestie van de aanstelling van culturele, landbouwkundige, sociale en koloniale attaché's, de classificatie van het Protocol van Weenen van 1815 en de eenvormige opleiding van het diplomatiek personeel, welke weinig past bij de verschillende nationale belangen die de Belgische vertegenwoordiging in het buitenland moet kunnen dienen, van nabij zou herzien. De Commissie heeft met voldoening genoteerd dat de Minister, zonder er zich toe te verbinden, toch bereid bleek om een of twee jonge kandidaat-diplomaten bij beurten te detacheren in het bestuur der Kolonie, waar zij zich met het werk dat ons land in Afrika heeft verricht zullen kunnen vertrouwd maken.

*
* *

Na goedkeuring van dit verslag werd de begroting eenparig aangenomen.

De Verslaggever,
H. ROLIN.

De Voorzitter,
R. GILLON.

(*) *Nota.* — Het weze toegestaan ten deze een vergissing recht te zetten, welke in het verslag over de begroting 1946, voorgelegd door de h. Piérard namens de Kamercommissie voor Buitenlandse Zaken (Gedrukt Stuk, Kamer, n^o 116, blz. 21), geslopen is, waar hij de samenstelling van dat Comité opgeeft. De vernoemde leden zijn die welke onlangs werden benoemd. Hij heeft de oude leden, waaronder de uitmuntende voorzitter, de h. Georges Theunis, vergeten.

Lijst der bijlagen.

1. — Memorandum van 9 en 10 November 1944 goedgekeurd bij brieven van 27 December 1944 en 3 Januari 1945 van de hh. Eden en Spaak.
2. — Memorandum van de Belgische Regering van 14 November 1946 betreffende een wijziging van de Duits-Belgische grens (met kaart).
3. — Memorandum van de Belgische Regering van 17 Januari 1947 betreffende de eisen van België ten opzichte van Duitsland.
4. — Memorandum van de Belgische Regering van 17 Januari 1947 aangaande de politiek der geallieerde mogendheden ten opzichte van Duitsland.
5. — Zienswijze van de Belgische Regering betreffende het Vredesverdrag met Oostenrijk, 27 Januari 1947.
6. — Bepalingen voordelig voor België in de Vredesverdragen waarin België niet Partij is.
7. — Verdrag van Frans-Brits Bondgenootschap van 4 Maart 1947.
8. — Tekst van het Engels-Sovjetrussisch Pakt van 26 Mei 1942.
9. — Tekst van het Frans-Sovjetrussisch Pakt van 20 December 1944.
10. — Vergelijkende tabel van de bijzondere handel der Belgisch-Luxemburgse Unie in 1938 en 1946.
11. — Uitvoerige tabel van de buitenlandse handel van België tijdens het eerste kwartaal 1947

(12)

(13)

[N^r 136.]

BIJLAGE 1.

MEMORANDUMS VAN 9 EN 10 NOVEMBER 1944
GOEDGEKEURD BIJ BRIEVEN
VAN 27 DECEMBER 1944 EN 3 JANUARI 1945
VAN DE HH. EDEN EN SPAAK.

**Memorandums van 9 en 10 November 1944
goedgekeurd bij brieven van 27 December 1933 en 3 Januari 1945
van de hh. Eden en Spaak.**

**ASSISTANCE BY THE UNITED KINGDOM IN THE EQUIPMENT
AND TRAINING OF BELGIAN ARMED FORCÉS.**

1. — His Majesty's Government in the United Kingdom wish to give all possible assistance to the Belgian Government in the equipment and training of Belgian armed forces. They believe that such assistance may be welcome to the Belgian Government not only in connexion with the additional forces which the Belgian Government are raising at the present time to take part in hostilities against Germany and to preserve internal security, but also to take part in the occupation of Germany.

2. — In order to be able to meet any requests for British equipment for the Belgian forces, the War Office and the Air Ministry have already made certain provision in their estimates of current and future production. These tentative estimates have been framed with-a view to the requirements of the Belgian Government both for the equipment of units for the purposes of internal security (including frontier guards, gendarmerie, customs officials, etc.) and for the equipment of additional Belgian forces to take part in the occupation of Germany *during the two years immediately following her defeat*. The scale upon which these requirements have been planned for the years 1945-1946 is as follows :

a) *Land forces.*

- (i) *Internal Security.*—Equipment for approximately 20.000 men. This would include issues of equipment already made or to be made through Supreme Headquarters, Allied Expeditionary Force.
- (ii) Forces for the occupation of Germany. A total of three new divisions one to be fully equipped at the end of twelve months from the present time, the second at the end of eighteen months from the present time, and the third at the end of twenty-four months from the present time.

b) *Air Force.*

Within twelve months following the defeat of Germany four new single-engined fighter squadrons and one transport squadron.

3. — It has been ascertained that the United States Government would view favourably arrangements of this character between His Majesty's Government and the Belgian Government.

4. — Meanwhile, the War Office have received through the Belgian Military Attaché at London a request for the equipment of the following units which the Belgian Government are anxious to raise immediately for the participation in the current operations against Germany :

- 18 infantry battalions (on British war establishment basis),
- 6 brigade headquarters and defence platoons,
- 6 brigade support groups.

His Majesty's Government are glad to be able to inform the Belgian Government that, as the various units are formed, an adequate scale of equipment for training can be provided. In due course thereafter full equipment will be provided according to the times when the units are required for operations.

5. — His Majesty's Government suggest that the Belgian Government should send to London as soon as possible the necessary army and air force missions with full authority to discuss with the War Office and Air Ministry the exact requirements of the Belgian armed forces and the time-table for the delivery of the necessary equipment. The army mission would no doubt also discuss the integration of the immediate programme for the Belgian army with the longer-term plans for the expansion of the Belgian forces during the two-year period after the defeat of Germany.

6. — His Majesty's Government also gladly offer the Belgian Government assistance in the training of the Belgian armed forces, as an extension of the arrangements which they have been privileged to make during the war for the training of the Belgian forces which were reconstituted in the United Kingdom. The Air Ministry have already arranged to continue after the defeat of Germany the existing arrangements for the training of Belgian airmen in the United Kingdom.

Foreign Office
9th November 1944.

AIDE-MÉMOIRE.

M. Spaak expressed to M. Eden at their conversation on the 6th November the desire of the Belgian Government to send twenty to thirty thousand Belgian soldiers as soon as possible to the United Kingdom for equipment and training, since it was impracticable in the present conditions for this to be undertaken on Belgian soil. In accordance with his promise to M. Spaak, M. Eden immediately referred this question to the War Office for examination, in connexion with the general offer by His Majesty's Government of assistance in the training of the Belgian Armed Forces made in paragraph 6 of the Foreign Office's memorandum entitled « Assistance by the United Kingdom in the Equipment and Training of Belgian Armed Forces ».

The Foreign Office are glad to be able to inform M. Spaak that the Secretary of State for War has accepted in principle the Belgian Government's proposal to bring Belgian troops to the United Kingdom for equipment and training.

It is suggested that the necessary detailed arrangements shall be worked out between the War Office and the Belgian Army Mission, which was proposed in paragraph 5 of the above mentioned Foreign Office memorandum.

The Belgian Government will, of course, understand that the need to provide suitable accomodation in the United Kingdom (which will inevitably present certain difficulties in present circumstances), and the limited capacity for movement to this country, will mean that the transfer of the Belgian troops will have to be spread in batches over a period. The War Office, however, are fully prepared for the transfer of the men to begin as soon as possible.

Foreign Office

10th November 1944.

(17)

[N^r 136.]

BIJLAGE 2.

**MEMORANDUM
VAN DE
BELGISCHE REGEERING
VAN 14 NOVEMBER 1946**

**Memorandum van de Belgische Regeering
van 14 November 1946.**

**A. — VOORSTEL BETREFFENDE EEN RECTIFICATIE
VAN DE DUITSCH-BELGISCHE GRENS.**

I.

Door artikel 34 van het Verdrag van Versailles, heeft Duitschland, ten voordeele van België, afstand gedaan van alle rechten en aanspraken op de grondgebieden die het geheel van de kreitsen Eupen en Malmedy omvatten.

Een krachtens artikel 35 van hetzelfde Verdrag samengestelde Internationale Commissie werd gelast de nieuwe grens tusschen België en Duitschland te bepalen, rekening houdend met den economischen toestand en met de verkeerswegen. Deze Commissie werd er toe gebracht voorstellen voor te leggen inzake nieuwe toestanden die ten gevolge van de afbakening van de grens geschapen werden.

Krachtens een beslissing, die op 27 Maart 1920 door de Commissie getroffen en op 22 Juli 1920 door de Conferentie der Ambassadeurs bekrachtigd werd, werd het baanvak van den spoorweg die de beide Belgische steden St-Vith (ten Zuiden) en Eupen (ten Noorden) verbindt, hetwelk begrepen is tusschen de grenspalen 657 en 900 dit is tusschen de stations van Kalterherberg en van Raeren aan België toegekend.

In dit vak loopt de spoorweg op een lengte van ongeveer 30 kilometer beurtelings op Belgisch en op Duitsch grondgebied, terwijl hij op zekere plaatsen met de grens zelf overeenkomst. Deze eigenaardigheid heeft de vorming veroorzaakt van zes Duitse enclaves in Belgisch grondgebied, namelijk van Zuid tot Noord : RUITZHOF, MUTZENICH, KONZEN, LAMMERSDORF, ROETGEN, MUNSTERBILDCHEN (zie kaart n^o 1).

Deze toestand was oorzaak dat het Belgisch Bestuur van de spoorweglijn en de Belgische douane-contrôle reeds bij den aanvang bezwaard werden met een zeker aantal erfdienstbaarheden die, in de praktijk voor de gebruikers zoo torgend waren als ze voor de betrokken besturen duur en ondoelmatig bleken te zijn.

Het door de Internationale Commissie voor Grensafbakening vastgestelde bijzondere regime werd opgeteekend in de overeenkomst getiteld « BEPALINGEN BETREFFENDE DE AAN BELGIE EN AAN DUITSCHLAND GEMEENSCHAPPELIJKE GRENS », die op 6 November 1922 te Aken onderteekend werd.

Reeds bij het begin van haar inwerkingtreding bleek nochtans dat sommige van haar bepalingen praktisch onuitvoerbaar waren. België trachtte dan ook met Duitschland een *modus vivendi* omtrent deze punten te sluiten. De Duitse Regeering stemde er slechts in toe dat enkele onder de meest onuitvoerbare regels soepeler zouden gemaakt worden.

Deze wijzigingen maakten het voorwerp uit van de BELGISCH-DUITSCHE SCHIKKING van 7 November 1929 en van de ADDITIONEELE BELGISCH-DUITSCHE SCHIKKING van 10 Mei 1935.

II.

Deze verschillende onderhandelingen lieten niettemin de talrijke bezwaren bestaan — in zekere gevallen werden ze zelfs bevestigd — die voortvloeiden uit de vroegere beslissingen getroffen krachtens de bepalingen van het Verdrag van Versailles, die betrekking hebben op de Belgisch-Duitsche grens. De voornaamste bezwaren worden hieronder van Noord tot Zuid opgenoemd (zie kaart n^r 1).

1. — *Het saillant van Hergenrath.*

Tusschen de grenspalen 1008 en 980 — ten Zuid-Oosten van Aken en ten Noorden van de agglomeratie Hergenrath — vormt de grens een saillant op Belgisch grondgebied in het midden van den vroegeren kreits Eupen die, krachtens artikel 34 van het Verdrag van Versailles, aan België werd toegekend (zie kaart n^r 2).

Dit perceel grondgebied van 50 hectaren werd in 1921 door België aan Duitschland terug afgestaan ten einde den bouw van een goederenstation mogelijk te maken met het oog op het ontlasten van het spoorwegcentrum van Aken. Er werden in dit saillant door de Deutsche overheden grondwerken ondernomen, maar ten gevolge van grondinzakkingen moest dit ontwerp opgegeven worden. Dit saillant wordt door twee spoorwegen en door twee groote banen doorloopen. In verband met het douane- en grenstoezicht, biedt dit saillant schier onoverkomelijke moeilijkheden.

2. — *Baan van Aken naar Raeren.*

De Belgisch-Duitsche grens volgt, tusschen de grenspalen 943 en 920, de baan van Aken naar Raeren die daar zelf op Duitsch grondgebied gelegen is (zie kaart n^r 1). In deze streek wordt op groote schaal smokkelhandel gedreven. De Belgische douane is niet gemachtigd haar contrôle op deze baan uit te oefenen, en de Belgische onderhoorigen, zelfs de grensbewoners, mogen haar slechts onder hinderlijke voorwaarden gebruiken.

3. — *Baan van Rötgen, op de plaats genoemd Fringshaus en vertakking van Fringshaus naar Lammersdorf en Konzen.*

Op Belgisch grondgebied werden de beide banen komend van Lammersdorf (Duitsch grondgebied) en Konzen (idem), die te Fringshaus samenloopen om verder door te loopen naar Rötgen, onder Deutsche souvereiniteit behouden (zie kaart n^r 1). De Deutsche overheden oefenen er hun controle zelfs op het Belgisch verkeer, uit, terwijl de Belgische overheden niet gemachtigd zijn er te instrumenteeren.

4. — *Spoorwegvak Raeren-Kalterherberg. — Deutsche enclaves ten Westen van dezen spoorweg.*

Zooals hierboven vermeld, werd het baanvak van den spoorweg Eupen-St-Vith, dat tusschen de grenspalen 900 en 657 gelegen is, aan België toegekend.

Het reglement van 6 November 1922 en de latere schikkingen van 7 November 1929 en van 10 Mei 1935, hebben aan het Bestuur van de Belgische Spoorwegen, op den weg van Raeren naar Kalterherberg, lastige en tevens beperkende verplichtingen opgelegd waarvan de voornaamste zijn : het verplicht

verkeer van een overdreven aantal treinen, de aan de Duitsche rechtbanken toegekende bevoegdheid in geval van geschillen, de toepassing van de Duitsche spoorwegtarieven en spoorwegreglementen, het aannemen van de mark als betaalmiddel.

Kortom, alhoewel de spoorlijn en de daaraan gelegen stations ontegensprekelijk Belgisch zijn, wordt de spoorweg, krachtens de, voornoemde akkoorden beschouwd als zijnde Duitsch uit het drievoudig oogpunt van het personenverkeer, van de douane-controle en van de deviezen-controle. Dit beteekent dat de Belgische gebruikers van deze lijn, tusschen Raeren en Kalterherberg, op Belgisch grondgebied aan de reglementen, de controle en de sancties van de Duitsche overheden onderworpen zijn.

Het bestaan van zes Duitsche enclaves op Belgisch grondgebied, ten Westen van den spoorweg, heeft de moeilijkheden verbonden aan het beheer en de exploitatie van den spoorweg en aan de grenspolitie nog verergerd. (Enclaves van Münsterbildchen, Rötgen, Lammersdorf, Konzen, Mützenich en Ruitzhof.) (Zie kaarten 1, 3 en 4.)

5. — *De insnijding van Sourbrodt.*

Tusschen de grenspalen 652 en 648 maakt de grens een insnijding in Belgisch grondgebied, met een oppervlakte van ongeveer 7 hectaren, die als gevolg heeft dat een baan die het Belgisch station van Kalterherberg verbindt met de Belgische gemeente Elsenborn, op een lengte van 200 meter op Duitsch grondgebied wordt geplaatst. (Zie kaart n^o 4.)

6. — *Enclave van Hemmeres, langs den Belgischen spoorweg van St-Vith naar Trois-Vierges.*

Tusschen de grenssteen 159 en 151 vertoont de van het eene einde tot het andere Belgische spoorweg die de stad St-Vith met de localiteit Trois-Vierges verbindt, een anomalie die hierin bestaat dat hij den Duitschen kreits Prüm op een lengte van ongeveer 1 kilometer doorloopt.

Door deze eigenaardigheid werd op Belgisch grondgebied een Duitsche enclave tot stand gebracht, die minder dan een halve kilometer oppervlakte heeft en waarop 5 huizen staan. (Zie kaart n^o 1.)

III.

De loop van de Belgisch-Duitsche grens op verschillende punten gelegen tusschen de grenspalen 1008 en 151 en de ingewikkelde reglementeering waartoe deze loop aanleiding heeft gegeven, hebben voor de inwoners van de beoogde streek, tallooze moeilijkheden doen oprijzen. Zij zijn oorzaak geweest van talrijke incidenten tusschen de overheden en de inwoners die er afhankelijk van zijn en tevens van incidenten tusschen de plaatselijke overheden van beide landen. Deze toestand heeft dan ook een ongunstigen invloed op de betrekkingen tusschen België en Duitschland uitgeoefend.

Ten einde deze bezwaren te verhelpen heeft de Belgische Regeering dan ook een plan ter studie gelegd, ingegeven door de zorg daaraan de meest rationeele correcties aan te brengen, op zulke wijze dat de grenslijn en het statuut van de inwoners zoo weinig mogelijk gewijzigd worden. De voorstellen van de Belgische Regeering beoogen van den eenen kant de Belgische souvereiniteit

vrij te maken van niet te rechtvaardigen erfdiensbaarheden en van den anderen kant, territoriale wijzigingen te verwezenlijken die strikt aangepast zijn aan de noodzakelijkheid de oorzaken en de voorwendsels van de huidige moeilijkheden te doen verdwijnen.

De Belgische voorstellen kunnen samengevat worden als volgt :

Het Reglement van 6 November 1922 en de Belgisch-Duitsche Schikkingen van 7 November 1929 en 10 Mei 1935 zouden afgeschaft worden.

De Belgische Regeering zou zich het recht voorbehouden hetzij enkele van hun bepalingen in werking te houden, hetzij deze bepalingen aan den nieuwen toestand aan te passen ten einde inzonderheid het grensregime in verband met den toestand der personen en der goederen te regelen.

Bovendien stelt de Belgische Regeering volgende territoriale wijzigingen voor :

1^o De nieuwe grens tusschen de grenspalen 1008 en 980 zou een dwarslijn volgen die het huidig saillant van Hergenrath afsnijdt;

2^o De baan van Aken naar Raeren, tusschen de grenspalen 920 en 943, zou onder Belgische souvereiniteit geplaatst worden, met inbegrip van de plaats van het Duitsche tolkantoor, gelegen aan de snijding tusschen deze baan en de baan van Ober-Forstbach. Het vak van de baan van Over-Forstbach dat zich voor gezegd tolkantoor bevindt, zou aan België toegekend worden;

3^o De banen van Rötgen naar Fringshaus en van daar naar Lammersdorf en Konzen zouden onder Belgische souvereiniteit geplaatst worden;

4^o Tusschen de grenspalen 900 en 657 zou de grens de lijn van den spoorweg volgen, waarvan de grond en de stations, die haar bedienen reeds onder Belgische souvereinitiet staan.

De onder II, 4^o, hierboven vernoemde zes Duitsche enclaves zouden onder Belgische souvereiniteit geplaatst worden.

In afwijking van alinea I, zou het deel van de gemeente Rötgen gelegen ten Oosten van den spoorweg, in het Belgisch grondgebied opgenomen worden. Op die plaats zou de grens een lijn volgen die vertrekt van grenspaal 886 F, om opnieuw uit te loopen op den spoorweg, ter hoogte van grenspaal 790, na de zuidelijke grens van de waterkom van Dreilägerbach en de beek van denzelfden naam bereikt en gevolgd te hebben. (Zie kaart n^o 3.)

Deze afwijking steunt op de volgende redenen :

Hiermede zou vermeden worden dat de sociale en economische eenheid van deze gemeente door de grens zou gesplitst worden. De velden en tuinen bebouwd door de bevolking, woonachtig ten Oosten van dezen spoorweg, bevinden zich meerendeels ten Westen van dezen spoorweg. Bovendien, zijn de bosschen van de gemeente Rötgen reeds thans tot beloop van 70 %, op Belgisch grondgebied gelegen.

De groote baan en verschillende wegen doorkruisen den spoorweg, om de twee deelen van Rötgen met mekaar in verbinding te brengen. Indien de grens den spoorweg zou volgen, dan zou de douane-controle eischen dat al deze wegen, met uitzondering van één, zouden afgesloten worden, hetgeen neerdrukkend zou werken op gansch de activiteit van dit dorp. Het is dus in het belang van zijn bevolking dat dit dorp heelemaal in het Belgisch grondgebied zou opgenomen worden. (Zie kaart n^o 3.)

De noodzakelijkheid om een gemeenschappelijk statuut te voorzien voor de inwoners van deze gemeente wordt bevestigd door het feit dat de groote baan, die Rötgen doorkruist, Belgisch zou worden in de twee vakken die haar van den eenen kant, ten Noorden met Aken via Münsterbildchen en van den anderen kant, ten Zuid-Oosten, met Monschau via Fringshaus verbinden, en dat op die wijze, indien de inwoners van Rötgen Duitsch bleven, zij hun dorp niet zouden kunnen verlaten dan door het gebruiken van vreemde banen of van een vreemde spoorweg.

5º Tusschen de grenspalen 652 en 648, zou de grens gevormd worden door de beek Breitenbach. (Zie kaart n^r 4.)

6º Tusschen de grenspalen 159 en 151 zou het grondgebied dat zich ten Westen van den spoorweg van St-Vith naar Trois-Vierges bevindt, alsmede een vrije boord van een honderdtal meter ten Oosten van den spoorweg, aan België toegekend worden. (Zie kaart n^r 5.)

* * *

Het geheel van de grondgebieden omvat in de hierboven voorgestelde rectificaties, bedraagt een totale oppervlakte van ongeveer 30 Km² en bevat een globale bevolking die op 3.850 inwoners geschat wordt.

In geval de hierboven opgenoemde voorstellen zouden aangenomen worden, zou het Bestuur van de Belgische Spoorwegen, geleid door de regels die de normale exploitatie zijner diensten beheerschen, de noodige schikkingen nemen in verband met den nieuwen toestand die langs de Belgisch-Duitsche grens zou tot stand gebracht worden.

De Belgische douanen, van hun kant, zouden overgaan tot de installatie der bureelen en posten die door het plaatselijk verkeer en het grensverkeer vereischt zijn.

IV.

Het gevolg daarvan zou zijn

1º dat de enclaves en zekere onregelmatigheden veroorzaakt door de huidige grenslijn zouden afgeschaft worden;

2º dat de spoorweg Eupen-St-Vith die het Duitse grondgebied niet meer zou doorloopen, niet langer aan bijzondere erfdienstbaarheden zou moeten onderworpen zijn en hij werkelijk als een Belgische lijn zou kunnen geëxploiteerd worden;

3º dat er geen superpositie en dooreenstrengeling van souvereiniteit meer zou zijn en dus geen oorzaak van conflicten en wrijvingen tusschen beide Staten. De respectieve bevoegdheid van de administraties en rechtsinstanties van beide landen zou op eenvoudige en normale wijze bepaald worden en zou met meer gemak kunnen uitgeoefend worden;

4º dat de belangen van de inwoners zoowel van Belgische zijde als van Duitse zijde, wat het verkeer betreft, zouden gevrijwaard zijn door een grensregime dat door de Belgische Regeering zou ingesteld worden. Bovendien, zou het wegverkeer in de Duitse grenszone verzekerd kunnen worden door de baan bestaande tusschen Schleiden en Monschau, Imgenbroich, Simmerath, Lammersdorf, Zweifal, Stolberg. Van uit Zweifal, zou de aansluiting langs Breinig en Kornelimünster naar Aken door het Duitse bestuur gemakkelijk kunnen verbeterd worden;

5^o dat deze voordeelen zouden verkregen worden door geringe territoriale wijzigingen, waarbij elke bijbedoeling van uitbreiding uitgesloten is en die slechts ten doel hebben de in 't oog vallende bezwaren van een gebrekkigen toestand te verbeteren.

De hierboven vermelde grensrectificatie is op het oogenblik de eenige eisch van territorialen aard die door de Belgische Regeering gesteld wordt. De Belgische Regeering behoudt zich nochtans het recht voor aanvullende eischen te doen gelden, in geval andere geallieerde Staten territoriale uitbreidingen ten koste van Duitschland en/of correlatieve economische voordeelen zouden bekomen.

B. — VOORSTELLEN VAN ECONOMISCHEN AARD.

I.

Er werden schikkingen overwogen die er toe strekken aan Geallieerde Staten, naburen van Duitschland, definitief of tijdelijk, zekere belangrijke elementen van het economisch gebied van Duitschland over te maken.

Voor de tweede maal in een kwarteeuw moet de Belgische bevolking de aanzienlijke verliezen herstellen die Duitschland haar, door zijn aanval, toegebracht heeft. Het is billijk dat België vergoedingen verkrijgt gelijk aan diegene die zullen toegestaan worden aan de Geallieerde Staten, die zich in een toestand bevinden gelijkaardig aan dien van België.

De Belgische Regeering vraagt een billijk deel in de exploitatie van de natuurlijke rijkdommen van West-Duitschland. Zij behoudt zich voor haar eischen dienaangaande later nauwkeurig te bepalen.

II.

De transito-betrekkingen met Duitschland, hetzij het gaat om vervoerverrichtingen of om handelsverrichtingen, zijn van hoofdzakelijk belang voor België. De Belgische Regeering vraagt wezenlijke waarborgen tegen elken maatregel die in Duitschland zou kunnen getroffen worden op het gebied van de openbare werken, van de tarieven- en tolpolitiek, van de wissel-controle of op elke andere wijze en die deze transito-betrekkingen zou aantasten of er toe zou strekken het verkeer af te leiden van zijn natuurlijke wegen naar de Belgische havens.

N° 136 Nl.

1946 – 1947

Kaart

Cfr. 35 mm.

1 plan

(25)

[N^r 136.]

BIJLAGE 3.

**MEMORANDUM
VAN DE
BELGISCHE REGEERING
VAN 17 JANUARI 1947
BETREFFENDE DE EISCHEN VAN BELGIE
TEN OPZICHTE VAN DUITSCHLAND**

**Memorandum van de Belgische Regeering
van 17 Januari 1947
betreffende de eischen van België
ten opzichte van Duitschland.**

ALGEMEENE OPMERKINGEN.

1. — In haar Memorandum van 14 November 1946, overhandigd aan de leden van den Raad der Ministers van Buitenlandsche Zaken, die te New-York vergaderd waren, had de Belgische Regeering het volgende voorbehoud gemaakt :

« De hierboven vermelde grensrectificatie is op het oogenblik de eenige eisch van territorialen aard die door de Belgische Regeering gesteld wordt. De Belgische Regeering behoudt zich nochtans het recht voor aanvullende eischen te doen gelden, ingeval andere geallieerde staten territoriale uitbreidingen ten koste van Duitschland en/of correlatieve economische voordeelen zouden bekomen.

» Er werden schikkingen overwogen die er toe strekken aan Geallieerde Staten naburen van Duitschland, definitief of tijdelijk, zekere belangrijke elementen van het economisch gebied van Duitschland over te maken. Voor de tweede maal in een kwarteeuw moet de Belgische bevolking de aanzienlijke verliezen herstellen die Duitschland haar, door zijn aanval, toegebracht heeft. Het is billijk dat België vergoedingen verkrijgt gelijk aan diegene die zullen toegestaan worden aan de Geallieerde Staten die zich in een toestand bevinden gelijkaardig aan dien van België. De Belgische Regeering vraagt een billijk deel in de exploitatie van de natuurlijke rijkdommen van West-Duitschland. Zij behoudt zich voor haar eischen dienaangaande later nauwkeurig te bepalen. »

2. — Voornoemd Memorandum bevatte een vraag om grensrectificatie die slechts geringe wijzigingen van territorialen aard en beperkte voordeelen van economischen aard meebrengt..

Nochtans hebben zekere Staten hun gezag reeds uitgebreid of zijn dit thans aan het uitbreiden over gedeelten van het Duitse grondgebied en over de daarin bevatte rijkdommen van den boden en den ondergrond.

Andere Staten hebben aanvragen ingediend om bepaalde Duitse grondgebieden te annexeren of zich bepaalde rijkdommen van Duitschland toe te eigenen.

Deze handelingen en deze eischen vinden in principie hun reden in den wensch van deze landen zich schadeloos te stellen voor het nadeel dat Duitschland hun berokkend heeft.

Dienaangaande past het hier op te merken dat de kwestie der herstelbetalingen reeds behandeld en opgelost werd wat betreft het aandeel der verschillende landen, die recht hebben op herstelbetalingen en wat betreft een zeker aantal van de goederen die als herstelbetaling kunnen toegekend worden. (Akkoord van Potsdam van 2 Augustus 1945 en Akkoord van Parijs betreffende de Herstelbetalingen van 14 Januari 1946.)

Eischen van politieken, territorialen of van een anderen aard tergelegenheid van het regelen van den vrede met Duitschland blijven evenwel mogelijk. (Zie o.m. art. 2 B (III) van het Akkoord van Parijs.)

Ingeval zekere Staten Deutsche grondgebieden zouden annexeren of zich zekere rijkdommen van Duitschland zouden toeëigenen, zou het wel moeten verstaan zijn dat de verplichting om herstelbetalingen te leveren, hetzij ze uit deze grondgebieden afkomstig zijn of van deze rijkdommen afgenomen worden, behouden blijft en dat aan België billijke vergoedingen zouden moeten verleend worden.

3. — België is bewust van de gevaren die zouden ontstaan uit een vermeerdering van het afstaan van grondgebieden door Duitschland. Het zou evenwel niet kunnen aannemen dat het feit dat het er van afziet voordeel te trekken uit dergelijke gebiedsoverdrachten voor België zou uitloopen op een nadeelige differentieering.

4. — Onder dit voorbehoud, stelt België voor het oogenblik ten opzichte van Duitschland slechts eischen van economischen aard.

Deze eischen omvatten de levering van zekere producten van bepaalde hoedanigheden en in bepaalde hoeveelheden. De hoeveelheden werden berekend op de basis van den vooroorlogischen Belgischen invoer, met uitsluiting van elke uitbreiding der Belgische nijverheid.

De producten en hun hoedanigheid werden bepaald met inachtneming van de essentieele behoeften van België. (Zie hieronder n^o 6.)

Anderzijds, strekken de Belgische eischen zich ook uit tot het gebied van het vervoer en de verbindingen en tot andere domeinen. (Zie 7 tot 12 hieronder.)

5. — Wat betreft de voordeelen van economischen aard, die van Duitschland gevraagd worden, wenscht België afdoende waarborgen inzake de levering te bekomen. Te dien einde stelt het verschillende modaliteiten voor : de overdracht van den eigendom der exploitaties, de vergunning der exploitatie een door de bevoegde overheid onderteekende verbintenis, of elke andere soortgelijke formule.

Indien de schadevergoeding die België van Duitschland zou bekomen, onvoldoende zou blijken in verhouding tot de door de andere Staten verkregen voordeelen, behoudt België zich het recht voor correlatieve voordeelen te vragen, hetzij aan de Staten die voordeel uit Duitschland trekken, hetzij aan degene die ze toegestaan hebben.

EISCHEN STREKKEND TOT DE LEVERING VAN GRONDSTOFFEN EN VAN ELECTRISCHE DRIJFKRACHT.

6. — A. VOORWERPEN.

1^o Steenkolen.

België eischt 6,6 miljoen ton per jaar, op de basis van den invoer in België gedurende het jaar 1947, die 6,6 miljoen ton steenkool bedroeg.

2^o Electriciteit.

België eischt dat door Duitschland een drijfkraft van 150.000 kW te zijner beschikking worde gesteld, overeenkomend met een levering van 70.000.000 kilowattuur per jaar. De aldus geleverde elektrische stroom zal van goede hoedanigheid moeten zijn en 50 periodes per seconde moeten bedragen.

3^o *Bruinkool.*

België eischt de bruinkool-briketten vervaardigd in verhouding tot de voortbrenging van de onder 2^o hiervoren geëischte elektrische drijfkracht, namelijk ongeveer 1.000.000 ton per jaar.

4^o *Zout.*

België eischt 300.000 ton industrieel zout per jaar met een gehalte van 98/99 % NaCl en 80.000 ton kreukenzout per jaar.

5^o *Kalium.*

België eischt 100.000 ton kalizouten per jaar uitgedrukt in het æquivalent K₂O.

6^o *Bariet.*

België eischt 27.000 ton natuurlijk bariumsulfaat in rotsvorm per jaar.

7^o *Hout.*

België eischt 500.000 kubieke meter hout per jaar, waarvan 300.000 kubieke meter mijnhout en 200.000 kubieke meter bestekhout.

B. MODALITEITEN VAN TOEEIGENING.

1^o *Steenkool.*

Duitschland zal gehouden zijn de geëischte heveelheid gedurende een periode van veertig jaar ter beschikking van België te stellen.

België behoudt zich het recht voor de hoedanigheid te bepalen die het verkiest. Indien een ander land kolenvelden zou verkrijgen, vraagt België een evenredig voordeel onder den vorm van den eigendom van zekere concessies en bij voorkeur van de concessies van Haus Aden, Haus Aden - Fortsetzung en Monopol Grimberg.

2^o *Electriciteit.*

a) Afstand aan België, in vollen eigendom, van elektrische centrales, die in het bruinkoolbekken ten Westen van Keulen gelegen zijn, te weten :

Fortuna I,
Fortuna II,
Fortuna Nord,
Frimmersdorf,

met de bruinkoolmijnen, de concessies van bruinkoolexploitatie, de fabrieken van briketten en alle andere bijhorige installaties.

b) In haar loop over Duitsch grondgebied, afstand aan België, in vollen eigendom, van de rechtstreeksche lijn van overbrenging van elektrische drijfkracht aan 220.000 V. gaande van Brauweiler tot Jupille en van de lijnen, die de hierboven onder a) genoemde elektrische centrale verbinden met het station van Braunweiler.

Met het oog evenwel op een rationeele exploitatie, zal Duitschland aan België de levering waarborgen langs het Duitse kabelnet, van de geëischte drijf-

kracht van 150.000 kW, en op die voorwaarde zullen de aan België afgestane centrales hun productie aan het Duitsche net leveren. De modaliteiten van deze verrichting zullen later bepaald worden.

België behoudt zich evenwel uitdrukkelijk het recht voor de centrales die aan hetzelfde worden afgestaan, af te schakelen van het Duitsche kabelnet en ze rechtstreeks met het Belgische net in verbinding te stellen.

3^o *Bruinkool.*

België eischt den vollen eigendom van en de vrije beschikking over de bruinkool-briketten, die zullen vervaardigd geworden zijn in de fabrieken gehecht aan de centrales Fortuna I, II, Nord en Frimmersdorf of een gelijkwaardige hoeveelheid door andere fabrieken voortgebracht, en ten minste 1 miljoen ton per jaar.

4^o *Zout.*

Gewaarborgde levering tijdens een periode van veertig jaar.

5^o *Kalium.*

Gewaarborgde levering tijdens een periode van veertig jaar.

6^o *Bariet.*

Gewaarborgde levering tijdens een periode van veertig jaar.

7^o *Hout.*

Aangezien regelmatige leveringen der gevraagde hoeveelheid hout van bijzonder belang zijn voor zijn economie, behoudt België zich voor, den afstand van zekere aangrenzende boschgebieden te eischen.

C. OPMERKINGEN.

a) Indien de concessies, mijnen, fabrieken, werkplaatsen en alle andere installaties of domeinen, die rechtstreeks of onrechtstreeks bestemd zijn voor de opdelving of de productie der hierboven geëischte goederen, de eigendom zouden zijn van Belgische natuurlijke of rechtspersonen, zou Duitschland gehouden zijn hun de goederen in kwestie tegen den normalen prijs der Duitsche binnenlandsche markt te betalen en onmiddellijk de vrije overdracht toe te laten van de eventueele winsten van gezegde eigenaars of exploitanten tegen een door het Internationaal Monetair Fonds aangenomen wisselkoers.

b) België verklaart dat, indien het met Duitschland handelsovereenkomsten zou sluiten die o.m. betrekking hebben op aanvullende leveringen van producten welke het voorwerp dezer eischen uitmaken, zijn deel in de verplichte levering aan hetzelfde geheel onder de overeengehouden voorwaarden zal moeten behouden blijven, zonder dat Duitschland dienaangaande een discussie zou kunnen openen met het oog op een herziening.

D. PRIJS.

Het zou billijk zijn dat de hierboven vastgestelde leveringen kosteloos zouden uitgevoerd worden.

België is er zich nochtans van bewust dat de Bezettende Mogendheden zware lasten op zich nemen ten einde het Duitsche volk een minimum-ravitailleering te bezorgen en dat de Bezettende Mogendheden er toe gebracht werden te dien einde gebruik te maken van de Duitsche productie om deze bevoorrading te financieren.

Van den anderen kant wenscht België zijn normaal uitvoerverkeer naar Duitschland te hernemen, zoowel om het evenwicht der economische betrekkingen met dat land te herstellen als om tot zijn bevoorrading bij te dragen.

In de mate waarin het niet mogelijk zou blijken de leveringen waaraan België behoefte heeft onmiddellijk kosteloos te bekomen, zal dit laatste bereid zijn te betalen wat aan hetzelfde niet kosteloos zou kunnen geleverd worden, maar in dat geval zullen de prijs, de munt en de betalingsmodaliteiten vrij moeten besproken worden tusschen België en de belanghebbende Mogendheden.

Dit voorstel kan echter in geen geval afbreuk doen aan het recht van België om de geëischte kosteloze leveringen van Duitschland te bekomen.

EISCHEN BETREFFENDE HET VERVOER EN DE VERBINDINGEN.

7. — a) *Herstel op den Rijn van een regime van vrijheid en gelijkheid.*

De Rijn, die een werktuig der Duitsche hegemonie in West-Europa was geworden, moet opnieuw geheel vrij worden. Duitschland moet dan ook het regime erkennen vastgesteld door de Overeenkomst van Mannheim en het Verdrag van Versailles, dat o.m. de aanvaarding door Duitschland der herziening van het Rijnstatuut voorzag.

b) *Verbod het verkeer naar de Duitsche havens af te leiden.*

Om de afleiding naar de Duitsche havens te vermijden van het verkeer, dat normaal den weg van den Rijn of het Belgisch spoorwegnet dient te volgen, moet men Duitschland beletten het aanleggen voort te zetten of te ondernemen van waterwegen, begonnen, ontworpen of nog te ontwerpen in een geest van autarcie en een vervoerpolitiek te voeren die het verkeer op kunstmatige wijze naar zijn havens afleidt.

Er moet aan Duitschland verboden worden op eenigerlei wijze gunsttarieven, premies, subsidies, teruggaven en andere voorkeurvoroodeelen in te voeren of helpen in te voeren die van aard zijn om, ten gunste van zijn havens en vervoerwegen, het verkeer af te leiden, dat anders normaal langs de havens en de verbindingswegen van andere landen zou gaan.

Er moet aan Duitschland verboden worden alle subsidies, premies, monopolies, toelagen, prioriteiten of alle andere maatregelen toe te kennen die er toe strekken zijn vervoerondernemingen, zijn binnenschippers en zijn binnenschepen tegenover die van België te bevooroordeelen.

c) Beperking der Deutsche Rijnvloot.

Om zijn overval voor te bereiden, heeft Duitschland in hooge mate gebruik gemaakt van den Rijn, waarvan de scheepvaart nauw verbonden is met de bedrijvigheid der mijn-, metaal- en chemische nijverheden van het Rijnsch-Westfaalsche bekken.

De groote « Konzerns », die zooveel bijgedragen hebben tot de samenstelling van het Deutsche oorlogspotentieel, hadden de Rijnvloot uitgebreid en gemoderniseerd door den aankoop van machtige motorschepen en sleepboten. Het is volstrekt noodig de overtollige tonnenmaat der Rijnvloot, die Duitschland bezit en die de behoeften van dit land in vreedstijd overschrijdt, te niet te doen, alsmede het aantal snelle eenheden — machtige motorschepen en sleepboten — die een groote beweeglijkheid aan zijn vloot verzekeren, te beperken.

Te dien einde zal de Deutsche Rijnvloot dienen beperkt te worden tot een tonnemaat, beantwoordend aan de behoeften van de Deutsche binnenscheepvaart, zonder dat Duitschland op het monopolie van dit verkeer zou kunnen aanspraak worden.

De Rijnvloot, waarvan hier sprake, is degene die bestemd is voor de vaart niet alleen op den Rijn, maar ook op de volgende bevaarbare bijrivieren van den Rijn : Moezel, Neckar, Main, Lahn, alsmede op de kanalen die den Rijn met den Wezer en met de Eems verbinden.

d) Wederopbouw der Belgische Rijnvloot.

Het is verstaan dat Duitschland de binnenschepen, die nog op zijn grondgebied weerhouden worden, in goeden staat aan België zal teruggeven.

De beperking der Rijnvloot, hiervoren onder c) voorzien, zal binnen een zekeren tijd een overschot van schepen beschikbaar maken, dat zal moeten toegewezen worden aan de landen waarvan de vloot tengevolge van den oorlog verliezen ondergaan heeft. De aan de Deutsche vloot aldus onttrokken schepen zullen nochtans op het Rijnnet blijven; wegens hun aard zou het daarenboven niet anders kunnen zijn. Deze verandering van eigendom zou dus niet schaden aan den goeden gang van het vervoer op dit net waaraan de Belgische Rijnvloot eveneens zou willen deelnemen, zoodra de vrijheid en de gelijkheid van behandeling ten volle zullen hersteld zijn.

Er dient aan herinnerd te worden dat vóór den oorlog de tonnemaat der Rijnvloten ruimschoots de behoeften van dien tijd te boven ging, die nochtans zeer opgedreven waren door de behoeften der Deutsche herbewapening. Reeds te dien tijde werden verschillende systemen overwogen ten einde die overmaat van vervoermiddelen op den Rijn te verminderen. Zelfs in den huidige staat van algemeene vermindering der vloten is een gebrek aan tonnemaat om in de verminderde behoeften der Deutsche economie te voorzien geenzins te vreezen.

Om die redenen vraagt België, dat wenscht zijn betrekkelijke positie van vóór den oorlog terug te vinden, dat Duitschland zonder uitstel aan hetzelfde volgend materieel voor de binnenscheepvaart zou afstaan, af te nemen van zijn Rijnvloot:

10.000 paardekracht radersleepboten (met stoom of met motor) : voor het verkeer op den Boven Rijn;

5.000 paardekracht schroefsleepboten (met stoom of met motor) : voor het verkeer op den Midden Rijn en den Beneden Rijn;

15.000 ton motorschepen van 400 tot 800 ton, met een drijfkracht van ongeveer 12.000 paardekracht in totaal;

2.000 ton tankschuiten met motor;

5.000 ton tankschuiten, zonder mechanische propulsie;

150.000 ton gewone aken, van het type R.H.K. en D.E.K.

De eenheden, die moeten afgestaan worden, zullen bij voorkeur afgenomen worden van de vloot der groote Deutsche binnenscheepvaartmaatschappijen en zij zullen onder de jongste eenheden gekozen worden.

De eenheden zullen in vollen eigendom afgestaan worden en zullen met geen enkel zakelijk recht, noch met eenigen last van welken aard ook bezwaard zijn.

Zij zullen in zeer goeden staat moeten zijn, klaar om het verkeer te verzekeren waarvoor zij gebouwd zijn en voorzien van hun takelwerk, uitrusting en wisselstukken.

In afwachting dat de leveringen uitgevoerd zijn, moet Duitschland den sleepdienst op de basis Ruhr/Mannheim van 15.000 ton lading per maand in beide richtingen verzekeren, onder de normale voorwaarden, van de Deutsche binnenscheepmarkt.

e) *Vergunning tot het baggeren van zand en kiezelzand in den Rijn op Duitsch grondgebied.*

België eischt voor een periode van veertig jaar een vergunning tot het baggeren van zand en kiezelzand in den Rijn in de streek van Rees.

f) *Kanaal Rijn-Donau.*

In de artikelen 331 en 353 van het Verdrag van Versailles wordt melding gemaakt van een kanaal met groote doorsnede, dat gegraven moet worden om den Rijn met den Donau te verbinden. De verbinding Rijn-Donau, door de kanalisatie van den Main, het aanleggen van een kanaal Main-Donau, werd door Duitschland begonnen. In het belang eener goede organisatie van Europa, zou het door Duitschland begonnen werk moeten voltooid worden binnen een termijn die tien jaar niet overschrijdt.

g) *Kanaal Rijn-Antwerpen-Schelde.*

Luidens artikel 361 van het Verdrag van Versailles had België het recht om het Deutsche vak van een kanaal dat ter hoogte van Ruhrort de Maas met den Rijn zou verbinden, door Duitschland te doen aanleggen. Het beschikte over vijf en twintig jaar om de optie op te nemen.

De optie is niet opgenomen geworden. België verzaakt niet aan het recht dat aan hetzelfde door het Verdrag van Versailles, werd toegekend en vraagt dat de termijn met tien jaar zou verlengd worden met ingang van het van kracht worden van het Vredesverdrag met Duitschland.

h) *Spoorwegvervoer.*

Indien het Belgisch materieel, dat zich nog in Duitschland bevindt, niet gerepatrieerd wordt, eischt België de levering van overeenkomend Duitsch materieel dat thans bestaat.

i) *Wegvervoer.*

België eischt de levering van 500 autobussen en 500 toerauto's in zeer goeden staat of nieuw, van een type dat voor de Belgische wegen geschikt is, en voorzien van de vereischte wisselstukken.

KUNSTWERKEN EN GESCHIEDKUNDIGE ARCHIEVEN.

8. — Als vergoeding voor de vernieling van kunstwerken, die in België tengevolge van den Duitschen overval veroorzaakt werd, eischt België de levering van zekere kunstwerken, van het Duitsche patrimonium af te nemen; België eischt eveneens de geschiedkundige archieven op, waarin het bijzonder belang stelt.

Deze kunstwerken en archieven zullen later nader bepaald worden.

BREVETTEN EN ARCHIEVEN.

9. — Wat betreft den industrieelen eigendom, de fabricage en technologische procédés, de economische, politieke en andere archieven, die in het bezit zijn van Duitsche natuurlijke of rechtspersonen, zoowel private als openbare, wenscht België zijn rechten te doen gelden om toegang daartoe te hebben en er gebruik van te maken.

WATER.

10. — België eischt den bouw, en door Duitschland op kosten van dat land, van een tunnel voor watertoevoer gaande van het meer van Heimbach en uitmondend in België in de Vesder stroomopwaarts van Limburg.

België zal te bekwaamer tijd de aanwijzingen geven die noodig zijn voor de uitvoering van dit kunstwerk.

DIVERSEN.

11. — De Belgische Regeering wenscht dat de goederen, belangen en rechten van allen aard, toebehoorend aan Belgische natuurlijke of rechtspersonen in Duitschland niet alleen gevrijwaard maar tegen alle onderscheidingsmaatregelen of maatregelen tot verbeurdverklaring gewaarborgd zullen worden.

Indien er Belgische goederen, belangen en rechten door de cartellisatie — socialisatie, nationalisatie of alle andere soortgelijke maatregelen zouden getroffen worden, zou een passende vergoeding moeten verzekerd worden. Het beloop ervan zou het voorwerp moeten uitmaken van een onderbehandeling tusschen de Belgische Regeering en de bevoegde overheden in Duitschland.

Indien deze vergoeding door stortingen in geldspeciën zou geschieden, zou het integrale bedrag er van vrijelijk en onmiddellijk beschikbaar en voor overdracht vatbaar moeten zijn, in de munt, die door België zal gekozen worden.

12. — De Belgische Regeering behoudt zich het recht voor later andere eischen van algemeenen of bijzonderen aard ten opzichte van Duitschland in te dienen.

(34)

(35)

[N^o 136.]

BIJLAGE 4.

**MEMORANDUM VAN DE BELGISCHE REGEERING
VAN 17 JANUARI 1947
AANGAANDE DE POLITIEK DER GEALLIEERDE MOGENDHEDEN
TEN OPZICHTE VAN DUITSCHLAND.**

**Memorandum van de Belgische Regeering van 17 Januari 1947
aangaande de politiek der geallieerde mogendheden
ten opzichte van Duitschland.**

I.

ALGEMEENE OPMERKINGEN.

1. — Het beleid van Duitschland geschiedt thans op grond van een politiek waarvan de grondvesten door de verklaringen van 5 Juni 1945 en door de besluiten van Potsdam van 2 Augustus daarop volgend vastgesteld werden.

Hoofdzaak is te voorkomen dat Duitschland opnieuw een bedreiging zou worden voor den wereldvrede. Zooals in den tekst van Potsdam wordt gezegd, « zullen het Duitsche militarisme en het nazisme uitgeroeid worden en zullen de Gealliëerden thans en in de toekomst, de andere maatregelen treffen die noodzakelijk zijn om te voorkomen dat Duitschland ooit nog voor zijn naburen of voor den wereldvrede een bedreiging zou wezen ». De politiek der Gealliëerden beoogt echter niet « het Duitsche Volk te vernietigen of het tot slavernij te brengen ». Dit stelsel heeft als einddoel, het Duitsche politieke leven op democratische basis weder op te bouwen en Duitschland te laten medewerken aan een vreedzame organisatie van de wereld.

2. — Het Akkoord van Potsdam heeft richtlijnen vastgelegd met het oog op de verwezenlijking van dit dubbel doel : op politiek gebied heeft het de ontwapening, de demilitarisatie en de « denazificatie » van Duitschland opgelegd ; op economisch gebied heeft het aan hetzelfde het verbod opgelegd om oorlogsmaterieel te vervaardigen, alsmede de beperking van zekere takken der productie en van den invoer ; ten slotte eischte het de decentralisatie van de privaateconomie en de daartoe noodige contrôles. Anderzijds, wordt op het eerstgenoemd gebied in het Akkoord van Potsdam aangeraden het beleid der Duitsche zaken te richten op de decentralisatie van de politieke structuur en op de uitbreiding van de plaatselijke verantwoordelijkheid ; op het tweede gebied, wordt aangeraden Duitschland als een economische eenheid te behandelen, er de industriën met vreedzaam karakter uit te breiden en op deze nieuwe grondslagen een binnenlandsch en buitenlandsch evenwicht tot stand te brengen. Naar het oordeel van de Belgische Regeering, zou het akkoord van Potsdam als basis voor de besprekingen dienen genomen te worden ; sommige van zijn bepalingen zouden moeten bevestigd worden, terwijl andere verbeterd en nog andere, ten slotte, dienen aangevuld en nader bepaald te worden. De volgende opmerkingen hebben voor doel wenken te geven op dit gebied.

3. — Het hoofdprobleem dat zich in Duitschland stelt is het probleem van de oprichting van een duurzaam democratisch en vredelievend regime, door de geleidelijke vervanging van den opgelegden dwang door de vrije medewerking van het Duitsche volk. Deze overgang moet door bepaalde blijvende waarborgen omgeven worden en hij dient geleidelijk te worden verwezenlijkt, in de mate waarin deze waarborgen werkelijk verzekerd zijn.

Bovenal dient de duurzaamheid van het nieuw regime verzekerd. De ontdekking leert dat, indien de bepalingen van een vredesverdrag niet kunnen gehandhaafd worden, zij, verre van den vrde te vestigen, de kiemen worden van reacties die tot oorlog leiden. Deze bezorgdheid ligt ten grondslag aan de navolgende opmerkingen. De Akkoorden van Potsdam leggen een regime van dwang op, waarvan het werktuig de algeheele militaire bezetting van het land is, met het dubbele doel de onmiddellijke veiligheid te verzekeren en, na verloop van tijd, orde in het land te brengen. Deze dwang is weliswaar noodzakelijk, maar er zijn talrijke bezwaren aan verbonden. Hij vergt een onafgebroken inspanning vanwege degenen die hem uitoefenen en daarenboven een volkomen onderlinge verstandhouding. Deze methode is aan het dubbele gevaar van verslapping en verdeeldheid blootgesteld. Om haar duurzaamheid en haar doeltreffendheid te verzekeren, is het onontbeerlijk dat het door dwangopgelegde regime niet alleen beantwoorde aan de huidige politiek van de regeering die het oplegt, maar dat het tevens de volledige instemming wegdrage van de publieke opinie van het land dat de uitvoering van gezegde methode dient te verzekeren. Anderdeels, is het te vreezen dat het overwonnen land zich de oneenigheid tusschen de overwinnaars zou ten nutte maken om zijn heroprichting te bevorderen. Om een dergelijke manoeuvre te weren, en terzelfdertijd de daarin vervatte kiemen van een internationaal conflict te dooden, moet er in de eerste plaats gestreefd worden naar het behoud der éénsgezindheid tusschen de overwinnende Staten inzake het beleid dat ten opzichte van den overwonnenen dient gevoerd.

Overigens is het voortdurend gebruik van geweld onvereinigbaar met de tradities der beschaafde volken en geeft het daarenboven aanleiding tot reacties van denzelfden aard.

Op het gebied der veiligheid, is het ideaal dat het Duitsche volk oprecht bekeerd worde tot een vredelievende gezindheid, waardoor vrede en samenwerking in stede van oorlog en conflicten zouden bereikt worden. De verwezenlijking van dit ideaal dient door een gepaste politiek in de hand gewerkt.

Het ligt in de rede dat de onvermijdelijke overgang van uitwendigen dwang naar de inwendige vrijheid bijzonder kiesche problemen doet oprijzen. Eensdeels, kan de dwang slechts opgeheven worden in de mate waarin waarborgen van een anderen aard geboden zijn, inzonderheid door een radikale wijziging van de algemeene geestesgesteldheid in Duitschland; anderzijds, is het onontbeerlijk dat deze geestesgesteldheid en de instellingen die haar omgeven, zooveel mogelijk uit den spontanen wil der bevolking zouden voortvloeien. Deze overgang mag geleid, doch mag niet opgedrongen worden. Het is raadzaam de nieuwe politieke structuur geleidelijk op te bouwen en aan te vangen zooals gedaan werd, met de onderste sporten der politieke hiërarchie om tragsgewijze de bovenste sporten er van te bereiken.

Ten einde deze evolutie te bevorderen, verdient het aanbeveling, bijvoorbeeld, de bezetting slechts geleidelijk op te heffen en ze voor een langen duur te handhaven in bepaalde strategische zones. Eveneens zou de algemeene contrôle op de bewapening lang genoeg, doch op weinig zichtbare wijze moeten uitgeoefend worden.

4. — De hoofdtak van de Geallieerde Mogendheden kan als volgt bepaald worden : de veiligheid der naburen van Duitschland verzekeren door de ontwapening van dit land, door zijn decentralisatie en door het toezicht op zijn economie, en tevens een politiek regime en een toestand van voorspoed hand-

haven die aan het Duitsche volk voldoende tevredenheid schenken en als weerslag daarvan, aan zijn naburen veiligheid en welstand verzekeren.

Te dien einde stelt de Belgische Regeering de oprichting van een federaal politiek regime in Duitschland voor, zoomede de vestiging van de economische eenheid van het land, de algemeene contrôle op de ontwapening, een beperkte militaire bezetting en een internationaal toezicht op het Ruhrbekken. Deze voorstellen vormen een samengeordend geheel en steunen op de hierboven uiteengezette beginselen.

II.

OPRICHTING VAN EEN FEDERAAL REGIME IN DUITSCHLAND.

5. — De veiligheid der Europeesche naties vereischt de politieke verzwakking van de dichte massa Duitschers die in Centraal Europa gevestigd zijn. De eenheid van Duitschland was de hoofdvoorwaarde voor het welslagen van zijn streven naar hegemonie. Noodzakelijkerwijze volgt hieruit dat elke vorm van verdeling van deze eenheid bijdraagt tot de veiligheid van zijn naburen. Een te radikale oplossing, zooals de definitieve verminking of volledige verbrokkeling van het grondgebied, zou echter het nationaal gevoel diep kwetsen en nieuwe kiemen leggen voor een opstand. Er dient dus een verdeelingsformule gevonden die geen onverzettelijken tegenstand uitlokt en die steunt op genoegzaam stevige elementen van nationalen aard.

De vestiging van een federaal regime in Duitschland beantwoordt aan deze vereischten : zij laat toe de eenheid van de Deutsche natie te handhaven, terwijl zij tevens de politieke macht verdeelt ; zij vindt haar grondvesten in de traditie en verzet zich niet tegen een vreedzame ontwikkeling.

6. — Deze onderneming is geen hersenschim. Zij heeft antecedenten in een niet zoo ver afgelegen verleden. De eenmaking van Duitschland is betrekkelijk recent, vermits zij omstreeks 1813 een aanvang nam, om vervolgens de stadias van den Deutschen Bond (1815), van den Noordduitschen Bond (1866), van het Deutsche Keizerrijk (1871), van de Republiek van Weimar (1919) en van het Nationaal-Socialistisch Rijk (1933) te doorloopen. Het is onbetwistbaar dat de eenheid van het Deutsche volk thans diep geworteld is en verder gevorderd dan ooit. Maar zij is niet volledig, en er blijven in haar schoot kernen van particularisme bestaan, die steunen, hetzij op natuurlijke elementen, zooals de ethnische groepen, welke onder meer te herkennen zijn aan hun dialecten, hetzij op geloofsbelijdenissen, politieke of historische tradities, of cultureele verschillen. Deze verschillende afwijkende elementen dekken elkander niet altijd volkomen, maar het is niettemin mogelijk, op basis van een zeker aantal derzelve, afzonderlijk groepen samen te stellen, die een voldoende aantal particulariteiten bezitten om hun samenstelling te rechtvaardigen. De grenzen van de Deutsche gefedereerde staten zouden zooveel mogelijk moeten overeenstemmen met de historische grenzen die, waar het op grond van overwegingen van ethnischen of economischen aard noodig blijkt, derwijze zullen gewijzigd worden dat zij een rationeel karakter verkrijgen. Dit decentralisatieproces is reeds begonnen. Het zou moeten voltooid worden na een aandachtige studie van de elementen van het probleem en na raadpleging van de vertegenwoordigers der belanghebbende bevolkingen. Daarenboven zouden de huidige grenzen kunnen herzien worden door rechtstreeksche overeenkomst tusschen de belanghebbende staten.

7. — Een historische basis volstaat echter niet voor het vestigen van een politiek regime : het moet gunstige vooruitzichten hebben. In dit opzicht, is het aangewezen de economische eenheid van Duitschland te verwezenlijken. Dit regime heeft het voordeel dat het een rationeele oplossing geeft zoowel aan de binnenlandsche als aan de buitenlandsche economische vraagstukken van dit land, en dat het tevens overeenstemt met de algemeene strekking tot uitbreiding der vrijhandelsgebieden. Het zou daarenboven aan de Duitschers in aanzienlijke mate voldoening schenken in den vorm van welstand en zodoende zou het bijdragen tot den welstand en de gerustheid van de naburen van Duitschland. Aan deze formule is daarentegen het gevaar verbonden dat zij, in een zekere mate, de macht van Duitschland herstelt en den band handhaaft die den grondslag vormde van zijn eenmaking. Dit bezwaar is groot, maar aan een evenwichtig stelsel zijn noodzakelijkerwijze moeilijkheden verbonden. Anderzijds, is het mogelijk dit gevaar te keeren door een contrôle op de gezamenlijke Duitsche economie in te stellen en speciale plaatselijke waarborgen te scheppen zooals dit verder in overweging gegeven wordt.

8. — Een ontwerp van federaal statuut van Duitschland wordt in de volgende punten geschetst.

Duitschland zou een statenbond vormen. De souvereiniteit zou bij de gefedereerde staten berusten; deze staten zouden onderling een pact sluiten ten einde zekere beperkte en derhalve voor een strikte uitlegging vatbare bevoegdheden aan een centraal orgaan over te dragen. De gefedereerde staten zouden de overige machten behouden. Het gebied van de centrale macht zou beperkt zijn tot hetgeen noodzakelijk is om de economische eenheid van Duitschland te verzekeren. Verschillende officieele akten en, inzonderheid het Akkoord van Potsdam, hebben een bepaling gegeven van de bevoegdheden die aan de centrale macht zouden moeten overgedragen worden, ten einde deze economische eenheid te verzekeren. Zij kunnen als volgt opgesomd worden : Ten overstaan van het buitenland : de handelspolitiek, de handelsverdragen, het douaneregime. Ten opzichte van het binnenland, deze welke noodzakelijk zijn ter verzekering van het vrije verkeer van goederen en kapitalen in gansch het gebied, te weten : het handelsrecht, de munt, het kredietstelsel, de maten, het vervoer, de verbindingsen, de economische contrôles in de mate waarin zij noodzakelijk blijven om de werking van de nationale economie te verzekeren, het fiscaal regime met betrekking tot de douane, de herstelbetalingen.

De beperking van deze elementen biedt klaarblijkelijke moeilijkheden inzonderheid daar waar het economisch gebied aan het sociale gebied grenst. Dergelijke beperkingen hebben steeds een min of meer willekeurig karakter. Zij komen in alle Staten voor en Duitschland heeft steeds moeilijkheden van dien aard gekend. Als regel moet gelden dat de Staten op sociaal gebied hun autonomie behouden en dat zij diè slechts noodgedwongen opgeven.

Het kader van dit regime zou door de Gealliëerden bepaald worden. De Regeeringen van de Staten zouden geraadpleegd worden omtrent de modaliteiten van toepassing der hun voorgestelde principes. De definitieve tekst zou door de Gealliëerden vastgesteld, en in een door de Regeeringen van de Staten ondertekend verdrag opgenomen worden. Deze procedure stelt voorop dat de Staten zelf eerst dienen opgericht, d.w.z. dat zij een regelmatig opgemaakte grondwet en een regelmatig gevormde regeering moeten bezitten. Deze methode beantwoordt trouwens aan een door het Akkoord van Potsdam aangenomen

beginsel, te weten, dat de vestiging van het democratisch regime in Duitschland op de laagste sporten van de politieke organisatie moet aangevat worden, om geleidelijk tot de hoogste instanties te worden uitgebreid.

III.

MILITAIRE BEZETTING DER RIJNGEBIEDEN EN TOEZICHT OP HET RUHRBEKKEN.

9. — In afwachting dat de vaste waarborgen voor den nieuwen toestand, volgend uit de toepassing van de te Potsdam voorziene repressieve en constructieve maatregelen verzekerd zijn, lijkt het aangewezen voorloopige waarborgen te nemen, die de bezwaren van een totale bezetting ondervangen.

Op 29 April 1946, heeft de Staatssecretaris der Vereenigde Staten van Amerika aan den Raad der Ministers van Buitenlandsche Zaken een ontwerp van verdrag betreffende de ontwapening en de demilitarisatie van Duitschland voorgelegd. Dit ontwerp bepaalt dat, ten einde de in zijn artikel 1 vermelde handelingen te voorkomen, de vier Mogendheden, die aan de bezetting van Duitschland deelnemen, na opheffing der bezetting, in dit land, een systeem van gemeenschappelijk toezicht in den vorm van een Contrôle-Commissie zullen inrichten. Deze Commissie zal aan de voornoemde Mogendheden, alsmede aan den Veiligheidsraad, kennis geven van al de gepleegde inbreuken en zal de middelen voorstellen die van aard zijn om deze inbreuken te voorkomen. De Mogendheden zullen, op hun beurt, de verplichting aangaan, elke overtreding der in het Verdrag opgelegde verboden te voorkomen en te beteugelen.

De Belgische Regeering ziet in dit ontwerp een buitengewoon doeltreffend middel om, door een gemeenschappelijke actie van de groote Mogendheden te verhinderen dat Duitschland opnieuw een gevaar zou worden voor den wereldvrede, en zij wenscht dat een Verdrag in dien zin binnen afzienbaren tijd zou kunnen gesloten worden.

10. — Dezelfde bezorgdheid om voorloopige waarborgen te scheppen, ligt ten grondslag aan de verschillende ontwerpen betreffende het regime van het Rijnland en van de Ruhr, welke door zekere Regeeringen voorgesteld werden. Deze plannen hebben echter aanleiding tot meningsverschillen onthuld, welke hoofdzakelijk betrekking hebben op hun doeltreffendheid en hun duurzaamheid. Sommigen vreezen dat een politieke splitsing een gisting zou veroorzaken die het einde van het contrôlestelsel met zich zal brengen, anderen wijzen er op dat, bij gebrek aan een scherpe scheiding, het regime zal ondermijnd worden door de Duitschers, die hun actie op het voorloopig karakter er van zullen steunen.

De navolgende overwegingen hebben voor doel een practische en duurzame oplossing van het probleem te zoeken, die van aard is de tegenstrijdige meeningen te verzoenen welke dienaangaande tot uiting gekomen zijn. Het lijkt wel dat vraagstuk van het Ruhrgebied — zooals dat van het Rijngebied — tot nog toe te uitsluitend onderzocht werd onder een intrinsiek aspect en buiten elk verband met het Deutsche probleem in zijn geheel. Ten einde het in zijn juisten omvang te kunnen zien en de oplossing er van te kunnen vergemakkelijken, zou het juister moeten ingeschakeld worden in het kader der algemeene politiek van de Geallieerden ten opzichte van Duitschland. Na deze politiek bevestigd,

nader bepaald en aangevuld te hebben en haar tevens een duurzaam karakter te hebben gegeven, zou de tweede taak er in bestaan de regimes van de Ruhr en van het Rijnland binnen dit algemeen kader in te richten, terwijl de derde taak zou bestaan in het vaststellen der modaliteiten.

11. — Indien men de vraagstukken van de Ruhr en van het Rijnland beschouwt in het licht der fundamentele oogmerken die reeds in principe werden aangenomen, dan wordt de oplossing dezer problemen van plaatselijken en particulieren aard, gemakkelijker.

Het regime van rechtstreekschen dwang voortvloeiend uit de militaire bezetting, zou er na de eventuele ontruiming van het overige gedeelte van Duitschland gehandhaafd worden. Aldus, zouden de voor het gansche land beoogde maatregelen van veiligheid en toezicht streng worden toegepast in de streek die in militair en economisch opzicht de belangrijkste is : de politie van denazificatie, van demilitarisatie, van federalisme en van economisch toezicht zou er meer doelmatig toegepast worden.

De militaire bezetting van een streek kan gebruikt worden als middel om druk uit te oefenen op het overige gedeelte van het grondgebied. Uit dit oogpunt beschouwd, zou het beoogde regime eveneens tot doel hebben de uitvoering te waarborgen van de maatregelen opgelegd aan gansch Duitschland op politiek en op economisch gebied. Reeds in artikel 428 van het Verdrag van Versailles werd de militaire bezetting van het Rijnland beschouwd als een waarborg voor de naleving van al de bepalingen van het Verdrag. Dit systeem werkt positief door de hoop te wekken, dat het een einde zal nemen en negatief, door de toepassing der sancties. Het is, anderzijds, van belang dat de sancties gemakkelijk kunnen toegepast worden en dat ze in verhouding kunnen gebracht worden met den ernst der overtreding. In dit opzicht biedt de beslaglegging op het Ruhrbekken alle gewenschte mogelijkheden.

Ten einde den overgang te vergemakkelijken, zou dit regime zoo spoedig mogelijk en, in elk geval, vóór de opheffing van de totale bezetting van Duitschland moeten ingevoerd worden. Zodoende, zou het kunnen dienen als maatstaf voor de doeltreffendheid van het systeem van toezicht op de bewapening, dat later aan het gansche land zou opgelegd worden. Het ligt voor de hand dat de totale bezetting eerst door de gedeeltelijke bezetting kan vervangen worden, wanneer de denazificatie en de ontwapening van Duitschland, zoomede het nieuwe contrôlesysteem volkomen zouden verzekerd zijn.

Ten slotte, is dit regime geschikt voor een federale organisatie van Duitschland : aan zekere gefedereerde Staten zouden voor heel hun grondgebied of voor een gedeelte er van, internationale erfdiensten opgelegd worden, met name een militaire bezetting, een toezicht op de economie en de voorrechten en vrijstellingen die ten voordeele van een geallieerden Staat zouden ingesteld worden.

12. — De hierboven beoogde militaire bezetting zou zich uitstrekken over heel de streek die gelegen is tusschen den Rijn en de aangrenzende landen, alsmede over een zone die zich uitstrekt tot een hondertal kilometer van den rechteroever van dezen stroom en zulks van de Zwitsersche grens tot aan de Nederlandsche grens. Troepen behoorend tot de Fransche, de Luxemburgsche, de Belgische, de Nederlandsche en de Britsche legers, zouden aan deze bezetting deelnemen. Een vaste sector zou aan elk dezer nationale detachementen voorbehouden worden. De souvereiniteit der in deze zone gelegen Deutsche gefede-

reerde staten zou slechts beperkt worden in de mate waarin zulks noodig is in verband met de eischen der militaire bezetting, welke eischen volgen uit de aanwezigheid, het verkeer, de veiligheid en het onderhoud der troepen. Deze bezetting zou gehandhaafd worden zoolang als de politieke omstandigheden het vergen, en er zou ten andere geen einddatum worden vastgesteld; daarentegen, zou er een minimum termijn voorzien worden, om te voorkomen dat er onmiddellijk een campagne zou ingezet worden met het doel er een einde aan te maken.

Er zou een collectief organisme, samengesteld uit een afgevaardigde van ieder der Regeeringen, waarvan de troepen deelnemen aan de bezetting, opgericht worden op de basis van het Statuut der Hooge Geïnterallieerde Commissie van het Rijnland, ingesteld door de Rijn-Overeenkomst, welke aan het Verdrag van Versailles toegevoegd is.

Dit organisme zou bevoegd zijn om :

1^o de algemeene belangen van elk lid over de gansche uitgestrektheid van het bezette gebied te vrijwaren;

2^o de geschillen te regelen die in die zone tusschen de deelnemende Staten of hun agenten mochten oprijzen;

3^o de rol van tusschenpersoon waar te nemen tusschen de bezettingslegers en de overheden van de bezette Duitsche gefedereerde Staten, vooral wat de veiligheid en de behoeften der bezettingslegers betreft;

4^o er in de bezette gebieden voor te waken dat de maatregelen van politieke aard, door de Geallieerde Mogendheden opgelegd, uitgevoerd worden.

13. — De economie van het militair bezette gebied zou, anderzijds, aan een speciaal toezicht moeten onderworpen worden. Er zou in gansch het bezette gebied dienen te worden toegezien, dat de maatregelen die in Duitschland genomen werden ten einde de economische ontwapening te verzekeren, toegepast worden. Eventueel, zullen geschikte sancties moeten toegepast worden in geval van overtreding van het Statuut dat aan Duitschland zal opgelegd worden. Bovendien is het mogelijk dat, in een te omschrijven streek van het bezette gebied, welke streek tot het nijverheidsbekken van de Ruhr zou kunnen beperkt worden, maatregelen van zuiver economischen aard getroffen worden, ten einde de productie en de verdeeling te leiden. Deze streek zou echter, in alle opzichten, ingeschakeld blijven in de eengemaakte economie van Duitschland, uitgenomen wat betreft de bestuursmaatregelen of de sancties die er zouden getroffen worden.

Ten einde deze opdrachten te vervullen, zou een internationaal organisme opgericht worden, dat in ieder geval uit vertegenwoordigers der vijf Mogendheden die aan de bezetting deelnemen, zou samengesteld zijn. De deelneming van andere Staten aan dit organisme zou geregeld worden overeenkomstig de maatregelen door de groote Mogendheden genomen in het kader van hun algemeene politiek ten overstaan van Duitschland. De actie van dit organisme, waaraan de noodige reglementaire machten zouden verleend worden, zou moeten uitgeoefend worden in den vorm van onderrichtingen gevolgd door toezicht en eventueel door sancties, eerder dan in den vorm van een werkelijk beheer der takken van de economische bedrijvigheid.

In de mate waarin de hierboven voorziene organen van toezicht er toe geroepen zouden zijn, de veiligheid te verzekeren, zouden zij later moeten ingeschakeld worden in het stelsel dat door het Handvest der Vereenigde Volken, inzonderheid in zijn artikel 53, opgericht werd.

IV.

ECONOMISCHE POLITIEK.

14. — De Deutsche economie was vóór den oorlog een hoofdelement der welvaart van de wereld, van Europa en voornamelijk van België. In dit licht beschouwd, zou men kunnen geneigd zijn het « status quo ante bellum » te herstellen, dit wil zeggen de Deutsche economie te bevorderen en de hinderpalen voor haar ontwikkeling uit den weg te ruimen. Wij mogen echter niet uit het oog verliezen dat de politiek van het derde Rijk er in geslaagd was de economie van Duitschland om te scheppen in een arsenaal dat het succes van zijn aanvalsoorlogen en van zijn hardnekkigen weerstand mogelijk maakte. Dientengevolge zijn de Gealliëerden terecht van oordeel dat zekere voorzorgen dienen genomen tegen het herstel van een economisch potentieel dat hun veiligheid in gevaar zou kunnen brengen.

Ten overstaan van deze tegenstrijdige eischen van de veiligheid en van de welvaart, dienen de Gealliëerde Mogendheden een formule te zoeken die de veiligheid waarborgt zonder de welvaart geheel in gevaar te brengen. Door het besluit van den Raad van Toezicht, dd. 26 Maart 1946, waarbij het niveau van de Deutsche economie in overeenkomst met de besluiten van het Akkoord van Potsdam vastgesteld wordt, heeft men gepoogd dit dilemma definitief en radikaal op te lossen. De ervaring heeft uitgewezen dat deze beslissing de oprichting van Duitschland uit den chaos, alsmede zijn economisch herstel nog moeilijker maakte. Men mag zich afvragen of, in een meer afgelegen toekomst, de schade aldus toegebracht aan de Deutsche economie — en, als gevolg daarvan, aan de wereldeconomie — haar doel niet zal missen door niet te verhoeden dat Duitschland, onder begunstiging van een wijziging der huidige politieke omstandigheden zijn industrieel potentieel herstelt op de basis door den wetenschappelijken vooruitgang geperfectioneerde methodes. Reeds werd de waarborg der veiligheid in twee andere richtingen gezocht. De Amerikaansche Regeering heeft voorgesteld een toezicht op de ontwapening in te richten voor een tijdperk van veertig jaar. De handhaving van de militaire bezetting in zekere streken van Duitschland — inzonderheid in West-Duitschland — en de instelling van een internationale contrôle op het nijverheidsbekken van de Ruhr, werden door verschillende Regeeringen voorgesteld ten einde de overgangen te vergemakkelijken, waarborgen te nemen in bijzonder belangrijke streken en gemakkelijk sancties te kunnen treffen in geval Duitschland zijn verbintenissen niet nakomt.

De Belgische Regeering geeft haar volledigen steun aan deze beide voorstellen. Zij is van meening dat zij samen een voldoende waarborg voor de ontwapening van Duitschland bieden en dat hun daadwerkelijke toepassing het overbodig zou maken de quantitatieve restricties inzake de Deutsche productie op het lage peil te houden, dat door de beslissing van den Raad van Toezicht, dd. 26 Maart 1946, werd vastgesteld. Naar haar meening zou dit peil, zonder op het kunstmatig opgevoerde peil van de oorlogseconomie teruggebracht te worden, in het meerendeel der productietakken merkkelijk verhoogd kunnen worden, rekening houdend zoowel met de behoeften der Deutsche economie als met de belangen van de overige Europeesche Naties. De Belgische Regeering is bereid mede te werken aan het opmaken van een plan voor quantitatieve beperking der industriele capaciteit van Duitschland, gegrond op de vorenstaande gezamenlijke factoren.

Wat de productie-verboden betreft, deze zouden moeten beperkt worden tot de eigenlijke bewapeningen en tot zekere soorten van producten — zooals vliegtuigen — die gemakkelijk in vernietigingstuigen kunnen omgebouwd worden. De lijst der producten waarvan de fabricatie verboden is zou door bevoegde deskundigen moeten opgemaakt worden. Anderdeels, zouden de modaliteiten van het toezicht op de ontwapening, zoowel in het gedeelte van Duitschland waar de bezetting opgeheven is, als in het gedeelte waar zij gehandhaafd wordt, met nauwgezetheid dienen opgemaakt, met inachtneming van de verschillende aanbevelingen die op dit gebied werden verstrekt en met de ervaring die er werd opgedaan. Mits dit voorbehoud, zou de Belgische Regeering er geen bewaar in zien dat de beperkingen inzake productie in onbezet Duitschland, zouden verminderd worden. Meteen zouden de hinderpalen uit den weg geruimd worden voor een redelijk herstel van de Deutsche economie en voor den gunstigen weerslag daarvan op de stabiliteit der nieuwe Deutsche democratie en op de verbetering der internationale politieke en economische betrekkingen tusschen Duitschland en het overige gedeelte der wereld.

Zooals hierboven werd uiteengezet, is het mogelijk dat de Gealliëerde Mogendheden het noodig achten in het gebied van het Ruhrbekken een zekere actie uit te oefenen op de productie en verdeeling der goederen, ten einde zekere fabricaties en handelsbewegingen omwille van het evenwicht en de stabiliteit der internationale economie aan te moedigen of te remmen. Ingeval deze politiek gevolgd werd, zou ze naar de meening der Belgische Regeering, moeten verwezenlijkt worden door middel van een internationaal orgaan, waarin de meest belanghebbende Staten zouden vertegenwoordigd zijn, derwijze dat al de betrokken belangen bij de te nemen beslissingen in overweging kunnen genomen worden. België is van oordeel dat zijn economisch belang, alsmede zijn nauwe betrekkingen met het Ruhrbekken, aan dit land het recht geven aan de werkzaamheden en aan de beslissingen van het vorengenoemde orgaan deel te nemen.

15. — Vóór den oorlog, was de handelspolitiek van Duitschland gesteund op een contrôle van in- en uitvoer, welke tegelijkertijd op het goederenverkeer en op de overdracht van fondsen uitgeoefend werd. Geen enkele waar mocht in Duitschland binnenkomen of dit land verlaten zonder de instemming der « Ueberwachungsstellen » waaraan het Ministerie van Economische Zaken zijn bevoegdheden had overgedragen. Deze organismen hielden tevens toezicht op de prijzen. De prijzen voor den uitvoerhandel, inzonderheid, werden vastgesteld volgens de markt waarvoor de goederen bestemd waren. Telkens als het noodig was, werden aan de uitvoerhandelaars premies toegekend, wat hun in zekere gevallen toeliet beneden hun kostprijzen te verkoopen. De subsidies, noodig voor deze politiek, kwamen uit een fonds samengesteld door een rechtstreeksche belasting geheven op de Deutsche economie. Het bedrag der subsidies en de wijze waarop deze verdeeld werden, werden streng geheimgehouden. De verdeeling der importen en exporten tusschen de verschillende landen, geschiedde niet in verhouding tot hun aankopen of hun verkoopen gedurende een referentiejaar, maar werd vastgesteld krachtens streng bilaterale akkoorden die de balans der rekeningen van Duitschland met de medecontracteerende landen, in evenwicht brachten. Duitschland paste dergelijke practijken toe, ofschoon het een massa deviezen bezat welke het gebruikte voor den rechtstreekschen aankoop — buiten deze akkoorden om — van zekere voedingsproducten en van grondstoffen die het noodig had om de oorlogsvoorraden op te slaan.

Het staat vast dat Duitschland zich op behendige en schaamteloze wijze van zijn economische macht bediend heeft door zijn handelsbetrekkingen met de vreemde landen, ten nadeele van hun rechtmatige belangen te gebruiken om zich zelf op den oorlog voor te bereiden. Het is dan ook noodig dat, binnen het kader eener politiek van contrôle over Duitschland, een vooraanstaande plaats gegeven wordt aan de handelspolitiek. In dit opzicht verdienen de de volgende punten onze aandacht :

1^o De invoer van oorlogstuig in Duitschland moet natuurlijk ten strengste verboden worden. Het is ook noodig dat de invoer van een reeks producten die voor de vervaardiging van oorlogsmaterieel kunnen gebruikt worden, verboden of althans streng gecontroleerd wordt.

2^o Tegelijk met dit invoerverbod, zouden de Gealliëerde Mogendheden de verplichting moeten aangaan, niet toe te laten dat de vorenbedoelde producten hun land zouden verlaten met bestemming naar Duitschland, uitgenomen in streng beperkte hoeveelheden.

3^o Duitschland zou moeten gedwongen worden de verplichtingen na te leven die voortvloeien uit de Akkoorden van Bretton Woods, alsmede uit het toekomstige Handvest van den Handel en den Arbeidsinzet, zelfs vooraleer het de toelating krijgt er zich bij aan te sluiten. Deze Akkoorden verbieden namelijk de munt- en wisselmanipulaties, alsmede de dumping en elke politiek van discriminatie. Zij zullen Duitschland in feite beletten zijn handelspolitiek te richten op het opslaan van oorlogsvoorraden.

4^o In verband hiermede, zou men Duitschland kunnen verplichten zijn douane-rechten tot een redelijk bedrag te beperken, opdat deze een fiscaal en niet een protectionnistisch karakter zouden hebben.

5^o De vorderingen van Belgische onderhoorigen, alsmede hun belangen en inrichtingen in Duitschland, zullen ten volle moeten gevrijwaard worden.

Tot besluit van deze eerste uiteenzetting van haar zienswijze, omtrent de politiek der Gealliëerde Mogendheden ten opzichte van Duitschland, dringt de Belgische Regeering aan op de noodzakelijkheid deze zienswijze met die der andere betrokken Regeeringen te kunnen vergelijken, ten einde haar standpunt te verdedigen en tevens, door een vruchtbare bespreking bij te dragen tot de oprichting van een rechtvaardig en duurzaam regime in Duitschland.

(46)

(47)

[Nr 136.]

BIJLAGE 5.

**ZIENSWIJZE VAN DE BELGISCHE REGEERING
BETREFFENDE HET VREDESVERDRAG
MET OOSTENRIJK, 27 JANUARI 1947.**

**Zienswijze van de Belgische Regeering
betreffende het Vredesverdrag met Oostenrijk, 27 Januari 1947.**

Ter uitvoering van het besluit van den Raad der Ministers van Buitenlandsche Zaken, werd de Belgische Regeering verzocht schriftelijk haar zienswijze omtrent het Oostenrijksch vraagstuk aan de Adjuncten van de Ministers van Buitenlandsche Zaken voor te leggen, ten einde een verdrag voor te bereiden waarbij de onafhankelijkheid van Oostenrijk erkend wordt. De Belgische Regeering geeft volgaarne gevolg aan dit verzoek alsmede aan het voorstel om later mondeling aanvullenden uitleg te verstrekken.

De Belgische Regeering beschouwt het als zijnde van hoofdzakelijk belang dat Oostenrijk zijn politieke onafhankelijkheid zou terugvinden, dat het in een toestand van leefbaarheid op economisch gebied zou geplaatst worden en dat het in staat zou zijn met landen zooals België in een wederzijdsch belang, handels-, cultureele en andere betrekkingen opnieuw aan te knopen. Dit is enkel mogelijk indien een regime van vrijheid van handel en verkeer ingevoerd wordt. De clausules van de verdragen, die betrekking hebben op het internationaal vervoer, op de tol-, spoorweg-, en andere tarieven, op het ruilverkeer van goederen en geld, op het verkeer en de vestiging van personen, zijn te dien opzichte van groot belang voor België.

De Belgische Regeering heeft met voldoening vastgesteld dat de ontwerpen van verdragen met Bulgarije, Hongarije en Roemenië een bepaling bevatten betreffende het regime van vrijheid en gelijkheid voor alle Staten inzake de scheepvaart op den Donau; zij is van oordeel dat hetzelfde beginsel moet voorkomen in het verdrag met Oostenrijk en zij is voornemens er al het voordeel van op te eischen; bovendien behoudt zij opnieuw de rechten voor die voor België voortvloeien uit zijn hoedanigheid van ondertekenaar van de Overeenkomst van Parijs van 23 Juli 1921 tot vaststelling van het statuut van den Donau.

Het principe van het voortbestaan der verdragen en overeenkomsten zooals ze bestonden vóór de inlijving van het Oostenrijksch grondgebied door Duitschland, wordt door België als billijk beschouwd.

In zijn hoedanigheid van borg voor de leeningen die door Oostenrijk onder toezicht van den Volkenbond uitgeschreven werden, heeft België sedert 1 September 1939, voor den dienst van deze leeningen, een bijdrage betaald die op 1 Juli 1946 een bedrag bereikte gelijk aan ongeveer 35.000.000 B. F. De Belgische Regeering behoudt al haar rechten te dier zake voor en wenscht de gelegenheid te hebben om daadwerkelijk deel te nemen aan alle besprekingen die met betrekking tot deze leeningen zouden plaats vinden.

De Belgische Regeering acht het wenschelijk dat het verdrag met Oostenrijk bepalingen zou bevatten gelijk aan die welke voorzien werden in het verdrag met Italië, ten einde de goederen, rechten en belangen van de Vereenigde Naties en van hun onderhoorigen te vrijwaren.

Zij acht het onder meer noodig in het verdrag het principe te bepalen van de teruggave van voorwerpen die door Duitschland in de bezette landen werden weggenomen en die in Oostenrijk zouden teruggevonden worden, alsmede het principe van het herstel van de wettige rechten en belangen van de Vereenigde Naties en van hun onderhoorigen in Oostenrijk zooals deze voor den oorlog bestonden.

In geval het Vredesverdrag aan Oostenrijk de verplichting zou opleggen aan de Geallieerde Mogendheden schadevergoeding te betalen, behoudt België zich het recht voor zijn eischen te formuleeren.

Indien Belgische goederen, belangen en rechten door de cartellisatie-, socialisatie-, nationalisatie — maatregelen of alle andere soortgelijke maatregelen in Oostenrijk zouden getroffen worden, zou een passende vergoeding moeten gewaarborgd worden. De waarde er van zou het voorwerp moeten uitmaken van onderhandelingen tusschen de Belgische Regeering en de bevoegde Overheden in Oostenrijk.

De Belgische Regeering hoopt in de mogelijkeheid gesteld te worden, door contactname en raadplegingen, deel te nemen aan het opmaken der ontwerpen van verdrag en behoudt zich voor aan de Adjuncten van de Ministers van Buitenlandsche Zaken meer concrete en meer uitvoerige inlichtingen te verstrekken naarmate het werk vordert.

(50)

BIJLAGE 6.

**BEPALINGEN VOORDEELIG VOOR BELGIE
IN DE VREDESVERDRAGEN
WAARIN BELGIE NIET PARTIJ IS.**

**Bepalingen voordeelig voor België in de Vredesverdragen
waarin België niet Partij is.**

**A. — CLAUSULES VAN HET VREDESVERDRAG MET ROEMENIË
VAN TOEPASSING OP BELGIË.**

ECONOMISCHE CLAUSULES.

Art. 34.

Artikelen 23, 24, 31 en bijlage VI van het onderhavig Verdrag zijn van toepassing op de geallieerde en verbonden mogendheden en op Frankrijk alsmede op die Vereenigde Volken wier diplomatieke betrekkingen met Roemenië tijdens den oorlog verbroken werden.

TERUGGAVEN.

Artikel 23.

1. Roemenië aanvaardt de beginselen van de Verklaring der Vereenigde Volken dd. 5 Januari 1943 en zal de uit het grondgebied van een der Vereenigde Volken weggehaalde goederen teruggeven.

2. De verplichting tot teruggaaf is van toepassing op al de herkenbare goederen die zich thans in Roemenië bevinden en die, met geweld of onder dwang, uit het grondgebied van een der Vereenigde Volken weggehaald werden door een van de Asmogendheden, welke ook de latere transacties geweest zijn waardoor de tegenwoordige bezitter van die goederen zich het bezit daarvan heeft verschaft.

3. De Regeering die op de teruggaaf recht heeft en de Roemeensche Regeering zullen akkoorden kunnen sluiten die in de plaats van de bepalingen van dit artikel zullen treden.

4. De Roemeensche Regeering zal de in dit artikel bedoelde goederen in deugdelijken staat teruggeven en al de daartoe in Roemenië bestreden kosten aan arbeidsloon, aan materialen en aan vervoer te haren laste nemen.

5. De Roemeensche Regeering zal met de Vereenigde Volken samenwerken tot het opzoeken en het teruggeven van de naar luid van dit artikel aan teruggaaf onderhevige goederen en op haar kosten alle noodig gemak verleen.

6. De Roemeensche Regeering zal de noodige maatregelen treffen om de in dit artikel bedoelde goederen terug te geven, welke in een derde land door Roemeensche rechtsonderhoorigen onder zich gehouden worden.

7. Het verzoek tot teruggaaf van een goed zal bij de Roemeensche Regeering ingediend worden door de Regeering van het land uit welks grondgebied het goed weggehaald werd, met dien verstande dat het rollend materieel zal beschouwd worden als weggehaald uit het grondgebied waartoe het oorspronkelijk behoorde. De verzoeken moeten worden ingediend binnen een termijn van zes maanden, met ingang van de inwerkingtreding van onderhavig verdrag.

8. Het berust op de rekwestreerende Regeering het goed te herkennen en het eigendomsrecht er van te bewijzen en het berust op de Roemeensche Regeering het bewijs te leveren dat het goed niet met geweld of onder dwang weggehaald werd.

ECONOMISCHE CLAUSULES.

Artikel 24.

1. Voor zoover het zulks reeds niet heeft gedaan, zal Roemenië alle rechten en wettelijke belangen, in Roemenië, van de Vereenigde Volken en van hun onderdanen herstellen zooals die bestonden op 1 September 1939 en aan die Vereenigde Volken en aan hun onderdanen al de hun in Roemenië toebehoorende goederen, met inbegrip van de schepen, in den toestand waarin zij zich thans bevinden, teruggeven.

In voorkomend geval zal de Roemeensche Regeering de sedert 1 September 1939 afgekondigde wetgeving opheffen in de mate waarin zij een onderscheidend karakter vertoont dat in strijd is met de rechten van de onderhoorigen der Vereenigde Volken.

2. De Roemeensche Regeering zal al de goederen, rechten en belangen in dit artikel bedoeld teruggeven, vrij van alle hypothecken en eenigerlei lasten, waarmede zij tengevolge van den oorlog mochten bezwaard geweest zijn, en zonder dat die teruggaaf aanleiding geve tot inning van eenige som vanwege de Roemeensche Regeering. De Roemeensche Regeering doet te niet alle maatregelen, inclusief maatregelen tot inbeslagneming, sekwestratie of contrôle, door haar ten opzichte van de goederen der Vereenigde Volken getroffen tusschen 1 September 1939 en de inwerkingtreding van onderhavig Verdrag. In geval het goed niet zal teruggegeven geweest zijn binnen zes maanden, te rekenen met ingang van den datum van inwerkingtreding van onderhavig Verdrag, moet het verzoek bij de Roemeensche overheden worden ingediend binnen een maximum-termijn van twaalf maanden, te rekenen van dienzelfden datum, behoudens in de gevallen waarin de aanvrager zal in staat zijn uit te wijzen dat het hem onmogelijk is geweest zijn verzoek binnen dien termijn in te dienen.

3. De Roemeensche Regeering doet te niet de overdrachten betreffende goederen, rechten en belangen van elken aard die aan onderdanen van de Vereenigde Volken toebehooren, wanneer die overdrachten het gevolg zijn van in den loop van den oorlog door de Regeeringen der Asmogendheden of door derzelver organen getroffen maatregelen van geweld of van dwang.

4. (a) De Roemeensche Regeering zal aansprakelijk zijn voor het in volstrekt deugdelijken staat afgeven van de krachtens paragraaf 1 van dit artikel aan onderdanen der Vereenigde Volken teruggeven goederen.

Wanneer een goed niet zal kunnen teruggegeven worden of wanneer, door oorlogshandelingen, de onderdaan van een der Vereenigde Volken een verlies zal geleden hebben, ingevolge een schending van of een schade veroorzaakt aan een goed in Roemenië, zal de Roemeensche Regeering den eigenaar schadeloosstellen door storting van een in lei luidende som ten beloope van de twee derden van de som die op den datum van betaling noodig is om den rechthebbende in staat te stellen, hetzij een gelijkwaardig goed te koopen, hetzij het geleden verlies of de geleden schade goed te maken. In geen geval zal den onderdanen van de Vereenigde Volken een minder gunstige behandeling in zake vergoeding toegepast worden dan de aan de Roemeensche onderdanen verleende behandeling.

(b) De onderdanen der Vereenigde Volken die, rechtstreeks of onrechtstreeks, in het bezit zijn van deelen van belangen in maatschappijen of vereenigingen, die de nationaliteit van de Vereenigde Volken niet genieten, als bedoeld bij paragraaf 9 (a) van onderhavig artikel, maar die een verlies geleden hebben tengevolge van schending van of schade veroorzaakt aan hun goederen in Roemenië, zullen vergoed worden overeenkomstig vorenstaande alinea (a). Die vergoeding wordt berekend in functie van het totaal verlies of de totale schade, door de maatschappij of vereeniging geleden, en het bedrag ervan ten opzichte van het totaal van het geleden verlies of de geleden schade zal in dezelfde verhouding staan als het deel van belangen, welke bedoelde onderdanen onder zich hebben, ten opzichte van het globaal kapitaal van de onderwerpelijke maatschappij of vereeniging.

(c) De vergoeding wordt gestort, vrij van alle heffingen, belastingen of andere lasten. Zij zal vrij in Roemenië mogen gebruikt worden, maar onderworpen blijven aan de reglementen betreffende de contrôle op den wissel welke, op een bepaald tijdstip, in Roemenië mochten van kracht zijn.

(d) De Roemeensche Regeering zal de onderdanen der Vereenigde Volken dezelfde behandeling toestaan als aan de Roemeensche onderdanen, betreffende de toewijzing van de materialen voor het herstel of in goeden staat brengen van hun goederen in Roemenië, alsmede wat betreft de toewijzing van vreemde deviezen met het oog op den invoer van zulke materialen.

(e) De Roemeensche regeering zal de onderdanen der Vereenigde Volken een in lei luidende vergoeding toekennen in dezelfde verhouding als die welke in vorenstaande alinea (a) voorzien is, ter goedmaking van het verlies of de schade die voortvloeien uit de tijdens den oorlog, ten nadeele van hun goederen, getroffen bijzondere maatregelen die niet de Roemeensche goederen beoogden. Deze alinea is niet van toepassing op winstderving.

5. De bepalingen van par. 4 van dit artikel zullen op Roemenië niet van toepassing zijn in de gevallen waarin de maatregelen, die aanleiding kunnen geven tot een verzoek om vergelding voor de schade aan in Noord-Transylvanië gelegen goederen welke aan de Vereenigde Volken of aan hun onderdanen toebehooren, zullen genomen geweest zijn gedurende het tijdperk waarin dat grondgebied niet aan het gezag van Roemenië onderworpen was.

6. Alle redelijke kosten waartoe, in Roemenië, het opmaken van de aanvragen zal aanleiding geven, inclusief de raming van de verliezen en de schade, komen ten bezware van de Roemeensche Regeering.

7. — De onderdanen van de Vereenigde Volken alsmede hun goederen zullen vrij zijn van alle belastingen, heffingen of uitzonderlijke taxes, waaraan de Roemeensche Regeering of om het even welke Roemeensche overheid hun kapitaalvermogens in Roemenië, tusschen den datum van den wapenstilstand en den datum van inwerkingtreding van onderhavig verdrag, mocht onderworpen hebben, met het oog op de dekking van de uitgaven in verband met den oorlog of de uitgaven welke teweeggebracht werden door de onderhoudskosten van de bezettingsstrijdkrachten of door de aan een der Vereenigde Volken te betalen schadeloosstelling. Al de sommen welke aldus mochten geïnd geweest zijn zullen terugbetaald worden.

8. — De eigenaar van de onderwerpelijke goederen en de Roemeensche Regeering zullen schikkingen kunnen treffen die in de plaats van de bepalingen van dit artikel kunnen treden.

9. — Met het oog op dit artikel :

a) de uitdrukking « onderdanen der Vereenigde Volken » is van toepassing op de natuurlijke personen die onderdaan zijn van om het even welk lid der Vereenigde Volken, alsmede op de maatschappijen of vereenigingen opgericht onder het stelsel van de wetten van een der Vereenigde Volken bij het inwerkingtreden van dit verdrag, onder voorwaarde dat de bedoelde natuurlijke personen, maatschappijen of vereenigingen dit statuut reeds genoten op den datum van den wapenstilstand met Roemenië.

De uitdrukking « onderdanen der Vereenigde Volken » omvat eveneens al de natuurlijke personen en al de maatschappijen of vereenigingen die, naar luid van de in Roemenië tijdens den oorlog vigeerende wetgeving, als vijanden werden behandeld.

b) Door den term « eigenaar » wordt aangeduid de onderdaan van een der Vereenigde Volken zooals die bepaald is in vorenstaande alinea a), welke rechtmatig aanspraak heeft op het onderwerpelijk goed en hij is van toepassing op den opvolger van den eigenaar, onder voorwaarde dat die eigenaar eveneens onderdaan van één der Vereenigde Volken is, als bedoeld onder alinea a). Indien de opvolger het goed gekocht heeft toen ditzelve reeds beschadigd was, behoudt de verkoper zijn rechten op de uit dit artikel voortvloeiende vergoeding, zonder dat de tusschen den verkoper en den verkrijger krachtens de inlandsche wetgeving bestaande verplichtingen daardoor beïnvloed worden.

c) Door den term « goederen » worden aangeduid al de roerende of onroerende, lichamelijke of onlichamelijke goederen, inclusief de rechten van industrieelen, letterkundigen of artistieken eigendom, alsmede al de rechten of belangen van eenigen aard in goederen. Onverminderd de algemeene vorenstaande bepalingen, omvatten de goederen van de Vereenigde Volken en van hun onderdanen al de zeeschepen en binnenschepen met hun tuigage en takelage, die aan de Vereenigde Volken of aan hun onderdanen toebehoorden of op het grondgebied van één der Vereenigde Volken geregistreerd waren of onder de vlag van een der Vereenigde Volken vaarden en die, na 1 September 1939, ongeacht of zij zich in de Roemeensche wateren bevonden hebben of daarin met geweld aangevoerd werden, aan de contrôle der Roemeensche overheden onderworpen werden als vijandelijke goederen of in Roemenië ophielden ter vrije beschikking van de Vereenigde Volken of van hun onderdanen te staan, ingevolge door de Roemeensche overheden getroffen contrôlemaatregelen in verband met den oorlogstoestand tusschen bepaalde Vereenigde Volken en Duitschland.

ECONOMISCHE CLAUSULES.

Artikel 31.

1. — In afwachting van het sluiten van handelsverdragen of -overeenkomsten tusschen een der Vereenigde Volken en Roemenië, zal de Roemeensche Regeering, gedurende de achttien maanden die op de inwerkingtreding van dit verdrag volgen, aan elk van de Vereenigde Volken die, feitelijk, bij wijze van wederkeerigheid Roemenië op die gebieden een gelijkaardige behandeling toestaan, de navolgende behandeling toewijzen :

a) voor al wat betrekking heeft op de rechten en retributies bij den uitvoer of den invoer, de belasting binnen het land van de ingevoerde koopwaren en al de desbetreffende reglementen, zullen de Vereenigde Volken het voordeel van de onvoorwaardelijke clause der meest begunstigde natie genieten;

b) Roemenië zal, in alle andere opzichten, geen willekeurig onderscheid maken ten nadeele van de koopwaren die herkomstig zijn uit of bestemd zijn voor het grondgebied van een Vereenigd Volk met betrekking tot soortgelijke koopwaren herkomstig uit of bestemd voor het grondgebied van eenig ander lid der Vereenigde Volken of eenig ander vreemd land;

c) de onderdanen der Vereenigde Volken, inclusief de rechtspersonen, genieten de nationale behandeling en die van de meest begunstigde natie voor al wat op handel, nijverheid, scheepvaart en andere handelsbedrijfsvormen in Roemenië betrekking heeft. Die bepalingen zijn niet van toepassing op de handelsluchtvaart;

d) Roemenië zal aan geen enkel land het uitsluitend of voorkeursrecht verleen en wat betreft de exploitatie van de handelsluchtvaartdiensten voor internationaal vervoer; het zal aan de Vereenigde Volken voorwaarden van gelijkheid aanbieden voor het verkrijgen van rechten ter zake van internationaal handelsluchtvaartvervoer over het Roemeensch grondgebied, met inbegrip van het recht om te landen met het oog op proviandeering en herstelling en, wat de exploitatie van de handelsluchtvaartdiensten voor internationaal vervoer betreft, zal het aan al de Vereenigde Volken, volgens het beginsel van wederkeerigheid en non-discriminatie, het recht verleen en om over het Roemeensch grondgebied zonder landing te vliegen. Die bepalingen blijven zonder invloed op de belangen van de landsverdediging van Roemenië.

2. — De hierboven omschreven door Roemenië aangegane verbintenissen moeten verstaan worden onder voorbehoud van de gebruikelijke uitzonderingen op de handelsverdragen welke door Roemenië vóór den oorlog gesloten werden; de bepalingen, betreffende de door elk der Vereenigde Volken toegekende wederkeerigheid, moeten verstaan worden onder voorbehoud van de gebruikelijke uitzonderingen op de door deze gesloten handelsverdragen.

BIJLAGE VI.

PRIJZENHOVEN EN VONNISSEN.

A. — *Prijzenhoven.*

1. — Elke der Gealliëerde of Verbonden Mogendheden behoudt zich het recht voor, overeenkomstig een procedure die zij zal vaststellen, alle beslissingen en verordeningen van de Roemeensche prijzenhoven, naar aanleiding van het

proces gewezen, waarbij de eigendomsrechten van haar onderdanen betrokken zijn en de Roemeensche Regeering voor te schrijven te laten overgaan tot de herziening van die beslissingen of verordeningen welke niet met het internationale recht mochten overeenstemmen.

2. — De Roemeensche Regeering verbindt er zich toe afschrift mede te deelen van al de bescheiden en stukken van die processen, inclusief de genomen beslissingen en de uitgevaardigde verordeningen, alle naar aanleiding van het onderzoek van die processen uitgebrachte voorschriften te aanvaarden en die voorschriften na te leven.

B. — Vonnissen.

De Roemeensche Regeering zal de noodige maatregelen treffen om de onderdanen van om het even welk der Vereenigde Volken in staat te stellen op eenig tijdstip binnen een termijn van één jaar, te rekenen vanaf den datum van inwerkingtreding van dit verdrag, vóór de bevoegde Roemeensche overheden een vordering in te stellen tot herziening van elk door een Roemeensche rechtbank, tusschen 22 Juni 1941 en den datum van inwerkingtreding van dit verdrag, gewezen vonnis in eenig proces waarin de onderdaan van een der Vereenigde Volken niet in staat is geweest zijn zaak op voldoende wijze uiteen te zetten, hetzij als eischer, hetzij als verweerder. De Roemeensche Regeering zal de noodige maatregelen treffen opdat, wanneer een onderdaan van een der Vereenigde Volken schade geleden heeft tengevolge van eenig vonnis van dien aard, die onderdaan opnieuw gesteld worde in den toestand waarin hij zich bevond vóór de uitspraak van het vonnis of zulke compensatie verkrijge welke te dezer zake rechtvaardig en billijk kan zijn. De uitdrukking « onderdanen der Vereenigde Volken » omvat de, overeenkomstig de wetgeving van om het even welk der Vereenigde Volken, georganiseerde of opgerichte maatschappijen of vereenigingen.

**B. — CLAUSULES VAN HET VREDESVERDRAG MET HONGARIJE
VAN TOEPASSING OP BELGIE**

ECONOMISCHE CLAUSULES.

Artikel 36.

De artikelen 24, 26, 33 en de bijlagen VI van dit Verdrag zijn van toepassing op de Gealliëerde en Verbonden Mogendheden en op Frankrijk, alsmede op die Vereenigde Volken welke diplomatieke betrekkingen met Hongarijē tijdens den oorlog verbroken werden.

TERUGGAVEN.

Artikel 24.

1. — Hongarije aanvaardt de beginselen van de Verklaring der Vereenigde Volken, dd. 15 Januari 1943, en zal binnen den korst mogelijken termijn de uit het grondgebied van een der Vereenigde Volken weggehaalde goederen teruggeven.

2. — De verplichting tot teruggave is van toepassing op al de herkenbare goederen die zich thans in Hongarije bevinden, en die met geweld of onder dwang uit het grondgebied van een der Vereenigde Volken weggehaald werden door een van de Asmogendheden, welke ook de latere transacties geweest zijn waardoor de tegenwoordige bezitter van die goederen zich het bezit daarvan heeft verschaft.

3. — Wanneer het, in bijzondere gevallen, Hongarije onmogelijk is teruggave te doen van voorwerpen die uit oogpunt van kunst, geschiedenis of oudheidkunde eenig belang bieden, en die deel uitmaken van het cultureel bezit van het lid der Vereenigde Volken uit welks grondgebied die voorwerpen door de Hongaarsche legers, overheden of onderdanen, door gebruikmaking van geweld of van dwang werden weggehaald, verbindt Hongarije zich tot teruggave, aan het betrokken lid der Vereenigde Volken, van voorwerpen van denzelfden aard en nagenoeg gelijkwaardig aan de weggehaalde voorwerpen, in de mate waarin het mogelijk is zich die in Hongarije te verschaffen.

4. — De Hongaarsche Regeering zal de in dit artikel bedoelde goederen in deugdelijken staat teruggeven en al de daartoe in Hongarije bestreden kosten aan arbeidsloon, aan materialen en aan vervoer te haren laste nemen.

5. — De Hongaarsche Regeering zal met de Vereenigde Volken samenwerken tot het opzoeken en het teruggeven van de naar luid van dit artikel aan teruggave onderhevige goederen en op haar kosten alle noodig gemak verleen.

6. — De Hongaarsche Regeering zal de noodige maatregelen treffen om de in dit artikel bedoelde goederen terug te geven welke in een derde land door Hongaarsche rechtsonderhoorigen onder zich gehouden worden.

7. — Het verzoek tot teruggave van een goed zal bij de Hongaarsche Regeering ingediend worden door de Regeering van het land uit welks grondgebied het goed weggehaald werd, met dien verstande dat het rollend materieel zal beschouwd worden als weggehaald uit het grondgebied waartoe het oorspronkelijk behoorde. De verzoeken moeten worden ingediend binnen een termijn van zes maanden, met ingang van de inwerkingtreding van onderhavig verdrag.

8. — Het berust op de rekwestreerende Regeering het goed te herkennen en het eigendomsrecht er van te bewijzen en het berust op de Hongaarsche Regeering het bewijs te leveren dat het goed niet met geweld of onder dwang weggehaald werd.

ECONOMISCHE CLAUSULES.

Artikel 26.

1. — Voor zoover het zulks niet reeds heeft gedaan, zal Hongarije alle rechten en wettelijke belangen, in Hongarije, van de Vereenigde Volken en van hun onderdanen herstellen, zooals die bestonden op 1 September 1939, en aan die Vereenigde Volken en aan hun onderdanen al de hun in Hongarije toebehoorende goederen, in den toestand waarin zij zich thans bevinden, teruggeven.

2. — De Hongaarsche Regeering zal al de goederen, rechten en belangen, in dit artikel bedoeld, teruggeven vrij van alle hypotheeken en eenigerlei lasten waarmede zij ten gevolge van den oorlog mochten bezwaard geweest zijn, en zonder dat die teruggave aanleiding geve tot inning van eenige som vanwege de Hongaarsche Regeering. De Hongaarsche Regeering doet te niet alle maatregelen, inclusief maatregelen tot inbeslagneming, sekwestratie of contrôle, door haar ten opzichte van de goederen der Vereenigde Volken getroffen tusschen 1 September 1939 en de inwerkingtreding van onderhavig verdrag. In geval het goed niet zal teruggegeven geweest zijn binnen zes maanden, te rekenen met ingang van den datum van inwerkingtreding van onderhavig verdrag, moet het verzoek bij de Hongaarsche overheden worden ingediend binnen een maximumtermijn van twaalf maanden, te rekenen van dienzelfden datum, behoudens in de gevallen waarin de aanvrager zal in staat zijn uit te wijzen dat het hem onmogelijk is geweest zijn verzoek binnen dien termijn in te dienen.

3. — De Hongaarsche Regeering doet te niet de overdrachten betreffende goederen, rechten en belangen van elken aard die aan onderdanen van de Vereenigde Volken toebehooren, wanneer die overdrachten het gevolg zijn van in den loop van den oorlog, door de Regeeringen der Asmogendheden of door derzelver organen getroffen maatregelen van geweld of van dwang.

Wat de Tsjechoslowaaksche onderdanen betreft, zal deze paragraaf eveneens van toepassing zijn op de overdrachten na 2 November 1938 verricht, met geweld of onder dwang, of ten gevolge van maatregelen door de Hongaarsche Regeering of haar organen op door Hongarije ingelijfd Tsjechoslowaaksch grondgebied genomen, krachtens een onderscheidende wetgeving.

4. — a) De Hongaarsche Regeering zal aansprakelijk zijn voor het in volstrekt deugdelijken staat afgeven van de krachtens paragraaf 1 van dit artikel aan onderdanen der Vereenigde Volken teruggegeven goederen. Wanneer een goed niet zal kunnen teruggegeven worden of wanneer, door oorlogshandelingen, de onderdaan van een der Vereenigde Volken een verlies mocht geleden hebben ingevolge een schending van of een schade veroorzaakt aan een goed in Hongarije, zal de Hongaarsche Regeering den eigenaar schadeloosstellen door storting van een in Hongaarsche wettelijke valuta luidende som, ten beloope van de twee derden van de som die op den datum van betaling noodig is om den rechthebbende in staat te stellen, hetzij een gelijkwaardig goed te koopen, hetzij het geleden verlies of de geleden schade goed te maken. In geen geval zal den onderdanen van de Vereenigde Volken een minder gunstige behandeling in zake vergoeding toegepast worden dan de aan de Hongaarsche onderdanen verleende behandeling.

b) De onderdanen der Vereenigde Volken die, rechtstreeksch of onrechtstreeksch, in het bezit zijn van deelen van belangen in maatschappijen of vereenigingen, die de nationaliteit van de Vereenigde Volken niet genieten, als bedoeld bij paragraaf 9 a) van onderhavig artikel, maar die een verlies geleden hebben tengevolge van schending van of schade veroorzaakt aan hun goederen in Hongarije, zullen vergoed worden overeenkomstig vorenstaande alinea a). Die vergoeding wordt berekend in functie van het totaal verlies of de totale schade, door de maatschappij of vereeniging geleden en het bedrag ervan, ten opzichte van het totaal van het geleden verlies of de geleden schade, zal in dezelfde verhouding staan als het deel van belangen welke bedoelde onderdanen onder zich hebben, ten opzichte van het globaal kapitaal van de onderwerpelijke maatschappij of vereeniging.

c) De vergoeding wordt gestort vrij van alle heffingen, belastingen of andere lasten. Zij zal vrij in Hongarije mogen gebruikt worden, maar onderworpen blijven aan de reglementen betreffende de contrôle op den wissel welke, op een bepaald tijdstip, in Hongarije mochten van kracht zijn.

d) De Hongaarsche Regeering zal de onderdanen der Vereenigde Volken dezelfde behandeling toestaan als aan de Hongaarsche onderdanen, betreffende de toewijzing van de materialen voor het herstel of in goeden staat brengen van hun goederen in Hongarije, alsmede wat betreft de toewijzing van vreemde deviezen met het oog op den invoer van zulke materialen.

e) De Hongaarsche Regeering zal de onderdanen der Vereenigde Volken een in Hongaarsche wettelijke valuta luidende vergoeding toekennen in dezelfde verhouding als die welke in vorenstaande alinea a) voorzien is, ter goedmaking van het verlies of de schade die voortvloeien uit de tijdens den oorlog, ten nadeele van hun goederen, getroffen bijzondere maatregelen, die niet de Hongaarsche goederen beoogden. Deze alinea is niet van toepassing op winstderving.

5. — De bepalingen van paragraaf 4 van dit artikel zullen op Hongarije niet van toepassing zijn in de gevallen waarin de maatregelen, die aanleiding kunnen geven tot een verzoek om vergelding voor de schade aan in Noord-Transylvanië gelegen goederen, welke aan de Vereenigde Volken of aan hun onderdanen toebehooren, zullen genomen geweest zijn gedurende het tijdperk waarin dat grondgebied aan het gezag van Hongarije onderworpen was.

6. — Alle redelijke kosten waartoe, in Hongarije, het opmaken van de aanvragen zal aanleiding geven, inclusief de raming van de verliezen en de schade, komen ten bezware van de Hongaarsche Regeering.

7. — De onderdanen van de Vereenigde Volken, alsmede hun goederen, zullen vrij zijn van alle belastingen, heffingen of uitzonderlijke taxes waaraan de Hongaarsche Regeering of om het even welke Hongaarsche overheid hun kapitaalvermogens in Hongarije, tusschen den datum van den wapenstilstand en den datum van inwerkingtreding van onderhavig verdrag, mocht onderworpen hebben, met het oog op de dekking van de uitgaven in verband met den oorlog of de uitgaven welke teweeggebracht werden door de onderhoudskosten van de bezettingsstrijdkrachten of door de aan een der Vereenigde Volken te betalen schadeloosstelling. Al de sommen welke aldus mochten geïnd geweest zijn zullen terugbetaald worden.

8. — De eigenaar van de onderwerpelijke goederen en de Hongaarsche Regeering zullen schikkingen kunnen treffen die in de plaats van de bepalingen van dit artikel kunnen treden.

9. — Met het oog op dit artikel :

a) De uitdrukking « onderdanen der Vereenigde Volken » is van toepassing op de natuurlijke personen die onderdaan zijn van om het even welk lid der Vereenigde Volken, alsmede op de maatschappijen of vereenigingen opgericht onder het stelsel van de wetten van een der Vereenigde Volken bij het inwerkingtreden van dit verdrag, onder voorwaarde dat de bedoelde natuurlijke personen, maatschappijen of vereenigingen dit statuut reeds genoten op den datum van den wapenstilstand met Hongarije.

De uitdrukking « onderdanen der Vereenigde Volken » omvat eveneens al de natuurlijke personen en al de maatschappijen of vereenigingen die, naar luid van de in Hongarije tijdens den oorlog vigeerende wetgeving, als vijanden werden behandeld.

b) door den term « eigenaar » wordt aangeduid hetzij een Staat die lid is van de Vereenigde Volken, hetzij de onderdaan van een der Vereenigde Volken zooals die bepaald is in de vorenstaande alinea a) welke rechtmatig aanspraak heeft op het onderwerpelijk goed en hij is van toepassing op den opvolger van den eigenaar, onder voorwaarde dat die opvolger eveneens hetzij een Staat, lid der Vereenigde Volken, hetzij een onderdaan van een der Vereenigde Volken, als bedoeld in alinea a), zij. Indien de opvolger het goed gekocht heeft toen ditzelve reeds beschadigd was, behoudt de verkooper zijn rechten op de uit dit artikel voortvloeiende vergoeding, zonder dat de tusschen den verkooper en den verkrijger, krachtens de inlandsche wetgeving, bestaande verplichtingen daardoor beïnvloed worden.

c) Door den term « goederen » worden aangeduid al de roerende of onroerende, lichamelijke of onlichamelijke goederen, inclusief de rechten van industrieelen, letterkundigen of artistieken eigendom, alsmede al de rechten of belangen van eenigen aard in goederen.

10. — De Hongaarsche Regeering erkent dat de Overeenkomst van Brioni, dd. 10 Augustus 1942, nul en van geener waarde is. Zij verbindt zich tot deelneming, met de andere ondertekenaars van de Overeenkomst te Rome, dd. 28 Mei 1923, aan alle onderhandelingen die tot doel hebben in de bepalingen er van de noodige wijzigingen in te voeren, met het oog op een billijke vereffening van de erin voorziene annuïteiten.

ECONOMISCHE CLAUSULES.

Artikel 33.

1. — In afwachting van het sluiten van handelsverdragen of -overeenkomsten tusschen een der Vereenigde Volken en Hongarije, zal de Hongaarsche Regeering, gedurende de achttien maanden die op de inwerkingtreding van dit verdrag volgen, aan elk der Vereenigde Volken, die feitelijk bij wijze van wederkeerigheid Hongarije op die gebieden een gelijkaardige behandeling toestaan, de navolgende behandeling toewijzen :

a) Voor al wat betrekking heeft op de rechten en retributies bij den uitvoer en den invoer, de belasting binnen het land van de ingevoerde koopwaren en al de desbetreffende reglementen, zullen de Vereenigde Volken het voordeel der onvoorwaardelijke clause der meest begunstigde natie genieten.

b) Hongarije zal in alle andere opzichten geen willekeurig onderscheid maken ten nadeele van de koopwaren die herkomstig zijn uit of bestemd zijn voor het grondgebied van een Vereenigd Volk met betrekking tot soortgelijke koopwaren herkomstig uit of bestemd voor het grondgebied van eenig ander lid der Vereenigde Volken of eenig ander vreemd land.

c) De onderdanen der Vereenigde Volken, inclusief de rechtspersonen, genieten de nationale behandeling en die van de meest begunstigde natie voor al wat op handel, nijverheid, scheepvaart en andere handelsbedrijfsvormen in Hongarije betrekking heeft. Die bepalingen zijn niet van toepassing op de handelsluchtvaart.

d) Hongarije zal aan geen enkel land het uitsluitend of voorkeursrecht verleen en wat betreft de exploitatie van de handelsluchtvaartdiensten voor internationaal vervoer; het zal de Vereenigde Volken voorwaarden van gelijkheid aanbieden voor het verkrijgen van rechten ter zake van internationaal handelsluchtvaartvervoer over het Hongaarsch grondgebied, met inbegrip van het recht om te landen met het oog op proviandeering en herstelling, en, wat de exploitatie van de handelsluchtvaartdiensten voor internationaal vervoer betreft, zal het al de Vereenigde Volken, volgens het beginsel van wederkeerigheid en non-discriminatie, het recht verleen en om over het Hongaarsch grondgebied zonder landing te vliegen. Die bepalingen blijven zonder invloed op de belangen van de landsverdediging van Hongarije.

2. — De hierboven omschreven door Hongarije aangegane verbintenissen moeten verstaan worden onder voorbehoud van de gebruikelijke uitzonderingen op de handelsverdragen welke door Hongarije vóór den oorlog gesloten werden; de bepalingen, betreffende de door elk der Vereenigde Volken toegekende wederkeerigheid, moeten verstaan worden onder voorbehoud van de gebruikelijke uitzonderingen op de door deze gesloten handelsverdragen.

B I J L A G E VI.

VONNISSEN.

De Hongaarsche Regeering zal de noodige maatregelen treffen om de onderdanen van om het even welk lid der Vereenigde Volken in staat te stellen op eenig tijdstip, binnen een termijn van één jaar, te rekenen van den datum van inwerkingtreding van dit verdrag af, vóór de bevoegde Hongaarsche overheden een vordering in te stellen tot herziening van elk door een Hongaarsche rechtbank, tusschen 10 April 1941 en den datum van inwerkingtreding van dit verdrag, gewezen vonnis in eenig proces waarin de onderdaan van een der Vereenigde Volken niet in staat is geweest zijn zaak op voldoende wijze uiteen te zetten, hetzij als eischer, hetzij als verweerder. De Hongaarsche Regeering zal de noodige maatregelen treffen opdat, wanneer een onderdaan van een der Vereenigde Volken schade geleden heeft tengevolge van eenig vonnis van dien aard, die onderdaan opnieuw gesteld worde in den toestand waarin hij zich bevond vóór de uitspraak van het vonnis of zulke compensatie verkrijge welke te dezer zake rechtvaardig en billijk kan zijn. De uitdrukking « Onderdanen der Vereenigde Volken » omvat de, overeenkomstig de wetgeving van om het even welk der Vereenigde Volken, georganiseerde of opgerichte maatschappijen of vereenigingen.

C. — CLAUSULES VAN HET VREDESVERDRAG MET BULGARIJE VAN TOEPASSING OP BELGIE

ECONOMISCHE CLAUSULES.

Artikel 32.

Artikelen 22 en 29 en bijlage VI van het onderhavig verdrag zijn van toepassing op de Gealliëerde en Verbonden Mogendheden en op Frankrijk, alsmede op die Vereenigde Volken wier diplomatieke betrekkingen met Bulgarije tijdens den oorlog verbroken werden.

TERUGGAVEN.

Artikel 22.

1. — Bulgarije aanvaardt de beginselen van de verklaring der Vereenigde Volken, dd. 5 Januari 1943, en zal binnen den kortst mogelijken termijn de uit het grondgebied van een der Vereenigde Volken weggehaalde goederen teruggeven.

2. — De verplichting tot teruggave is van toepassing op al de herkenbare goederen die zich thans in Bulgarije bevinden en die, met geweld of onder dwang, uit het grondgebied van een der Vereenigde Volken weggehaald werden door een van de Asmogendheden, welke ook de latere transacties geweest zijn waardoor de tegenwoordige bezitter van die goederen zich het bezit daarvan heeft verschafft.

3. — Wanneer het, in bijzondere gevallen, Bulgarije onmogelijk is teruggave te doen van voorwerpen die uit oogpunt van kunst, geschiedenis of oudheidkunde eenig belang bieden, en die deel uitmaken van het cultureel bezit van het lid der Vereenigde Volken uit welks grondgebied die voorwerpen door de Bulgaarsche legers, overheden of onderdanen, door gebruikmaking van geweld of van dwang werden weggehaald, verbindt Bulgarije zich tot teruggave, aan het betrokken lid der Vereenigde Volken, van voorwerpen van denzelfden aard en nagenoeg gelijkwaardig aan de weggehaalde voorwerpen, in de mate waarin het mogelijk is zich die in Bulgarije te verschaffen.

4. — De Bulgaarsche Regeering zal de in dit artikel bedoelde goederen in deugdelijken staat teruggeven en al de daartoe in Bulgarije bestreden kosten aan arbeidsloon, aan materialen en aan vervoer te haren laste nemen.

5. — De Bulgaarsche Regeering zal met de Vereenigde Volken samenwerken tot het opzoeken en het teruggeven van de naar luid van dit artikel aan teruggave onderhevige goederen en op haar kosten alle noodig gemak verleen.

6. — De Bulgaarsche Regeering zal de noodige maatregelen treffen om de in dit artikel bedoelde goederen terug te geven welke in een derde land door Bulgaarsche rechtsonderhoorigen onder zich gehouden worden.

7. — Het verzoek tot teruggave van een goed zal bij de Bulgaarsche Regeering ingediend worden door de Regeering van het land uit welks grondgebied het goed weggehaald werd, met dien verstande dat het rollend materieel zal beschouwd worden als weggehaald uit het grondgebied waartoe het oorspronkelijk behoorde. De verzoeken moeten worden ingediend binnen een termijn van zes maanden, met ingang van de inwerkingtreding van onderhavig verdrag.

8. — Het berust op de rekwestreerende Regeering het goed te herkennen en het eigendomsrecht ervan te bewijzen en het berust op de Bulgaarsche Regeering het bewijs te leveren dat het goed niet met geweld of onder dwang weggehaald werd.

ECONOMISCHE CLAUSULES.

Artikel 23.

1. — Voor zoover het zulks niet reeds gedaan heeft, zal Bulgarije alle rechten en wettelijke belangen, in Bulgarije, van de Vereenigde Volken en van hun onderdanen herstellen, zooals die bestonden op 24 April 1941, en aan die Vereenigde Volken en aan hun onderdanen al de hun in Bulgarije toebehoorende goederen, in den toestand waarin zij zich thans bevinden, teruggeven.

2. — De Bulgaarsche Regeering zal al de goederen, rechten en belangen, in dit artikel bedoeld, teruggeven vrij van alle hypotheken en eenigerlei lasten, waarmede zij ten gevolge van den oorlog mochten bezwaard geweest zijn, en zonder dat die teruggave aanleiding geve tot inning van eenige som vanwege de Bulgaarsche Regeering. De Bulgaarsche Regeering doet te niet alle maatregelen, inclusief maatregelen tot inbeslagneming, sekwestratie of contrôle, door haar ten opzichte van de goederen der Vereenigde Volken getroffen tusschen 24 April 1941 en de inwerkingtreding van onderhavig verdrag. In geval het goed niet zal teruggegeven geweest zijn binnen zes maanden, te rekenen met ingang van den datum van inwerkingtreding van onderhavig verdrag, moet het verzoek bij de Bulgaarsche overheden worden ingediend binnen een maximum termijn van twaalf maanden, te rekenen van dienzelfden datum, behoudens in de gevallen waarin de aanvrager zal in staat zijn uit te wijzen dat het hem onmogelijk is geweest zijn verzoek binnen dien termijn in te dienen.

3. — De Bulgaarsche Regeering doet te niet de overdrachten betreffende goederen, rechten en belangen van elken aard die aan onderdanen van de Vereenigde Volken toebehooren, wanneer die overdrachten het gevolg zijn van in den loop van den oorlog, door de Regeeringen der Asmogendheden of door derzelver organen, getroffen maatregelen van geweld of van dwang.

4. — a) De Bulgaarsche Regeering zal aansprakelijk zijn voor het in volstrekt deugdelijken staat afgeven van de krachtens paragraaf 1 van dit artikel aan onderdanen der Vereenigde Volken teruggeven goederen. Wanneer een goed niet zal kunnen teruggegeven worden of wanneer, door oorlogshandelingen, de onderdaan van een der Vereenigde Volken een verlies mocht geleden hebben ingevolge een schending van of een schade veroorzaakt aan een goed in Bulgarije, zal de Bulgaarsche Regeering den eigenaar schadeloosstellen door storting van een in levas luidende som, ten beloope van de twee derden van de som die op den datum van betaling noodig is om den rechthebbende in staat te stellen, hetzij een gelijkwaardig goed te koopen, hetzij het geleden verlies of de geleden schade goed te maken. In geen geval zal den onderdanen van de Vereenigde Volken een minder gunstige behandeling in zake vergoeding toegepast worden dan de aan de Bulgaarsche onderdanen verleende behandeling.

b) De onderdanen der Vereenigde Volken die, rechtstreeks of onrechtstreeks, in het bezit zijn van deelen van belangen in maatschappijen of vereenigingen, die de nationaliteit van de Vereenigde Volken niet genieten, als bedoeld bij paragraaf 8 a) van onderhavig artikel, maar die een verlies geleden hebben ten gevolge van schending van of schade veroorzaakt aan hun goederen in Bulgarije, zullen vergoed worden overeenkomstig vorenstaande alinea a). Die vergoeding wordt berekend in functie van het totaal verlies of de totale schade,

door de maatschappij of vereeniging geleden en het bedrag er van, ten opzichte van het totaal van het geleden verlies of de geleden schade, zal in dezelfde verhouding staan als het deel van belangen welke bedoelde onderdanen onder zich hebben, ten opzichte van het globaal kapitaal van de onderwerpelijke maatschappij of vereeniging.

c) De vergoeding wordt gestort vrij van alle heffingen, belastingen of andere lasten. Zij zal vrij in Bulgarije mogen gebruikt worden, maar onderworpen blijven aan de reglementen betreffende de contrôle op den wissel, welke op een bepaald tijdstip in Bulgarije mochten van kracht zijn.

d) De Bulgaarsche Regeering zal de onderdanen der Vereenigde Volken dezelfde behandeling toestaan als aan de Bulgaarsche onderdanen, betreffende de toewijzing van de materialen voor het herstel of in goeden staat brengen van hun goederen in Bulgarije, alsmede wat betreft de toewijzing van vreemde deviezen met het oog op den invoer van zulke materialen.

e) De Bulgaarsche Regeering zal de onderdanen der Vereenigde Volken een in levas luidende vergoeding toekennen in dezelfde verhouding als die welke in vorenstaande alinea a) voorzien is, ter goedmaking van het verlies of de schade die voortvloeien uit de tijdens den oorlog, ten nadeele van hun goederen getroffen bijzondere maatregelen, die niet de Bulgaarsche goederen beoogden. Deze alinea is niet van toepassing op winstderving.

5. — Alle redelijke kosten waartoe, in Bulgarije, het opmaken van de aanvragen zal aanleiding geven, inclusief de raming van de verliezen en de schade, komen ten bezware van de Bulgaarsche Regeering.

6. — De onderdanen van de Vereenigde Volken, alsmede hun goederen, zullen vrij zijn van alle belastingen, heffingen of uitzonderlijke taxes waaraan de Bulgaarsche Regeering of om het even welke Bulgaarsche overheid hun kapitaalvermogen in Bulgarije, tusschen den datum van den wapenstilstand en den datum van inwerkingtreding van onderhavig verdrag, mocht onderworpen hebben, met het oog op de dekking van de uitgaven in verband met den oorlog of de uitgaven welke teweeggebracht werden door de onderhoudskosten van de bezettingsstrijdkrachten of door aan een der Vereenigde Volken te betalen schadeloosstelling. Al de sommen welke aldus mochten geïnd geweest zijn, zullen terugbetaald worden.

7. — De eigenaar van de onderwerpelijke goederen en de Bulgaarsche Regeering zullen schikkingen kunnen treffen die in de plaats van de bepalingen van dit artikel kunnen treden.

8. — Met het oog op dit artikel :

a) De uitdrukking « onderdanen der Vereenigde Volken » is van toepassing op de natuurlijke personen die onderdaan zijn van om het even welk lid der Vereenigde Volken, alsmede op de maatschappijen of vereenigingen opgericht onder het stelsel van de wetten van een der Vereenigde Volken bij de inwerkingtreding van dit verdrag, onder voorwaarde dat de bedoelde natuurlijke personen, maatschappijen of vereenigingen dit statuut reeds genoten op den datum van den wapenstilstand met Bulgarije.

De uitdrukking « onderdanen der Vereenigde Volken » omvat eveneens al de natuurlijke personen en al de maatschappijen of vereenigingen die, naar luid van de in Bulgarije tijdens den oorlog vigeerende wetgeving, als vijanden werden behandeld.

b) Door den term « eigenaar » wordt aangeduid de onderdaan van een der Vereenigde Volken, zooals die bepaald is in vorenstaande alinea a), welke rechtmatig aanspraak heeft op het onderwerpelijk goed en hij is van toepassing op den opvolger van den eigenaar, onder voorwaarde dat die eigenaar eveneens onderdaan van een der Vereenigde Volken zij, als bedoeld onder a). Indien de opvolger het goed gekocht heeft toen ditzelve reeds beschadigd was, behoudt de verkoper zijn rechten op de uit dit artikel voortvloeiende vergoeding, zonder dat de tusschen den verkoper en den verkrijger, krachtens de inlandsche wetgeving, bestaande verplichtingen daardoor beïnvloed worden.

c) Door den term « goederen » worden aangeduid al de roerende of onroerende lichamelijke of onlichamelijke goederen, inclusief de rechten van industrieelen, letterkundigen of artistieken eigendom, alsmede al de rechten of belangen van eenigen aard in goederen.

ECONOMISCHE CLAUSULE.

Artikel 29.

1. — In afwachting van het sluiten van handelsverdragen of -overeenkomsten tusschen een der Vereenigde Volken en Bulgarije, zal de Bulgaarsche Regeering, gedurende de achttien maanden die op de inwerkingtreding van dit verdrag volgen, aan elk der Vereenigde Volken, die feitelijk bij wijze van wederkeerigheid Bulgarije op die gebieden een gelijkaardige behandeling toestaan, de navolgende behandeling toewijzen :

a) Voor al wat betrekking heeft op de rechten en retributies bij den uitvoer en den invoer, de belasting binnen het land van de ingevoerde koopwaren en al de desbetreffende reglementen, zullen de Vereenigde Volken het voordeel van de onvoorwaardelijke clause der meest begunstigde natie genieten.

b) Bulgarije zal in alle andere opzichten geen willekeurig onderscheid maken ten nadeele van de koopwaren die herkomstig zijn uit of bestemd zijn voor het grondgebied van een Vereenigd Volk met betrekking tot soortgelijke koopwaren herkomstig uit of bestemd voor het grondgebied van eenig ander lid der Vereenigde Volken of eenig ander vreemd land.

c) De onderdanen der Vereenigde Volken, inclusief de rechtspersonen, genieten de nationale behandeling en die van de meest begunstigde natie voor al wat op handel, nijverheid, scheepvaart en andere handelsbedrijfsvormen in Bulgarije betrekking heeft. Die bepalingen zijn niet van toepassing op de handelsluchtvaart.

d) Bulgarije zal aan geen enkel land het uitsluitend of voorkeursrecht verleen wat betreft de exploitatie van de handelsluchtvaartdiensten voor internationaal vervoer; het zal de Vereenigde Volken voorwaarden van gelijkheid aanbieden voor het verkrijgen van rechten ter zake van internationaal handelsluchtvaartvervoer over het Bulgaarsch grondgebied, met inbegrip van het recht om te landen met het oog op proviandeering en herstelling, en, wat de exploitatie van de handelsluchtvaartdiensten voor internationaal vervoer betreft, zal het al de Vereenigde Volken, volgens het beginsel van wederkeerigheid en non-discriminatie, het recht verleen om over het Bulgaarsch grondgebied zonder landing te vliegen. Die bepalingen blijven zonder invloed op de belangen van de landsverdediging van Bulgarije.

2. — De hierboven omschreven door Bulgarije aangegane verbintenissen moeten verstaan worden onder voorbehoud van de gebruikelijke uitzonderingen op de handelsverdragen welke door Bulgarije vóór den oorlog gesloten werden; de bepalingen, betreffende de door elk der Vereenigde Volken toegekende wederkeerigheid, moeten verstaan worden onder voorbehoud van de gebruikelijke uitzonderingen op de door deze gesloten handelsverdragen.

BIJLAGE VI.

VONNISSEN.

De Bulgaarsche Regeering zal de noodige maatregelen treffen om de onderdanen van om het even welk lid der Vereenigde Volken in staat te stellen op eenig tijdstip, binnen een termijn van één jaar, te rekenen van den datum van inwerkingtreding van dit verdrag af, vóór de bevoegde Bulgaarsche overheden een vordering in te stellen tot herziening van elk door een Bulgaarsche rechtbank, tusschen 24 April 1941 en den datum van inwerkingtreding van dit verdrag, gewezen vonnis in eenig proces waarin de onderdaan van een der Vereenigde Volken niet in staat is geweest zijn zaak op voldoende wijze uiteen te zetten, hetzij als eischer, hetzij als verweerder. De Bulgaarsche Regeering zal de noodige maatregelen treffen opdat, wanneer een onderdaan van een der Vereenigde Volken schade geleden heeft tengevolge van eenig vonnis van dien aard, die onderdaan opnieuw gesteld worde in den toestand waarin hij zich bevond vóór de uitspraak van het vonnis of zulke compensatie verkrijge welke te dezer zake rechtvaardig en billijk kan zijn. De uitdrukking « onderdanen der Vereenigde Volken » omvat de, overeenkomstig de wetgeving van om het even welk lid der Vereenigde Volken, georganiseerde of opgerichte maatschappijen of veree-

(69)

[N^o 136.]

BIJLAGE 7.

**VERDRAG
VAN FRANSCH-BRITSCH BONDGENOOTSCHAP.**

Verdrag van Fransch-Britsch Bondgenootschap.

Zijne Majesteit de Koning van Groot-Brittannië, Ierland en de Britsche Dominions over zee, Keizer van Indië, en de Président van de Fransche Republiek, door een verdrag van bondgenootschap, de hartelijke vriendschap en de nauwe belangengemeenschap tusschen het Vereenigd Koninkrijk en Frankrijk wenschende te bevestigen.

Overtuigd dat het afsluiten van een zoodanig verdrag de regeling van alle vraagstukken, welke tusschen beide landen kunnen bestaan, in een geest van onderlinge verstandhouding zal bevorderen.

Besloten tot nauwe samenwerking onderling en met de overige Vereenigde Volken om den vrede te bewaren en weerstand te bieden aan de overweldiging, in overeenstemming met het Handvest der Vereenigde Volken en in het bijzonder met de artikelen 49, 51, 52, 53 en 107 van gezegd Handvest.

Vastbesloten om door maatregelen van onderlinge hulpverleening samen te werken bij een eventueele nieuwe overweldiging vanwege Duitschland, en tegelijk het afsluiten van een verdrag als zeer wenschelijk beschouwende tusschen de mogendheden, op welke de verantwoordelijkheid rust van de maatregelen ten opzichte van Duitschland te nemen, met het doel Duitschland te verhinderen opnieuw een bedreiging voor den vrede te worden.

Gelet op de verdragen van bondgenootschap en onderlinge hulpverleening welke zij reeds, ieder van zijn kant, gesloten hebben met de Unie der Socialistische Sovjetrepublieken.

Met de bedoeling de economische betrekkingen tusschen beide landen tot hun wederzijdsch voordeel en in het belang van den algemeenen voorspoed te verstevigen,

Hebben besloten tot dat doel een verdrag te sluiten en tot hun gevolmachtigden benoemd : Z.M. den Koning van Groot Brittannië, den Right Honorable Ernest Bevin, Eerste Staatssecretaris van Z.M., en Mr Duff Cooper, buitengewoon ambassadeur en gevolmachtigd minister te Parijs;

De President van de Fransche Republiek;

Voor de Fransche Republiek, den h. Georges Bidault, Minister van Buitenlandsche Zaken en den h. René Massigli, buitengewoon ambassadeur en gevolmachtigd minister van de Fransche Republiek te Londen, die, na overlegging van hun volmachten, overeengekomen zijn wat volgt :

Eerbiediging van het Handvest der Vereenigde Volken.

ART. 5. — 1^o Geen bepaling van dit verdrag kan geïnterpreteerd worden als afbreuk doende aan de verplichtingen, welke voor contracteerende Partijen voortvloeien uit de bepalingen van het Handvest der Vereenigde Volken of uit alle bijzondere akkoorden, krachtens artikel 43 van gezegd Handvest gesloten.

2^o Contracteerende partijen zullen geen bondgenootschap aangaan en zullen niet deelnemen aan eenige coalitie, die tegen een van hen gericht is. Zij zullen geen verbintenis aangaan in strijd met de bepalingen van dit Verdrag.

Het Verdrag zal gelden voor 50 jaar.

ART. 6. — 1^o Dit Verdrag zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging uitgewisseld te Londen zoodra doenlijk.

2^o Het zal in toepassing treden met ingang van de uitwisseling der akten van bekrachtiging en zal gedurende vijftig jaren gelden.

3^o Indien het ten minste één jaar vóór het verstrijken van die tijdruimte niet wordt opgezegd door een van contracteerende Partijen, blijft het voor onbeperkten tijd van kracht, in welk geval elk der contracteerende Partijen er een einde aan maken kan door een daartoe opgestelde verklaring met één jaar opzegging.

Ten blijk van waarvan de hierboven aangewezen gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteekend en er hun stempel hebben op gedrukt.

Gedaan te Duinkerken, den 4den Maart 1947, in twee exemplaren, in het Fransch en in het Engelsch, welke teksten beide gelijkelijk rechtsgeldig zijn.

(72)

(73)

[Nr 136.]

BIJLAGE 8.

ALLIANTIEVERDRAG VAN 26 MEI 1942
TUSSCHEN
GROOT-BRITTANNIE EN U. S. S. R.

**Alliantieverdrag van 26 Mei 1942
tusschen Groot-Brittannië en U. S. S. R.**

PART I.

ARTICLE I.

In virtue of the alliance established between the United Kingdom and the Union of Soviet Socialist Republics the High Contracting Parties mutually undertake to afford one another military and other assistance and support of all kinds in the war against Germany and all those states which are associated with her in acts of aggression in Europe.

ARTICLE II.

The High Contracting Parties undertake not to enter into any negotiations with the Hitlerite Government or any other Government in Germany that does not clearly renounce all aggressive intentions, and not to negotiate or conclude except by mutual consent any armistice or peace treaty with Germany or any other State associated with her in acts of aggression in Europe.

PART II.

ARTICLE III.

(1) The High Contracting Parties declare their desire to unite with other like-minded States in adopting proposals for common action to preserve peace and resist aggression in the post-war period.

(2) Pending the adoption of such proposals, they will after the termination of hostilities take all the measures in their power to render impossible a repetition of aggression and violation of the peace by Germany or any of the States associated with her in acts of aggression in Europe.

ARTICLE IV.

Should one of the High Contracting Parties during the post-war period become involved in hostilities with Germany or any of the States mentioned in Article III (2) in consequence of an attack by that State against that Party, the other High Contracting Party will at once give to the Contracting Party so involved in hostilities all the military and other support and assistance in his power.

This Article shall remain in force until the High Contracting Parties, by mutual agreement, shall recognise that it is superseded by the adoption of the proposals contemplated in Article III (1).

In default of the adoption of such proposals, it shall remain in force for a period of 20 years, and thereafter until terminated by either High Contracting Party, as provided in Article VIII.

ARTICLE V.

The High Contracting Parties, having regard to the interests of the security of each of them, agree to work together in close and friendly collaboration after the re-establishment of peace for the organisation of security and economic prosperity in Europe.

They will take into account the interests of the United Nations in these objects, and they will act in accordance with the two principles of not seeking territorial aggrandisement for themselves and of non-interference in the internal affairs of other States.

ARTICLE VI.

The High Contracting Parties agree to render one another all possible economic assistance after the war.

ARTICLE VII.

Each High Contracting Party undertakes not to conclude any alliance and not to take part in any coalition directed against the other High Contracting Party.

ARTICLE VIII.

The present Treaty is subject to ratification in the shortest possible time and the instruments of ratification shall be exchanged in Moscow as soon as possible.

It comes into force immediately on the exchange of the instruments of ratification and shall thereupon replace the Agreement between the government of the Union of Soviet Socialist Republics and His Majesty's Government in the United Kingdom, signed at Moscow on the 12th July, 1941.

Part I. of the present Treaty shall remain in force until the re-establishment of peace between the High Contracting Parties and Germany and the Powers associated with her in acts of aggression in Europe.

Part II. of the present Treaty shall remain in force for a period of twenty years. Thereafter, unless twelve months' notice has been given by either Party to terminate the Treaty at the end of the said period of twenty years, it shall continue in force until twelve months after either High Contracting Party shall have given notice to the other in writing of his intention to terminate it..

In witness where of the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London on the 26th day of May, 1942, in the English and Russian languages, both texts being equally authentic.

ANTHONY EDEN.

V. MOLOTOV.

(76)

(77)

[N^r 136.]

BIJLAGE 9.

TEKST
VAN HET VERDRAG
TUSSCHEN
FRANKRIJK EN SOVJET-RUSLAND,
VAN 10 DECEMBER 1944.

**Tekst van het Verdrag
tusschen Frankrijk en Sovjet-Rusland,
van 10 December 1944.**

De aanhef van het Verdrag luidt als volgt :

De voorloopige Regeering van de Fransche Republiek en het Presidium van den Oppersten Raad der Sovjet-Unie, besloten om samen tot het einde toe den oorlog tegen Duitschland voort te zetten en overtuigd dat, zoodra de overwinning behaald is, de vestiging van den vrede op een stevigen grondslag, en de handhaving van den vrede in de toekomst op een duurzamen grondslag, als eersten eisch zullen stellen een nauwe samenwerking tusschen henzelf en alle Vereenigde Volken, hebben besloten samen te werken tot het vestigen van een systeem van internationale veiligheid, waardoor de algemeene vrede daadwerkelijk kan gehandhaafd en harmonische betrekkingen tusschen de volken tot stand gebracht kunnen worden.

Hebben ter bevestiging van de wederzijdsche verbintenissen, voortvloeiende uit de briefwisseling van 20 September 1941 in verband met een gemeenschappelijke actie in den oorlog tegen Duitschland, en er van bewust, dat door het sluiten van een bondgenootschap tusschen Frankrijk en de Sovjet-Unie, de belangen en de gevoelens van beide volken het best zullen behartigd worden, zooals de eischen van den oorlog en de behoeften van den vrede en van den economischen wederopbouw dat zijn, in volle overeenstemming met de door de Vereenigde Volken beoogde doeleinden, besloten daartoe een verdrag te sluiten en tot hun gevolmachtigden benoemd :

Voor de Voorloopige Regeering van de Fransche Republiek, den h. Bidault, Minister van Buitenlandsche Zaken;

Voor het Presidium van den Oppersten Raad der Sovjet-Unie, den h. Molotov, Volkscommissaris voor Buitenlandsche Zaken.

Na behoorlijke uitwisseling van hun volmachten, zijn zij overeengekomen wat volgt :

ARTIKEL ÉÉN. — Elk van de contracteerende Partijen zal den strijd voortzetten aan de zijde van de andere en van de Vereenigde Volken tot de eindoverwinning op Duitschland. Elk van beide contracteerende Partijen verbindt zich om aan de andere hulp en bijstand in dezen strijd te verleen, door alle middelen die zij ter beschikking heeft.

ART. 2. — De Hooge Contracteerende Partijen verbinden zich niet afzonderlijk in onderhandelingen te treden met Duitschland, of zonder onderling overleg een wapenstilstand of een vredesverdrag te sluiten, onverschillig of het zij met de Hitler-Regeering of eenige andere regeering of overheid, welke in Duitschland is ingesteld, met het doel een Duitsche aanvalspolitiek te verlengen of te onderhouden.

ART. 3. — De Hooge Contracteerende Partijen verbinden zich, in gemeen overleg, bij het einde van het huidige conflict met Duitschland, alle noodige maatregelen aan te nemen, tot uitschakeling van elke nieuwe bedreiging van-

wege Duitschland en den weg te versperren aan elk soort van initiatief waardoor een nieuwe Duitse aanvalspoging wordt mogelijk gemaakt.

ART. 4. — In geval een van de Hooge Contracteerende Partijen zelf in vijandelijkheden mocht worden verwickeld met Duitschland, hetzij als gevolg van een aanval door Duitschland, hetzij als gevolg van omstandigheden als vermeld in artikel 3, zal de andere Partij haar onmiddellijk alle hulp en bijstand verleen en die in haar macht ligt.

ART. 5. — De Hooge Contracteerende Partijen verbinden zich geen bondgenootschap te sluiten en niet in een coalitie te treden, welke gericht is tegen een van beide partijen.

ART. 6. — De Hooge Contracteerende Partijen komen overeen om aan elkaar na den oorlog alle mogelijke economische hulp te verleen en, ten einde den wederopbouw van hun wederzijdsche landen te vergemakkelijken en te bespoedigen en bij te dragen tot den voorspoed van de wereld.

ART. 7. — Dit Verdrag doet niets af aan eenige verbintenis, welke door een van beide Partijen vroeger werd aangegaan met derde naties op grond van bekendgemaakte authentieke teksten.

ART. 8. — Dit Verdrag, opgesteld in het Fransch en in het Russisch, zal zoo spoedig doenlijk bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk uitgewisseld worden te Parijs. Het Verdrag zal in werking treden onmiddellijk nadat de akten van bekrachtiging zullen zijn uitgewisseld en zal gelden voor twintig jaren. Indien het Verdrag niet ten minste één jaar vóór het verstrijken van die tijdruimte is opgezegd door een van beide contracteerende Partijen, blijft het voor onbepaalden tijd van kracht, waarbij elk van beide contracteerende Partijen het recht behoudt om er een einde aan te maken door een daartoe opgestelde verklaring met één jaar opzegging.

Ten blijk van waarvan de volgende Gevolmachtigden dit Verdrag, opgesteld in twee exemplaren, te Moskou, op tien December negentienhonderd vier en veertig, hebben onderteekend en er hun stempel op gedrukt.

(w.g.) BIDAULT, Minister van Buitenlandsche Zaken.

(w.g.) MOLOTOV, Volkscommissaris voor Buitenlandsche Zaken.

80)

(81)

[N^r 136.]

BIJLAGE 10.

BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE.

Jaren 1938 en 1946. — Bijzondere Handel.

Belgisch-Luxemburgse Economische Unie.

Jaren 1938 en 1946

BIJZONDERE HANDEL

OVERZICHT PER LAND, IN WAARDE (1) EN PERCENTAGES

Voornaamste landen van herkomst en van bestemming	1938				1946 (2)			
	Invoer		Uitvoer		Invoer		Uitvoer	
	Waarde	%	Waarde	%	Waarde	%	Waarde	%
Duitsland	2.598	11,21	2.654	12,12	1.461	2,78	173	0,58
Denemarken	115	0,49	162	0,75	818	1,55	1.182	3,99
Frankrijk	3.325	14,35	3.360	15,47	7.649	14,55	4.441	14,97
Italië	213	0,92	250	1,10	864	1,64	557	1,87
Noorwegen	190	0,82	279	1,28	579	1,10	1.128	3,80
Nederland	2.079	8,97	2.614	12,03	2.944	5,60	4.480	15,18
Portugal	86	0,40	187	0,81	598	1,14	482	1,63
Verenigd-Koninkrijk . .	1.835	7,92	2.972	13,68	9.009	17,15	1.924	6,48
Zweden	459	2,64	576	2,65	2.151	4,09	1.754	5,91
Zwitserland	277	1,20	588	2,70	2.820	5,37	3.269	11,03
Tsjechoslowakije	239	1,02	182	0,84	533	1,02	380	1,28
China	38	0,15	221	1,00	8	—	366	1,24
Egypte	64	0,26	257	1,13	137	0,26	432	1,46
Belgisch-Congo	1.933	8,34	411	1,84	3.621	6,89	671	2,26
Zuid-Afrikaanse-Unie . .	211	0,91	412	1,89	589	1,13	338	1,14
U. S. A.	2.559	11,04	1.442	6,64	9.263	17,63	3.221	10,86
Canada	311	1,34	188	0,86	1.774	3,37	202	0,68
Argentinië	944	4,08	694	3,19	1.650	3,15	1.043	3,51
Brazilië	329	1,33	266	1,23	979	1,86	397	1,34
U. S. S. R.	789	3,41	441	2,03	52	0,10	9	—
Brits-Indië	599	2,54	357	1,20	571	1,08	100	0,33
Finland	234	1,01	219	1,00	566	1,07	393	1,32
Polen	283	1,22	294	1,25	1	—	46	0,16
Yugoslavië	143	0,62	57	0,26	2	—	2	—
Andere landen	3.314	13,91	2.621	12,07	3.923	7,47	2.662	8,98
	23.167	100 %	21.724	100 %	52.562	100 %	29.654	100 %

(1) In miljoen Belgische frank

(2) Voorlopige cijfers

(83)

BIJLAGE 11.

BUITENLANDSE HANDEL VAN BELGIË
PER LAND VAN HERKOMST EN VAN BESTEMMING

Buitenlandse Handel van België
per land van herkomst en van bestemming.

	Eerste trimester 1947		April 1947	
	Invoer	Uitvoer	Invoer	Uitvoer
	Waarde	Waarde	Waarde	Waarde
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
EUROPA :				
Duitsland	277.728	89.314	160.737	15.279
Oostenrijk	11.125	23.684	2.378	12.550
Bulgarijė	2.656	5.236	62	8.648
Denemarken	273.170	304.008	83.843	214.154
Spanje	166.531	92.550	84.431	19.802
Finland	93.462	134.177	26.854	69.080
Frankrijk	2.406.290	1.334.605	912.414	648.516
Griekenland	36.035	77.731	3.375	23.758
Hongarije	7.065	4.059	3.934	4.053
Ierland	27.964	92.490	3.861	36.613
Ysland	9	17.455	—	4.538
Italië	249.437	720.956	73.440	242.624
Noorwegen	191.799	471.836	106.280	141.269
Nederland	1.001.109	1.609.572	445.530	733.072
Polen-Dantzig	3.800	9.462	2.124	7.294
Portugal	223.572	160.570	37.610	68.756
Roumenië	2	1.246	2	—
Verenigd-Koninkrijk	1.534.468	934.762	534.765	522.531
Malta	9	10.851	167	7.046
Gibraltar	63	—	—	117
Zweden	461.030	598.967	219.414	284.803
Zwitserland	717.652	1.124.734	259.191	415.339

	Eerste trimester 1947		April 1947	
	Invoer	Uitvoer	Invoer	Uitvoer
	Waarde	Waarde	Waarde	Waarde
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
Tsjechoslowakijë	401.762	278.331	129.667	102.083
Turkijë	136.287	50.914	13.903	50.949
U. S. S. R.	100.534	8	25.940	—
Yougoslavië	2.159	10.221	32	5.625
	—	—	3.099.954	3.638.499
	=====	=====	=====	=====
AZIE :				
Bhoutan	—	—	1	—
China	14.855	192.557	1.005	71.966
Hedjaz en Nedjad	1.504	1.582	588	596
Irak	20.729	33.340	3.245	27.625
Iran	89.848	38.371	33.000	25.394
Palestina	116.261	74.394	27.119	61.246
Siam	400	10.070	2.006	1.274
Syrië	9.216	42.884	6.771	31.641
Aden	—	—	—	168
Ceylan	5.956	9.431	4.171	1.589
Chypre	8.578	15.472	31.853	15.754
Hong-Kong	217	59.490	31	53.498
Brits-Indië	247.401	169.260	69.172	45.924
Brits-Maleise Archipel.	16.046	46.339	7.523	40.952
Sarawak	—	—	—	58
Filippijnen	580	17.118	5	8.368
Frans Indo-China	2.849	18.167	113	338
Nederlands-Indië.	18.940	6.433	10.084	14.020

	Eerste trimester 1947		April 1947	
	Invoer	Uitvoer	Invoer	Uitvoer
	Waarde	Waarde	Waarde	Waarde
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
Macao	—	—	—	2
Birmanie	14	5.251	—	1.182
	—	—	196.687	401.613
	=====	=====	=====	=====
AFRIKA :				
Egypte	60 425	174.897	43.338	96.510
Ethiopië	167	3.706	—	1.610
Libéria	1.150	1.357	848	589
Spaans-Marokko	—	—	—	46
Frans-Marokko	26.897	42.857	15.160	13.349
Tanger	1.243	4.719	18	4.255
Soudan Anglo-Egyptisch	—	—	33	1.070
Belgisch-Congo	1.709.484	268.991	688.172	160.881
Ruanda-Urundi	—	2.180	700	7.276
Sierra-Leone	—	—	—	842
Goudkust	17.764	21.697	500	14.963
Nigéria	134	16.724	—	15.481
Brits-Cameroun	—	—	380	491
Zuid-Afrikaanse-Unie	161.433	309.001	45.777	123.211
Zuid-West-Afrika	—	—	—	243
Zuid-Rhodesië	73	8.842	175	2.790
Noord-West-Rhodesië	23.342	592	4.430	79
Noord-Oost-Rhodesië	34	1.055	51	1.075
Brits-Nyassaland	—	—	445	240
Kénia en Ouganda	551	5.021	1.342	9.892

	Eerste trimester 1947		April 1947	
	Invoer	Uitvoer	Invoer	Uitvoer
	Waarde	Waarde	Waarde	Waarde
	1.000 fr	1 000 fr	1 000 fr	1.000 fr.
Tanganyika	—	—	—	1.894
Zanzibar	—	—	72	99
Maurice	—	—	—	606
Seychelles	—	—	—	14
Canarische Eilanden	3.227	—	7.808	1
Algerië	31.083	21.618	8.305	84
Tunis	14.027	20.004	8.539	3.457
Senegal	50	8.146	50	5.462
Frans-Soudan	—	—	—	211
Frans-Guinea	—	—	—	731
Ivoren Kust	11.000	6.090	—	4.910
Dahomey	—	—	—	360
Frans-Togo	—	—	—	2
Frans-Cameroun	627	4.589	621	4.078
Frans Equatoriaal-Afrika	13	11.007	114	4.708
Franse-Somali-Kust	—	—	—	590
Madagascar	—	—	—	514
Réunion	—	—	—	340
Lybië	—	—	—	152
Kaap-Verde Eilanden	—	—	2	—
Angola	5.336	11.462	13.767	17.892
Mozambiek	8.595	10.324	1.853	4.802
	—	—	842.500	514.288
	=====	=====	=====	=====

	Eerste trimester 1947		April 1947	
	Invoer	Uitvoer	Invoer	Jitvoer
	Waarde	Waarde	Waarde	Waarde
	1.000 rr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
NOORD-AMERIKA :				
Verenigde-Staten van Amerika	3.606.611	539.748	1.562.816	229.722
Canada	230.363	90.203	93.750	38.509
New-Foundland	—	—	—	29
	—	—	1.656.566	268.260
	=====	=====	=====	=====
CENTRAAL-AMERIKA :				
Costa-Rica	5.234	4.809	375	1.083
Cuba	56.852	29.319	11.724	11.390
Dominikaanse Republiek	8.634	6.295	2.612	520
Guatemala	1.429	4.655	1.510	2.263
Haïti	61.135	1.576	9.587	2.278
Honduras	—	—	113	46
Mexiko	57.315	37.547	14.536	14.698
Nicaragua	—	—	—	1
Panama	1.331	6.484	125	4.125
Salvador	25	5.597	—	615
Bermuden	—	—	—	145
Barbade	—	—	—	153
Jamaïka	177	2.916	—	748
Trinité en Tobago	—	—	5.858	657
Porto-Rico	—	—	—	84
Guadeloupe	—	1.213	—	135
Curaçao	136.637	12.183	75.169	3.714
	—	—	121.609	42.655
	=====	=====	=====	=====

	Eerste trimester 1947		April 1947	
	Invoer	Uitvoer	Invoer	Uitvoer
	Waarde	Waarde	Waarde	Waarde
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
ZUID-AMERIKA :				
Argentinië	822.645	451.819	161.682	98.577
Bolivië	3.707	485	—	609
Brazilië	454.729	185.557	110.048	86.215
Chili	34.296	25.155	13.268	7.760
Colombië	48.871	75.344	15.078	36.992
Ecuador	3.617	6.443	20	4.361
Paraguay	6.731	2.661	2.341	1.064
Peru	18.208	14.145	706	11.902
Uruguay	71.973	80.563	18.018	15.741
Venezuela	7.524	55.272	1.626	50.050
Brits-Guyane	—	2.269	—	692
Nederlans Guyane	—	—	—	415
	—	—	322.787	314.378
	=====	=====	=====	=====
OCEANIE :				
Australië	680.873	116.789	216.728	35.217
Nieuw-Zeeland	30.452	28.076	26.975	19.194
	—	—	243.703	54.411
	=====	=====	=====	=====

	Eerste trimester 1947		April 1947	
	Invoer	Uitvoer	Invoer	Uitvoer
	Waarde	Waarde	Waarde	Waarde
	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.
VERSCHILLENDE :				
Voorraad aan boord van vreemde schepen.	416	108.987	—	44.509
Gemengde herkomst	1.157	—	399	—
Zee.	—	—	8	—
	—	—	407	44.509
	=====	=====	=====	=====
DUITSLAND :				
Amerikaans bezettingsleger		1.462	2.272	5.532
Engels bezettingsleger	2	109	—	3.631
Frans bezettingsleger	17.862	23.368	8.000	30.763
	—	—	10.272	39.926
	=====	=====	=====	=====
ALGEMEEN TOTAAL	17.335.560	11.800.766	6.494.485	5.318.539
	=====	=====	=====	=====